

**CAHIERS
DES AMÉRIQUES
LATINES** 56

2007 / 3

SOMMAIRE



CHRONIQUE	5
• Pérou : une démocratie sans partis politiques par Francisco Belaunde	7
DOSSIER	
FRONTIÈRE ET INTÉGRATION : PERTINENCE DE LA FRONTIÈRE MEXIQUE – ÉTATS-UNIS APRÈS 15 ANS D'ALENA	17
• Frontière et intégration : pertinence de la frontière Mexique/États-Unis après 15 ans d'Alena par Marie-Laure Coubès et Marie-Carmen Macias	19
• Les générations d'entreprises <i>maquiladoras</i> . Une analyse critique par Jorge Carillo	27
• Agriculture pour l'exportation et peuplement rural dans la région frontalière Mexique/États-Unis : San Quintin en Basse Californie par Marie-Laure Coubès	45
• Débat sur la métropole transfrontalière : une remise en cause à partir du cas Tijuana/San Diego par Tito Alegría	63
• L'espace frontalier Mexique/États-Unis après le 11 septembre 2001. Entre processus transfrontaliers et transnationaux par Marie-Carmen Macias	83
ÉTUDES	99
• Patrimoine rebelle à Guanajuato par Pierre-Mathieu Le Bel et Luzma Fabiola Nava	101
UN DIALOGUE SUR LE NOUVEAU MONDE	
• Penser le Nouveau Monde. Histoire et modernité par René Ceceña	121
• Penser le Nouveau Monde. L'antiquité de la Découverte par Pierre Prétou	139

INFORMATION SCIENTIFIQUE	155
Lectures	157
LES AUTEURS	167

CHRONIQUE

Francisco Belaunde¹

Pérou : une démocratie sans partis politiques

Aujourd'hui encore, l'année 1990 continue de marquer la vie politique péruvienne. Lors de l'élection présidentielle, les partis dominants d'alors furent désavoués de façon cinglante par la majorité de la population lorsqu'un inconnu, Alberto Fujimori, à la tête d'une organisation fraîchement créée par lui-même (*Cambio 90*), fut élu président de la République. Son adversaire malheureux du second tour, l'écrivain Mario Vargas Llosa, était lui aussi un nouveau venu en politique et avait également fondé sa propre organisation, mais il avait fait alliance avec deux des anciens partis – ce qui fut pour beaucoup à l'origine de sa défaite finale.

Bien au-delà de la sanction infligée aux anciennes formations, qualifiées dès lors de « traditionnelles » dans un sens que l'on voulait péjoratif, c'est l'idée même de parti qui fut alors rejetée par nombre de Péruviens et, avec elle, le personnage du politicien et la politique en général. C'était l'époque où, après deux gouvernements successifs démocratiquement élus, le Pérou vivait l'une des périodes les plus dramatiques de son histoire, avec des scandales de corruption, une inflation annuelle de plus de 7 000 % et des attentats terroristes à répétition commis par les organisations d'extrême gauche (le Sentier Lumineux et le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru). Dans un tel contexte, l'opprobre fut facilement jeté sur le politicien et la politique et l'option autoritaire apparut de plus en plus séduisante. La fermeture du Parlement, lors du coup d'État perpétré le 5 avril 1992 par Alberto Fujimori avec l'aide de l'Armée, recueillit logiquement l'appui enthousiaste de la majorité de la population. La pression internationale obligea bien le régime à organiser, dans les mois suivants, des

1. Avocat et directeur de la revue *Testimonio* (Lima), Instituto de Estudios Social Cristianos.

élections pour désigner une Assemblée Constituante, investie aussi des fonctions d'un Parlement, mais le sentiment de la population vis-à-vis des politiciens ne changea pas pour autant. Ceux qui voulaient faire de la politique durent par conséquent trouver une nouvelle rhétorique, adaptée à ce climat.

Ainsi, les candidats aux élections législatives ou locales s'empressèrent, avant toute chose, de déclarer qu'ils n'étaient pas des politiciens, mais des « techniciens », ou bien, s'ils avaient un passé en politique, qu'ils étaient certes des politiciens, mais « non traditionnels » et « indépendants » – signifiant ainsi qu'ils étaient au service du pays et non d'un parti. Les anciennes formations virent un bon nombre de leurs militants, voire de leurs dirigeants, les quitter pour rejoindre le régime ou créer de nouvelles organisations, décrites comme des « groupements » ou des « mouvements indépendants » afin d'éviter le concept discrédité de « parti ». Souvent aussi, les anciennes formations – compréhensives ou par tactique – autorisèrent leurs membres qui voulaient se présenter aux élections municipales à les quitter provisoirement et à créer des mouvements indépendants, pour leur permettre d'avoir de plus grandes possibilités de succès. Cependant, un certain nombre d'entre eux s'en sont éloignés définitivement par la suite pour prendre leur propre envol. Une telle démarche n'a rien de surprenant dans la mesure où la chute du régime d'Alberto Fujimori, emporté par un gigantesque scandale de corruption en octobre 2000², n'a pas été pour autant synonyme de récupération par les dénommés « partis traditionnels » de leur ancienne position. Certes, ils n'ont pas disparu, mais la politique péruvienne demeure plus que jamais l'affaire de figures individuelles et non plus de partis. Les organisations qui se créent ne sont que des officines ou des réseaux au service de leurs leaders respectifs. La popularité de ceux-ci repose souvent, non sur des capacités oratoires qu'ils n'ont pas, mais sur la bonne réputation qu'ils se sont forgée, en tant qu'administrateurs à la tête d'une mairie ou d'un établissement public ou par quelque autre action dans un domaine qui les a fait connaître du grand public.

La conséquence inévitable de cette évolution est la faiblesse institutionnelle de la démocratie péruvienne et l'existence d'un paysage politique très fragmenté et délétère. Il y eut ainsi 20 candidats lors de la dernière élection présidentielle, en 2006. Du côté du Parlement, dont la chambre unique de 120 membres est élue au scrutin proportionnel, un seuil minimum de 4 % des suffrages a été établi comme condition pour que les partis puissent y accéder, afin d'éviter une trop grande dispersion des forces. Malgré cela, sept formations y ont fait leur entrée en 2006. La dispersion s'est encore accen-

2. En septembre de cette année-là fut diffusée à la télévision une vidéo montrant Vladimiro Montesinos, chef *de facto* des services secrets et éminence grise du régime, en train de donner 15 000 dollars en billets de banque à un parlementaire de l'opposition en rétribution de son changement de bord. Dans les semaines suivantes, Montesinos quitta le pays clandestinement et Alberto Fujimori profita d'une visite officielle à l'étranger pour démissionner de son poste au moyen d'une communication envoyée par fax au président du Congrès.



tuée, du fait des divisions qui ont eu lieu après l'élection au sein de plusieurs formations. Il y a désormais neuf groupes parlementaires et un nouveau seuil de 5 % des suffrages a été fixé pour le prochain scrutin législatif qui aura lieu en 2011.

Figures du paysage politique contemporain

Le retour au pouvoir de l'APRA et de son leader Alan García, élu président de la République en 2006, a de quoi surprendre après l'expérience désastreuse du premier mandat de celui-ci entre 1985 et 1990. Il tient certainement au grand charisme et à la très grande habileté de cette personnalité : à 60 ans, il est peut-être le dernier leader politique à l'ancienne, doté d'une extraordinaire capacité oratoire qui fait dire à certains de ses détracteurs – sur un ton à mi-chemin entre la plaisanterie et le sérieux – qu'ils éteignaient leur poste de télévision dès qu'ils le voyaient apparaître de peur de se laisser « envoûter » par ses paroles. Déjà en 2001, il était parvenu à accéder au second tour de l'élection présidentielle et avait failli ravir la victoire à Alejandro Toledo. Sans doute, l'APRA, parti traditionnellement ancré au centre-gauche et créé il y a presque 80 ans, est-elle l'organisation politique la plus solide du Pérou ; il n'en reste pas moins qu'aux élections présidentielles de 1995 et 2000, tandis qu'Alan Garcia était en exil, la performance du parti a été très médiocre – avec à peine 4 % puis 1 % des suffrages. Autrement dit, il existe au sein de l'APRA une dépendance extrême vis-à-vis du leader. Installé une deuxième fois dans le fauteuil présidentiel, Alan García a abandonné les positions populistes et la rhétorique de gauche de son premier mandat pour épouser la plus grande orthodoxie en matière de finances publiques et le libéralisme économique. Il a continué en cela la politique de son prédécesseur, Alejandro Toledo. En même temps, il s'est rapproché des partisans d'Alberto Fujimori, d'abord en choisissant deux personnalités proches de ce courant pour son « ticket » présidentiel de 2006, puis – selon ses détracteurs – en faisant nouer à son parti une alliance *de facto* avec le groupe fujimoriste du Parlement. La Constitution lui interdisant de se représenter en 2011, il a déjà fait part de ses ambitions pour l'échéance de 2016.

Ancien militaire de 46 ans, Ollanta Humala s'est fait connaître du grand public en octobre 2000 lorsqu'il a dirigé, avec son frère Antauro, une rébellion pour réclamer la démission d'un Alberto Fujimori alors aux abois. Il prônait à l'époque une curieuse idéologie développée par son père, « l'ethnocacérisme »³, mélangeant l'exaltation des valeurs militaires avec l'idée de l'instauration d'une sorte d'apartheid à l'envers – en faisant de la minorité blanche une population de second ordre par rapport aux Indiens et aux Métis. Depuis, il

3. Du nom d'Andres Avelino Cáceres un chef militaire qui a tenu tête à l'armée chilienne pendant la Guerre du Pacifique qui a eu lieu de 1879 à 1883 entre le Pérou et la Bolivie d'un côté, et le Chili de l'autre, et qui s'est achevée avec la victoire de ce dernier.

a adopté des positions nationalistes et populistes proches de celles d'Hugo Chávez au Venezuela, d'Evo Morales en Bolivie et de Rafael Correa en Équateur. Lors de l'élection de 2006, il fit une apparition foudroyante dans les sondages trois mois avant la date du scrutin et arriva en tête au premier tour, avec 30 % des suffrages. L'alliance qui l'avait soutenu, réunissant le *Partido Nacionalista del Perú* (PNP) – c'est-à-dire le propre mouvement d'Humala, fraîchement créé par lui-même – et *Unión por el Perú* (UPP) – le parti fondé en son temps par l'ancien secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuellar – obtint 45 sièges au Parlement, devenant ainsi la première force du pays. Cependant, les deux formations se sont ensuite séparées et ont dû faire face, chacune de leur côté, à des désertions dans leurs rangs. Ollanta Humala reste assez bien placé dans les sondages dans la perspective de l'élection qui doit se tenir en 2011, surtout dans les régions andines du Sud, mais il n'est pas à l'abri de l'apparition d'un nouveau candidat qui pourrait le concurrencer sur le terrain de la représentation des mécontents⁴.

Début avril 2009, Alberto Fujimori a été condamné à une peine de 25 ans de prison pour des crimes commis sous sa présidence par les forces de sécurité, au plus fort de la lutte contre le Sentier Lumineux. Il avait déjà été condamné à six ans de prison pour un autre délit, et doit encore affronter d'autres procès – cette fois-ci pour corruption. Néanmoins, il reste assez populaire, non seulement car c'est sous sa présidence que les mouvements terroristes ont presque entièrement été démantelés et que l'économie a opéré un spectaculaire redressement à la suite du premier gouvernement d'Alan García, notamment en raison des nombreux travaux d'infrastructure qu'il a réalisés dans de nombreux coins reculés du pays. À cela s'ajoute aussi la persistance d'une certaine attirance pour les solutions autoritaires chez un nombre non négligeable de Péruviens. Ceci se traduit par la bonne place accordée à sa fille Keiko, actuellement membre du Parlement, par les instituts de sondage, dans la perspective de l'élection présidentielle de 2011. Au lendemain de la condamnation de son père, l'intention de vote en sa faveur est ainsi montée à 27 %. Le fujimorisme compte actuellement 13 représentants au Parlement et Keiko Fujimori a déjà annoncé que, si elle était élue Présidente, elle ferait libérer son père.

Âgé de 63 ans, Luis Castañeda est l'actuel maire de Lima, où il est très populaire avec des opinions favorables se situant autour de 80 %. Il est, lui aussi, dans le peloton de tête des candidats potentiels pour l'élection présidentielle de 2011 selon les sondages. C'est un pur produit de l'ère fujimoriste, en ce sens qu'il a quitté le parti « traditionnel » de centre-droit auquel il appartenait (*Acción Popular*) et acquis une grande notoriété en tant qu'administrateur après avoir été

4. Voir l'entretien réalisé avec Ollanta et Nadine Humala par Renée Fregosi, *Cahiers des Amériques latines*, n° 50.



nommé à la tête de la Sécurité Sociale par Alberto Fujimori. Il s'est présenté à l'élection présidentielle de 2000 avec sa propre formation, *Solidaridad Nacional* : victime – comme d'autres candidats – d'une campagne de démolition orchestrée par le régime contre les adversaires de Fujimori qui briguaient alors un troisième mandat consécutif, il a cependant obtenu un score insignifiant. C'est en 2002 qu'il a refait surface en gagnant l'élection à la mairie de Lima. S'il n'est pas un orateur et cultive le silence et un profil bas vis-à-vis des médias, cela ne semble pas actuellement lui nuire en termes de sondages.

Lourdes Flores, 49 ans, a quant à elle fait toute sa carrière politique au sein d'un autre « parti traditionnel », le *Partido Popular Cristiano* (PPC), d'inspiration social-chrétienne. Loin de le quitter, elle en est devenue l'une de ses figures emblématiques en se distinguant par une farouche opposition au régime fujimoriste. Aux élections présidentielles de 2001 et de 2006, elle s'est fait ravir de justesse l'accès au second tour par Alan García. À chaque fois, ses possibilités ont été limitées par l'image de son parti, perçu depuis toujours comme une organisation exclusivement liménienne et élitiste. Elle s'est pourtant présentée sous la bannière d'une alliance baptisée *Unidad Nacional*, réunissant son parti et des formations nouvelles comme *Solidaridad Nacional* de Luis Castañeda. Toutefois, l'alliance a récemment fait implosion avec le départ, notamment, de la formation de M. Castañeda, et ne compte désormais plus que 13 parlementaires sur les 17 élus en 2006. Il est très vraisemblable que Lourdes Flores sera de nouveau candidate en 2011 et les sondages lui accordent également l'une des premières places parmi les « présidentiables ».

Président de la République entre 2001 et 2006⁵, Alejandro Toledo a battu tous les records d'impopularité avec moins de 10 % d'opinions favorables pendant une très bonne partie de son mandat. Cela fut dû, en partie, à une série de maladresses dans son comportement personnel et dans celui de son entourage familial qui, bien que relevant très souvent de la vie privée, furent brocardées implacablement et avec délectation par les médias. Pourtant, c'est sous sa présidence qu'a commencé le boom économique que le Pérou a connu ces dernières années, ce qui explique sans doute les perspectives assez favorables pour l'élection de 2011 que lui accordent les instituts de sondages.

En dehors de ces figures de la politique péruvienne contemporaine, il ne faut probablement pas négliger les présidents de région. En novembre 2002 débuta une nouvelle tentative de décentralisation du pays, avec l'élection de vingt-cinq conseils régionaux et de leurs présidents respectifs. L'influence de ces derniers, qui ont créé un organisme de coordination entre eux se posant en interlocuteur

5. Alejandro Toledo, originaire d'un petit village des Andes, s'est distingué en arrivant en deuxième place au premier tour de l'élection présidentielle de 2000. Il a refusé de se présenter au second tour contre Alberto Fujimori en invoquant le manque de transparence du scrutin. Il devint de ce fait le symbole de l'opposition au régime « fujimoriste » qui s'écroula quelques mois plus tard.

du gouvernement central, semble désormais pouvoir déborder de leurs régions respectives. En outre, dans le contexte d'un système démocratique non encore consolidé et d'une très faible crédibilité des institutions, il existe – même en sourdine – une certaine hantise que les mouvements de protestation qui se produisent régulièrement au niveau local ou régional, pour des motifs souvent très spécifiques et pragmatiques, puissent conduire à des scénarios d'insurrection à la bolivienne ou à l'équatorienne – avec une chute du gouvernement central à la clé. Dès lors, le comportement des présidents régionaux est suivi avec une certaine anxiété par les autorités centrales selon qu'ils calment le jeu, qu'ils épousent les mouvements de protestation ou même qu'ils en prennent la tête – ne serait-ce que pour éviter d'être débordés. De fait, l'actuel gouvernement a fait voter une loi qui, parmi d'autres dispositions, prévoit des poursuites pénales contre les présidents de région qui participeraient à des actions de protestation ou les encourageraient. Par ailleurs, à peine 7 des 25 présidents régionaux élus en 2006 appartiennent à un parti national, deux étant membres de l'APRA. Tous les autres ont accédé à leurs fonctions sous la bannière de mouvements régionaux créés par eux-mêmes pour l'occasion. Plusieurs d'entre eux ont néanmoins une expérience politique, singulièrement au sein de mouvements d'extrême gauche. L'un d'eux, celui de Puno, région frontalière avec la Bolivie, se dit ouvertement sympathisant d'Hugo Chávez et d'Evo Morales et a proclamé le caractère « fédéral » de Puno. Le problème pour lui, comme pour nombre de ses homologues, est qu'il a été élu avec à peine 20 % environ des suffrages, la loi ne prévoyant pas de second tour pour les élections régionales. De plus, la plupart des présidents régionaux, à l'image du président de la République, ne sont guère populaires dans leurs circonscriptions respectives.

Enfin, ce panorama serait incomplet si on ne tenait pas compte des mouvements protestataires. Ainsi que nous l'avons signalé, ceux-ci se développent fréquemment un peu partout au Pérou et pour des raisons très diverses. Souvent, ils se déclenchent en relation avec l'exploitation des mines et des champs pétrolifères. Les populations locales protestent, soit en raison des atteintes écologiques, soit parce qu'elles réclament des postes de travail dans les exploitations, soit parce qu'elles exigent que les sociétés exploitantes réalisent des travaux (routes, écoles, hôpitaux, etc.). Il existe également des mouvements de protestation contre des maires ou des commissaires de police locaux, accusés de corruption. Selon de nombreux observateurs, le boom économique qu'a connu le Pérou ces dernières années⁶ aurait également constitué – et de manière paradoxale – un combustible pour ces protestations. Certes, une partie non négligeable de la population a bénéficié de la croissance, notamment dans les régions côtières ayant vécu l'essor spectaculaire de l'agro-industrie, mais d'autres en sont presque complètement restées à l'écart, particulièrement dans les zones andines du sud du pays. L'exaltation du boom par le gouvernement et l'augmentation de recettes de

6. Entre 2004 et 2008 la croissance de l'économie péruvienne a été en moyenne de 7 % par an.



l'État ont donc attisé les attentes et accru le sentiment de frustration. Pour preuve que ces mouvements préoccupent, la présidence du Conseil des Ministres dispose d'une cellule chargée de prévenir les conflits dans la mesure du possible, mais surtout d'intervenir comme médiateur lorsque les mouvements ont commencé. Le premier ministre lui-même est amené à intervenir, ce qui lui a valu d'être brocardé par les médias et les commentateurs comme « le pompier de service » chargé d'éteindre les incendies. Cette intervention est souvent une exigence des protestataires comme condition préalable aux négociations.

De son côté, le gouvernement accuse un certain nombre d'organisations de créer de toutes pièces les mouvements de protestation ou de mettre de l'huile sur le feu, à des fins de déstabilisation ou pour porter atteinte aux investissements étrangers. Au premier rang des organisations accusées figurent des ONG de défense de l'environnement, ainsi que le parti d'extrême gauche *Patria Roja* qui n'a pas de présence électorale en tant que tel, mais qui contrôle le syndicat des professeurs des écoles publiques et participe à la configuration des dénommés « fronts de défense des intérêts régionaux ». On accuse aussi certains propriétaires de radios locales de tenir des discours incendiaires et de fomenter des actions de protestation parfois violentes. Autre acteur fréquemment dénoncé : Hugo Chávez, accusé de se livrer à des actions de déstabilisation à travers « les maisons de l'ALBA »⁷.

Perspectives de la démocratie péruvienne

Le boom économique de ces dernières années a fait dire à beaucoup d'observateurs – dont Mario Vargas Llosa – que le Pérou était peut-être, et cette fois-ci pour de bon, sur la voie du développement. Cette vision optimiste persiste actuellement malgré le déclenchement de la crise mondiale, du moins au milieu de l'année 2009. Cependant, il y a aussi unanimité à reconnaître que la fragilité de la démocratie péruvienne constitue une menace sérieuse pour les perspectives de l'économie.

Dans cette perspective, l'un des grands problèmes contemporains réside dans l'inexistence d'un tissu politique solide et de structures partisanes raisonnablement bien ancrées dans la société. Il y a bien eu des tentatives de renforcement du système, notamment avec le vote d'une loi qui fixe des règles plus strictes pour la création et le fonctionnement des partis, dans le but d'en faire de vraies institutions et, par la même occasion, de freiner l'émiettement de l'échiquier politique. Dans le domaine de la législation électorale, après l'établissement d'un seuil de suffrages minimum pour l'entrée des partis au Parlement, certains proposent d'aller plus loin en remplaçant l'actuel système de vote à la proportionnelle par un

7. Ouvertes par des sympathisants du régime vénézuélien, les *casas del Alba* sont chargées de promouvoir l'*Alternativa Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América* contre les traités de libre-échange signés entre les États-Unis et plusieurs pays latino-américains.

système uninominal avec des circonscriptions électorales plus petites, ce qui devrait favoriser la concentration des forces politiques en deux ou trois grandes formations.

Cependant, au-delà des questions électorales et de fonctionnement des partis, la démocratie péruvienne pâtit surtout de la faiblesse des institutions de l'État en général, qui nuit très gravement à la répartition des richesses et nourrit le scepticisme de la population. Une faiblesse qui tient à l'absence d'une réelle volonté politique de la part des gouvernements successifs et des parlementaires pour entreprendre les réformes dont tous s'accordent pourtant à dire qu'elles sont indispensables, qui sont promises régulièrement et qui tardent à voir le jour, hormis des changements insuffisants dans quelques secteurs. L'inefficacité de l'action de l'État et la corruption restent donc des fléaux à combattre.

À ces problèmes structurels s'ajoute la crise économique mondiale, qui devrait entraîner des conséquences politiques majeures si elle persiste encore. Si l'économie péruvienne semble, aux dires de nombreux spécialistes, mieux lotie que d'autres pour y faire face, elle enregistre quand même un très net ralentissement de la croissance durant ces derniers mois. Autre ombre au tableau, le trafic de drogue : la production s'est accrue ces dernières années et les cartels mexicains sont de plus en plus présents. Les forces survivantes du Sentier Lumineux se sont investies beaucoup plus directement dans le trafic, allant même jusqu'à participer elles-mêmes à la production de cocaïne. De surcroît, celles-ci posent toujours un sérieux problème de sécurité dans les zones les plus touchées par le narcotraffic.

L'échéance électorale de 2011 est déjà dans tous les esprits ; elle l'est même depuis le jour de la victoire d'Alan García sur Ollanta Humala au second tour de l'élection de 2006. Le sentiment de ceux qui ont voté pour Alan García a été que le Pérou « l'avait échappé belle », en écartant de justesse le dénommé « candidat d'Hugo Chávez » et de « l'antisystème »⁸ qui aurait coupé net le boom économique et aurait fait entrer le pays dans le moule vénézuélien ou bolivien. Cependant, beaucoup estiment que ce n'est que partie remise et que le nouveau mandat du leader de l'APRA devrait donc, dans cette optique, être mis à profit pour faire bénéficier un maximum de Péruviens des fruits de la croissance afin de réduire les chances d'Ollanta Humala ou de quelque autre candidat contestataire en 2011.

L'apparition et l'enracinement de la crise sont certainement de nature à accentuer la nervosité de tous ceux hantés par le spectre de l'« antisystème ». Néanmoins, il n'est pas dit qu'elle devrait nécessairement conduire à l'avènement d'un régime proche de celui d'Hugo Chávez. Certains observateurs jugent que le fujimorisme, proche du libéralisme économique, pourrait aussi

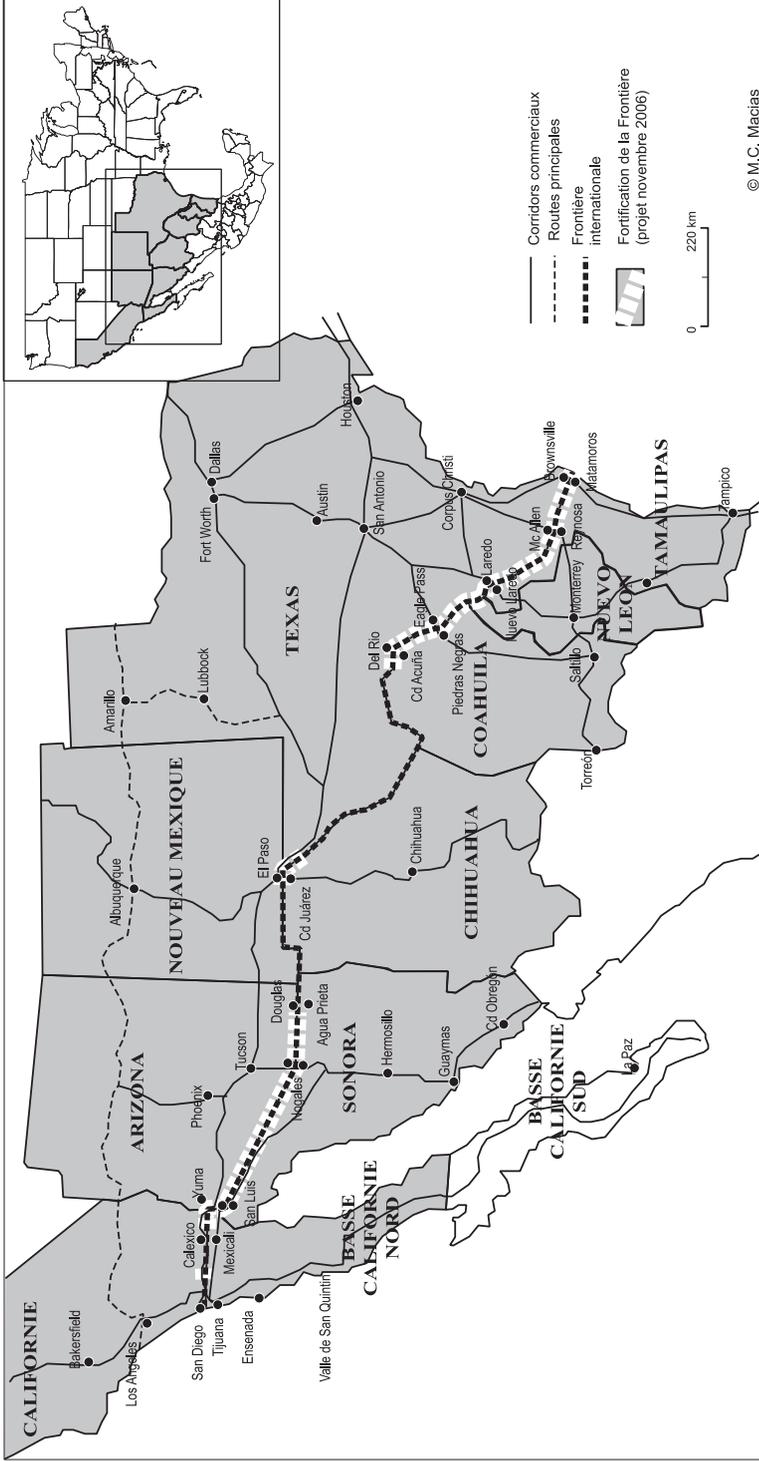
8. Par « antisystème », on entend souvent au Pérou les positions nationalistes et populistes accusées de porter atteinte au climat favorable aux investissements, notamment étrangers.

tirer profit des difficultés si celles-ci venaient à s'aggraver. Dans tous les cas, il est trop tôt pour faire des pronostics d'autant que le caractère délétère du paysage politique péruvien rend toute tentative en ce sens particulièrement risquée.

DOSSIER

**Frontière et intégration :
pertinence de la frontière
Mexique – États-Unis
après 15 ans d'Alena**

**(dossier coordonné
par Marie-Laure Coubès
et Marie-Carmen Macias)**



La frontière Mexique-États-Unis

Frontière et intégration : pertinence de la frontière Mexique/États-Unis après 15 ans d'Alena

Depuis son tracé en 1848-1853, la frontière entre le Mexique et les États-Unis a connu des mutations profondes qui ont marqué le développement de la région frontalière du côté mexicain. Si la nature du contact ne change pas fondamentalement quant à son caractère asymétrique, il serait réducteur de limiter les dynamiques et les enjeux de cet espace à l'image répandue et largement médiatisée d'un mur érigé pour arrêter les flux de migrants clandestins mexicains. Non que cette image soit fautive, mais elle n'est qu'un fragment d'une réalité plus complexe. En effet, outre la fonction de contact et de passage, la ligne frontalière a joué un rôle dans le développement à la fois à l'échelle du Nord mexicain et à celle du pays depuis les années 1960. Aussi a-t-il été choisi d'offrir au lecteur une présentation de la frontière septentrionale du Mexique dans la perspective du développement régional et à la lumière des évolutions de ces quinze dernières années.

De l'ouverture économique à l'intégration nord-américaine

Après le virage néolibéral amorcé au milieu des années 1980 lors de l'entrée du Mexique dans le GATT, la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) en décembre 1993 ancre définitivement le pays à l'espace

* Colegio de la Frontera Norte, Tijuana.

** Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (Université Paris III – Sorbonne Nouvelle)/
CREDAL UMR 7169/CEMCA.

économique nord-américain. Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, cet accord constitue une étape majeure de l'intégration économique de l'économie mexicaine au marché nord-américain, ainsi que de son insertion dans le processus de mondialisation. Il s'agit du premier accord d'intégration commerciale entre des États dont le différentiel est aussi fortement inégal [Ruiz Durán, 2007, p. 11]. Quinze ans plus tard, l'accord de libre-échange conçu lors des négociations comme un levier de développement économique mutuel semble présenter des résultats décevants sur ce point. Loin d'une convergence entre les États partenaires¹, on assiste à des évolutions contrastées de leurs économies respectives. Alors que le PIB par habitant en termes réels des États-Unis a augmenté, celui du Mexique, au mieux, a stagné si bien que la différence entre les deux économies en PIB *per capita* est toujours la même – de l'ordre de 1 à 3,6 entre 1994 et 2006 (selon les chiffres du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat de l'OCDE²). Le processus d'intégration nord-américain est en cours de consolidation, à l'issue de la période transitoire de 15 ans devant laquelle les tarifs douaniers ont progressivement été abaissés tous les cinq ans jusqu'à leur libéralisation totale au 1^{er} janvier 2008. Mais le libre-échange n'ouvre pas de perspectives à une intégration économique et sociale comme c'est le cas dans l'Union européenne. Il reste donc à évaluer les changements produits par l'Alena.

Si les États-Unis sont le premier partenaire commercial du Mexique, ce qui était déjà le cas avant cet accord, le Mexique occupe une place commerciale beaucoup moins importante auprès des États-Unis. L'application du libre-échange a donc accru la dépendance du Mexique vis-à-vis des États-Unis, qui tend à polariser les échanges mexicains malgré la multiplication des accords de libre-échange signés par le Mexique. De plus, la structure de l'emploi relève de modèles différents de spécialisation, pas nécessairement complémentaires. Les États-Unis évoluent vers une société de services où l'industrie perd de son importance. Par contre, au Mexique, le poids du secteur primaire (agriculture et pétrole) est encore important, bien qu'il soit en baisse régulière, et la part de l'industrie a stagné entre 1994 et 2004. Ce dernier résultat montre d'ailleurs les limites des débats qui, au démarrage de l'Alena, suggéraient que le Mexique serait le grand récepteur des emplois américains perdus dans ce secteur³. En effet les relations économiques entre les deux pays sont aussi fortement marquées par le phénomène déjà ancien des délocalisations industrielles états-uniennes. Les

1. L'Alena est un accord liant les trois pays d'Amérique du Nord : le Canada, les États-Unis et le Mexique. Cependant, dans ce dossier portant sur la frontière, nous nous centrons uniquement sur la relation bilatérale entre le Mexique et les États-Unis.

2. En terme du PIB total, le rapport est de 1 à 10,3 avec 1 267,9 milliards de dollars pour le Mexique contre 13 132,9 milliards de dollars pour les États-Unis en 2006 (selon les statistiques de l'OCDE consultables sur <http://stats.oecd.org/WBOS/>).

3. Qu'elles aient été craintes par les syndicats ouvriers états-uniens ou bien espérées par le gouvernement mexicains, les délocalisations d'emplois peu qualifiés de l'autre côté de la frontière ont en fait été peu nombreuses contrairement aux effets attendus de l'Alena [Coubès, 2003, p. 35].



usines d'assemblages – les *maquiladoras* – que l'on trouvait autrefois uniquement dans les villes du Nord sont désormais présentes dans le Yucatán, le Bajío et ailleurs depuis que le gouvernement a levé les restrictions concernant les investissements directs étrangers dans l'ensemble du pays. Mais, pour les années Alena, les emplois nouveaux créés dans l'industrie pour l'exportation compensent seulement les emplois perdus dans la manufacture nationale.

L'intégration fait de l'exception une norme

Quoique limitée, il existait de fait une intégration de la région frontalière du Mexique. En effet, le *Programa Nacional Fronterizo* (PRONAF) engagé par le gouvernement fédéral en 1965 autorisait l'implantation d'usines d'assemblage dans les États frontaliers. Les États du nord ont donc bénéficié d'un régime dérogatoire au modèle de développement national (celui de l'industrialisation par substitution aux importations), mais ce choix perçu comme une rupture par rapport aux discours développementiste et nationaliste du régime priïste, dans une certaine mesure, se situait plus ou moins dans la continuité d'une pratique bien ancienne. En effet, la frontière a connu une situation d'exception par rapport à l'intérieur du pays depuis le début avec la création des zones franches [Macias, 2004].

De fait, la région a été un laboratoire de l'ouverture qui s'est généralisée à la fin des années 1980 et l'exception frontalière de zone franche devient avec l'Alena la norme nationale, confirmant l'idée d'un « laboratoire Nord-Sud » comme conceptualisation de la frontière proposée par Jean Revel-Mouroz [Gondard et Revel-Mouroz, 1995]. Loin d'être simple, cette évolution où l'exception régionale devient la norme nationale a notamment pour effet de modifier les conditions du développement régional. Si les « privilèges de la frontière » s'appliquent désormais à l'ensemble du territoire national, de la même façon l'uniformisation des conditions économiques fait que les normes nationales s'appliquent également aux acteurs frontaliers. Doit-on en conclure alors que la spécificité frontalière disparaît avec l'intégration commerciale nord-américaine ?

De par leur fonction de barrière, les frontières ont longtemps été des périphéries parfois délaissées à l'échelle des territoires nationaux. L'intégration économique les place désormais dans une position toute différente, car elles jouent un rôle de pont et sont le lieu où s'articulent les échanges que l'on cherche à promouvoir [Leloup et Moyart, 2006]. Malgré l'abrogation des exceptions douanières, l'avantage de localisation se maintient et devient même central dans les processus de développement régional, puisque le libre commerce s'applique indistinctement à tous.

Outre la proximité géographique, les États du nord frontalier peuvent également s'appuyer sur un héritage. Il existe, en effet, une longue tradition d'ou-

verture : les relations transfrontalières touchent de nombreux domaines, économiques, sociaux, familiaux, etc. Quatre décennies d'industrialisation à vocation exportatrice constituent une expérience des relations transnationales dont n'ont pas hérité les autres régions mexicaines, si ce n'est à travers les processus migratoires. Tant dans son inscription spatiale que temporelle, la frontière présente donc toujours des spécificités par rapport à l'intérieur du territoire.

Le développement frontalier à l'heure de l'Alena

Le dossier propose de caractériser le développement régional de la frontière nord du Mexique 15 ans après l'entrée en vigueur de l'Alena en insistant sur les processus transfrontaliers, mais aussi transnationaux. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de comprendre en quoi la proximité du partenaire états-unien et l'interaction binationale (observée à plusieurs échelles) se révèlent être prégnantes à l'heure de l'effacement des frontières des facteurs de la croissance, mais aussi du développement socio-économique. Le dossier se structure autour de quatre articles qui abordent quatre aspects du développement régional à deux échelles différentes – l'ensemble de la frontière et le cas de la Basse Californie. Deux études portent sur des activités économiques intégrées aux processus transnationaux (l'industrie et l'agriculture à vocation exportatrice) et les deux autres concernent plus directement le thème de l'interaction transfrontalière à travers deux questions : celle de la mobilité transfrontalière et celle du développement d'un doublet urbain.

Dans un premier article centré sur la relocalisation des entreprises, Jorge Carrillo montre, au travers du système des *maquiladoras*, que cette relocalisation va aujourd'hui au-delà du déplacement des simples procès de production répétitifs et intensifs en main-d'œuvre. Les étapes de recherche et de développement sont également localisées à nouveau au sud de la frontière, même si cela est sans commune mesure avec la forte croissance des usines relevant des premiers processus. La place de ce secteur dans la division internationale du travail a changé après 40 ans de développement, après l'explosion des investissements étrangers directs (IED) au Mexique à partir des années 1990 – dont l'industrie est le premier secteur récepteur mais pas le seul – et avec la crise de 1994-1995 qui a marqué le lancement de l'Alena. Il devient nécessaire d'employer des grilles d'analyses plus élaborées pour rendre compte du phénomène de la *maquiladora* au XXI^e siècle, comme la notion de « génération » que nous propose l'auteur. Alors que la grande hétérogénéité de l'industrie *maquiladora*, tant dans sa structure et sa composition que dans son évolution, reste mal appréhendée par les catégories dichotomiques généralement proposées, la notion de « génération » permet de mettre en évidence la coexistence, dans le temps et l'espace, de différents types de *maquiladoras*, donnant ainsi des



clefs d'analyse de la diversité de l'industrie *maquiladora*. Cette notion, reprise par de nombreux auteurs, fait l'objet de nombreuses discussions au Mexique et ce débat mérite d'être connu des lecteurs francophones.

L'agriculture traditionnelle au Mexique, dont le poids dans l'emploi reste fort (14,9 % de la population active), connaît un futur de plus en plus incertain à l'heure où s'achève la période de transition du contrôle des prix agricoles sur les produits les plus sensibles, à l'instar du maïs mexicain concurrencé par le maïs subventionné des États-Unis. Cependant, l'agriculture intensive capitaliste – en particulier l'horticulture – est un récepteur de l'investissement américain de l'agro-*business*. En effet, dans le cadre de l'Alena, les cultures horticoles et fruitières sont les secteurs où le Mexique présente un avantage comparatif, alors qu'il est en désavantage pour les grains de base et les oléagineux. Dans ce contexte, l'horticulture orientée à l'exportation apparaît comme le fer de lance du secteur agricole mexicain dans la nouvelle configuration de l'intégration commerciale. On comprend donc aisément que la situation frontalière joue un rôle déterminant pour les périmètres agricoles les plus proches et les mieux reliés aux grands marchés de consommation de produits frais. Ainsi, l'article de Marie-Laure Coubès montre comment, dans la vallée de San Quintin, l'explosion des exportations de produits horticoles a transformé un front pionnier agricole (*frontier*) en une zone rurale frontalière en croissance (*border*) grâce à l'interface internationale qui articule les échanges commerciaux.

L'exemple rural, quoique très dynamique, est néanmoins un phénomène minoritaire à l'échelle de la frontière. Les villes concentrent la grande majorité de la population (96 % des habitants des municipes frontaliers vivent dans des zones urbaines et 8 % dans les 10 plus grandes agglomérations) et des activités à haute valeur ajoutée. Dans le cadre d'un contact asymétrique, les activités binationales liées à « l'ouverture des frontières » se développent à des échelles variables. On assiste alors à un double processus : d'une part, l'accentuation des phénomènes de métropolisation et, d'autre part, l'émergence de pôles frontaliers au sein des réseaux économiques et logistiques internationaux. C'est pourquoi des auteurs (pour la plupart anglo-saxons) ont posé l'hypothèse de l'apparition de métropoles transfrontalières. Cette hypothèse est fondée sur l'idée qu'à la frontière américano-mexicaine s'est formé un espace métropolitain continu en villes distinctes que la frontière traverse plus qu'elle ne les sépare. Tito Alegria ouvre à nouveau ce débat des années 1990 et réfute cette hypothèse, en s'appuyant sur des critères relevant des dynamiques socio-économiques de chacune des villes à travers l'exemple du doublet urbain frontalier San Diego/Tijuana. Ainsi montre-t-il que la croissance de chacune de ces villes relève de processus distincts : national pour San Diego et transnationaux pour Tijuana. La continuité urbaine n'est pas un élément suffisant pour définir la métropole transfrontalière.

Enfin, à propos de la fonction d'interface de la frontière, un dernier article de Marie-Carmen Macias aborde la question de la mobilité des individus dans cet espace parcouru de flux intenses de capitaux et de marchandises. La politique migratoire des États-Unis tend à limiter la migration internationale, ce qui modifie les mobilités locales. Alors que la frontière Mexique/États-Unis est traditionnellement perméable, l'ouverture économique semble paradoxalement marquer une ère caractérisée par une mobilité transfrontalière de plus en plus contrainte. L'espace frontalier devient de moins en moins fluide pour les personnes et les processus transnationaux prennent le pas sur les dynamiques transfrontalières. Déséquilibres économiques et démographiques pourraient laisser entrevoir une certaine complémentarité du marché du travail : les États-Unis ont besoin de main-d'œuvre que l'émigration mexicaine est en mesure de satisfaire, particulièrement dans le secteur de la santé et des services à la personne en raison de l'allongement de la vie [Ruiz Durán, 2007]. Pourtant, les dispositions liées aux événements du 11 septembre 2001 ne font qu'accentuer les contrôles mis en place dès le milieu des années 1990 et accroissent les inégalités à plusieurs échelles : non seulement entre le Nord et le Sud, mais aussi au sein des populations implantées dans la région frontalière.

En conclusion, l'ouverture du marché s'est accompagnée d'une circulation accrue des capitaux et des marchandises vers le Mexique et a pu laisser croire que l'ouverture des frontières uniformisait les conditions d'exercice des activités socio-économique à l'échelle continentale. Néanmoins, les inégalités persistent : l'asymétrie entre le Mexique et son puissant voisin est à la base même des relations géoéconomiques et géopolitiques entre les deux partenaires. Ainsi, au moment où le rôle d'interface se joue à l'échelle continentale, il est compensé par un contrôle renforcé des territoires. La frontière devient un enjeu dans le dispositif de contrôle conçu lui aussi à l'échelle continentale : elle assume alors le rôle de front. La frontière entre le Mexique et les États-Unis acquiert enfin le caractère ontologique du concept de frontière dans ce double mouvement entre ouverture et fermeture. Loin d'oblitérer sa pertinence, les évolutions liées à l'Alena font de la *Frontera Norte* un espace atypique.



BIBLIOGRAPHIE

- **BUSTAMANTE Jorge A.**, « *Frontera México-Estados Unidos, reflexiones para un marco teórico* », *Frontera Norte*, vol. 1, n° 1, enero-junio 1989, p. 7-24.
- **COUBES Marie-Laure**, « *Evolución del empleo fronterizo en los noventas : efectos del TLCAN y de la devaluación sobre la estructura ocupacional* », *Frontera Norte*, vol. 15, n° 30, Colegio de la Frontera Norte-Tijuana-México, julio-diciembre 2003.
- **GONDARD Pierre, REVEL-MOUROZ Jean**, *La frontière Mexique/États-Unis. Mutations économiques, sociales et territoriales*, Éditions de l'IHEAL, 1995.
- **LELOUP Fabienne, MOYART Laurence**, « *La région frontalière : vers quels nouveaux modes de développement et de gouvernance ?* », in **Anne-Laure AMILHAT-SZARY, Marie-Christine FOURNY (dir.)**, *Après les frontières, avec la frontière, Nouvelles dynamiques transfrontalières en Europe*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2006.
- **MACIAS Marie-Carmen**, « *Évolution de l'enclave frontalière de la Basse Californie de la zone libre au libre échange* », *Cahiers des Amériques latines*, n° 47, 2004, p. 88-108.
- **RUIZ DURAN Clemente**, *Integración de los mercados laborales en América del Norte*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, 2007.

Jorge Carrillo*

Les générations d'entreprises *maquiladoras*

Une analyse critique

La *maquila* évolue-t-elle ? La question est importante. Une opinion très répandue affirme, d'une part, que la *maquila* d'exportation¹ qui existe depuis 40 ans au Mexique n'est plus compétitive face à des pays comme la Chine et, d'autre part, que les limites d'un modèle d'industrialisation pour l'exportation ne permettent pas à ce système de progresser. De plus, les promoteurs de l'économie de la connaissance et de l'innovation considèrent la *maquila* comme une étape qui doit être dépassée. D'où cette question : le modèle mexicain de la *maquila* est-il obsolète ?

Des facteurs structurels et conjoncturels évidents [GAO, 2003 ; Carrillo y Gomis, 2003, Sargent y Methews, 2004] font obstacle au modèle de la *maquila*. Ils expliquent en grande partie l'épuisement du modèle dû à une baisse sévère d'activité depuis la fin de l'année 2000 comme conséquence de la récession aux États-Unis, à une faible relation avec les entreprises de la production nationale (5 %), à un emploi majoritaire de travailleurs de production (78 %) avec des salaires relativement bas (2,70 US\$ l'heure) et à une détérioration des conditions écologiques. Sans nier les limites de la *maquila*, il faut toutefois tenir compte d'une autre réalité : les entreprises continuent à fonctionner (2 805 en juillet 2006), à augmenter (4,8 % de juillet 2005 à 2006) et à être définies par les gouvernements comme un secteur prioritaire (*Programa*

* El Colegio de la Frontera Norte. L'auteur remercie Joëlle Chassin pour la traduction de l'espagnol, ainsi que Marie-Laure Coubès et Marie-Carmen Macias pour leurs commentaires.

1. Les *maquiladoras* sont des usines qui importent des matières premières, des composants et des machines pour les transformer ou les assembler au Mexique et les réexporter ensuite, principalement aux États-Unis, ne payant alors d'impôts que sur la valeur ajoutée.

Nacional de Desarrollo, 2000-2006). La reconnaissance du processus d'évolution est d'une importance majeure comme nous le verrons plus loin.

Les entreprises suivent des processus de plus en plus complexes (productifs et technologiques). Elles augmentent le nombre de produits et de modèles réalisés, changent les produits, incorporent de plus en plus d'innovations et de certifications internationales ; elles réalisent de plus en plus d'activités de conception et d'ingénierie de produits et obtiennent des distinctions pour leur réalisation en qualité, respect de l'environnement et sécurité ; de plus les gérances des entreprises étrangères se mexicanisent. D'une importance particulière est le plus grand degré d'autonomie dans la prise de décisions des *maquiladoras* par rapport aux maisons mères. Les firmes, gérances, ingénieurs, travailleurs et organismes mêmes qui les représentent apprennent alors à progresser. Des capacités technologiques, organisationnelles et humaines se développent au sein des entreprises et des institutions qui les soutiennent. Tout ces processus qui correspondent à un seul concept, l'évolution industrielle, reflètent une réalité : les entreprises évoluent.

Mais le nouveau contexte de compétitivité dans lequel s'inscrit la *maquiladora* au Mexique (forte compétition avec le marché états-unien auquel 95 % des exportations sont destinées) conduit à se demander si les caractéristiques de son évolution et le rythme qu'elle connaît sont suffisants pour affronter ce nouveau contexte. La réponse n'est pas simple car la *maquila* n'est pas un secteur homogène. L'analyse de l'évolution industrielle et celle de son hétérogénéité peuvent cependant permettre une meilleure compréhension des activités *maquiladoras*, de ses potentialités et de ses limites. Aussi depuis les années 1990 développons-nous le concept de « générations d'entreprises *maquiladoras* » [Alonso y Carrillo, 1996 ; Carrillo y Hualde, 1996], typologie qui peut rendre compte de l'évolution à l'intérieur de la diversité.

Le débat sur l'évolution de l'industrie *maquiladora* d'exportation (IME) au nord du Mexique continue actuellement, malgré ses quarante ans d'existence. Si ce débat reposait sur une vision simpliste (« entreprises d'assemblage simple ») dans les vingt premières années, cette vision s'est faite dualiste et bipolaire durant la deuxième moitié des années 80 (« vieilles et nouvelles entreprises », « traditionnelles et modernes »), pour adopter une perspective plus complexe, plurielle à partir du milieu des années 1990, basée sur la diversité de la production. Le point de vue qui consiste à considérer la *maquila* comme un modèle unique et simple est cependant encore partagé par certains².

Les résultats d'un quart de siècle de recherches empiriques, à partir d'enquêtes et d'études de cas, permettent de conclure que, s'il y a bien des exemples d'usines *maquiladoras* avec des trajectoires évolutives claires, d'autres exemples existent aussi où dominent toujours l'assemblage simple, le travail non qualifié

2. Du point de vue d'une analyse universitaire on consultera De La Giza [2005], et d'un point de vue culturel voir le documentaire intitulé *Maquialopolis*, réalisé en 2005.



et la réduction des coûts comme stratégie première. Mais le résultat central des études est, avant tout, l'hétérogénéité structurelle de la IME et les divers types qu'on peut y trouver. Aussi allons-nous présenter une typologie des générations d'entreprises *maquiladoras*.

L'évolution industrielle : une toile de fond pour comprendre les générations d'entreprises

On appelle évolution industrielle (*industrial upgrading*) la capacité des firmes à innover et accroître la valeur ajoutée de leurs produits et méthodes [Humphrey et Schmitz, 2002, Porter, 1990]. On distingue quatre types de changements : ceux qui se produisent dans le déroulement de la fabrication, dans le produit, dans les fonctions et entre les secteurs [Humphrey et Schmitz, 2001]. Il s'agit en fait d'un processus : comment améliorer les produits et services, comment les rendre plus efficaces et comment aller vers des activités plus qualifiées et de plus grande valeur ajoutée [Giuliani, Pietrobelli et Rabellotti, 2005].

L'évolution industrielle est étroitement liée au développement de valeur à travers des procédés innovants à partir d'entrées en niche de produits avec une plus grande valeur ajoutée (par exemple de la télévision avec cinéscope on passe à la télévision digitale), entrée dans de nouveaux secteurs (d'un produit comme la télévision à des produits multiples comme les écrans, antennes paraboliques, récepteurs de signaux satellites, etc.), ou couvrant de nouvelles fonctions productives ou de service (de l'assemblage au paquet complet dans l'industrie du vêtement ; ou de l'assemblage à la conception synchronisée avec la fabrication dans l'industrie des équipements automobiles par exemple).

De plus, l'évolution ne consiste pas seulement à créer un nouveau produit (comme dans le cas du *flat panel display*) mais implique aussi une trajectoire évolutive d'amélioration de processus et de produits nouveaux pour la firme, leur permettant d'être compétitifs sur le marché international [Giuliani, Pietrobelli et Rabellotti, 2005]. Ainsi les *maquiladoras* présentent des processus d'apprentissage technologique dans les secteurs traditionnels de produits manufacturés comme le vêtement, les meubles, les chaussures mais également dans des secteurs aux produits plus complexes comme les équipements automobiles ou électroniques.

Les différentes générations

Comme nous l'avons déjà dit nous entendons par *génération d'entreprises* « un type idéal d'entreprises avec des traits dominants communs pendant une période donnée » [Carrillo et Hualde, 1996, p. 112] en ce qui concerne la technologie, l'organisation et l'usage des ressources humaines.

Depuis le milieu des années 1980 s'est enclenchée une évolution dans la technologie, l'organisation et le travail dans les *maquiladoras* appelée d'abord « restructuration » [Palomas y Mertens, 1989], ce qui donna lieu à l'existence d'usines *maquiladoras* de différents niveaux : « vieilles et nouvelles » [Gereffi, 1991], « traditionnelles, manufacturières et postfordistes » [Wilson, 1992]. D'autres analyses trouvèrent des changements technologiques importants permettant d'évoquer une nouvelle *maquila* [Buitelaar, Padilla et Urrutia, 1999 ; Domínguez et Brown, 1989]. Au début des années 1990, une enquête sur les usines *maquiladoras* de Tijuana, Juárez et Monterrey, dans les secteurs dynamiques (électronique, automobile et confection), montra que près de 20 % de ces usines possédaient une haute technologie, une organisation complexe et du personnel hautement qualifié, ce qui détermina leur classement comme entreprises de seconde génération [Carrillo et Ramírez, 1990]. Une enquête plus récente montre qu'il existe un processus d'évolution industrielle dans les principales activités *maquiladoras* comme l'électronique [Contreras, 2000 ; Lara, 2000 ; Hualde, 2001 ; Carrillo et Hualde, 2002], l'équipement automobile [Carrillo, Miker et Morales, 2001 ; Lara et al., 2005] et la confection de vêtements [Gereffi et Blair, 2001], ce qui peut entraîner des fournisseurs [Carrillo, 2001 ; Lara et al., 2005 ; Dutrénit et al., 2006]. Il en résulte des parcours d'apprentissage des grandes firmes, ainsi que des individus et des groupes professionnels qui les constituent [Contreras, 2000].

Afin de mieux comprendre les changements qui se produisent dans ce mouvement qui caractérise la IME, nous présentons la typologie des générations des entreprises *maquiladoras*.

Entreprises de première génération

Il s'agit là d'entreprises étrangères d'assemblage traditionnel, non liées à l'industrie nationale quant à la production ; de niveau technologique faible, dépendant beaucoup des décisions des maisons mères et des principaux clients et surtout s'appuyant sur un travail manuel intensif réalisé par des femmes jeunes, avec des postes de travail rigides et des activités répétitives et monotones. Les salaires relativement bas et le travail intensif sont à la source de la compétitivité. La période pendant laquelle s'est développée et a dominé la première génération va de 1965 à 1981, c'est-à-dire du début du Programme d'industrialisation de la frontière jusqu'à l'année précédant la crise économique [Alonso et Carrillo, 1996 ; Carrillo et Hualde, 1996]. Les entreprises sont toujours dirigées par des gérants étrangers [Dutrénit et al., 2006]. Parmi leurs principales défaillances on note leur niveau technologique insuffisant, une capacité de manufacture limitée, une faible intégration locale et régionale et, surtout un manque de perspective quant aux ressources humaines comme facteur essentiel d'amélioration de la compétitivité.

Les entreprises de première génération au Mexique se sont développées fondamentalement comme une réponse pour réduire les coûts de travail, prin-



cipale stratégie de compétitivité face à la concurrence asiatique très forte sur le marché états-unien. Ce phénomène toucha le monde entier et donna naissance à des zones de production pour l'exportation dans les pays sous-développés [Frobel et *al.*, 1981], ce qui fut rendu possible grâce à la source quasi inépuisable de main-d'œuvre jeune bon marché, féminine et docile.

Entreprises de seconde génération

Ce sont des usines, plus diversifiées quant à l'origine du capital destinées aux produits manufacturés ; avec un développement naissant de fournisseurs proches de matières premières et de services directs et indirects ; avec un plus grand niveau technologique et une automatisation ; avec une autonomie en léger progrès par rapport aux décisions des maisons-mères et surtout, avec un mouvement de rationalisation de la production et du travail [Carrillo et Hualde, 1996]. On y compte davantage d'hommes, de travailleurs qualifiés, techniciens et ingénieurs. Les ouvriers (hommes et femmes) travaillent en équipe selon le schéma de la flexibilité fonctionnelle, avec plus de responsabilité, d'engagement et d'implication. Les nouvelles activités des ingénieurs permettent d'accumuler des connaissances et les carrières professionnelles locales et régionales commencent à se consolider [Hualde, 2001 ; Contreras, 2000]. La préoccupation centrale est d'améliorer les normes de qualité, de réduire les temps de livraison et les inventaires, d'alimenter la reprise du travail, d'éviter les retards et les temps morts. Les facteurs de compétitivité sont fournis par la combinaison de la qualité, du temps de livraison, des coûts unitaires et de la flexibilité du travail. Il s'agit d'entreprises capables de donner une réponse rapide à la fluctuation croissante de la demande. Les entreprises de deuxième génération prédominent (non pas numériquement mais comme modèles à suivre) dans la période qui va de 1982 à 1994, depuis le début du mouvement pour la qualité jusqu'à l'établissement de l'Alena [Carrillo et Hualde, 1996]. Les gérances sont de plus en plus assurées par du personnel mexicain. Parmi les failles les plus importantes on note le peu de participation des travailleurs qualifiés (techniciens et ingénieurs), le maigre développement des fournisseurs et le bas niveau des *clusters*.

Les entreprises de deuxième génération au Mexique se développent selon une tendance mondiale pour augmenter la compétitivité des ressources humaines en réponse à la production flexible développée par les entreprises japonaises comme Toyota. Le point de vue anthropocentrique à l'intérieur des entreprises, mondialement connu comme « *lean production* » ou « *lean manufacturing* » se convertit en axe de réorganisation industrielle, d'abord dans les pays développés ensuite dans les pays sous-développés. Ce processus a pu être mis en œuvre grâce à la flexibilité du travail existant au Mexique et grâce à l'adaptation, par les gérances, du modèle à la réalité mexicaine.

Entreprises de troisième génération

Il s'agit d'usines avec une grande présence de filiales transnationales orientées vers la conception, la recherche et le développement [Alonso et Carrillo, 1996 ; Carrillo et Hualde, 1996]. Elles se basent sur le travail intensif en connaissance. On y développe l'intégration verticale à l'intérieur de la firme (intra-firme ou de type *keretzu*) et entre les firmes (liens entre les fournisseurs nationaux et le commerce *inter-maquila*) [Koido, 2003]. Les *clusters* forment des centres techniques : usines d'assemblage, fournisseurs de composants, fournisseurs indirects comme des ateliers de mécanique ou d'injection de plastique et de fournisseurs de services [Carrillo et Hualde, 2002 ; Dutrénit et al., 2006]. Les entreprises s'appuient sur un meilleur niveau technologique et sur le développement de prototypes. L'autonomie dans la prise de décision y est notable [Dutrénit et al., 2006]. Le travail est hautement qualifié, demandant de grandes qualités de responsabilité et de discrétion qui privilégie le savoir et la créativité tant dans la conception que dans la fabrication. Le travail consiste à développer des projets autour desquels des équipes d'ingénieurs et un support technique se mettent en place. La source de la compétitivité se trouve dans la réduction de la durée des projets, des coûts de l'opération et la rapidité de la réalisation. Autrement dit dans la capacité d'ingénierie et de technologie, les salaires relativement bas du personnel qualifié, la proximité des usines d'assemblage et de manufacture [Alonso et Carrillo, 1996 ; Carrillo et Hualde, 1996]. Au sommet, la gérance composée d'étrangers et de nationaux se mexicanise cependant [Dutrénit et al., 2006]. Ses principaux points faibles sont le peu de développement des fournisseurs et le manque de postes de travail hautement qualifiés, notamment dans certaines ingénieries.

Les entreprises de troisième génération au Mexique se développent selon une tendance mondiale de transfert des centres R. et D. des pays hautement industrialisés vers les pays « émergents ». La globalisation des centres techniques est réalisée afin de synchroniser et de réduire les temps et les coûts entre la conception et la fabrication des produits, plus particulièrement les temps de développement et les coûts de la main-d'œuvre qualifiée. Ce processus fut possible grâce au développement des ingénieries dans des pays comme le Mexique et la formation de capacités de gérances locales qui permirent de considérer que les entreprises étaient venues à maturité et assez sûres pour développer ce type d'activités. De plus, l'ample diffusion du modèle de production modulaire offre de plus grandes possibilités pour faire *outsourcing y offshoring* des activités de R. et D. [Berger, 2005].

Entreprises de quatrième génération

Il s'agit d'usines qui réalisent des fonctions centralisées de coordination des multiples activités orientées vers un groupe d'usines de la même firme. Auparavant chaque usine avait son propre service d'achats, de ressources



humaines, sa logistique etc, disposant d'une certaine autonomie ; les décisions finales étaient prises à la maison-mère ou à la *parent company* aux États-Unis ou au Japon, par exemple. Avec la quatrième génération, les filiales/corporations décident de centraliser ces fonctions dans une unité de la firme dans le pays d'accueil même et de la doter des capacités et du pouvoir de prendre les décisions finales. Il s'agit d'activités de coordination de toutes les divisions à l'intérieur des filiales, de la coordination des achats de fournisseurs directs et indirects, des technologies de l'information et des ressources humaines.

Cette génération s'appuie sur le développement d'activités immatérielles de logistique qui permettent la coordination d'un très grand nombre d'activités, d'agents et d'unités de production connectées dans tout le Mexique et la région de l'Alena. Ces entreprises réalisent les fonctions des maisons-mères. Yannick Lung signale que, dans le cas de l'industrie automobile, la logistique acquiert un statut stratégique pour assurer la coordination de la chaîne et la synchronie de la production modulaire, et entre alors dans une nouvelle concurrence centrale des filiales transnationales [Lung, 2002].

La phase de coordination des multiples activités qui s'appuient sur les technologies de l'information correspond à la production d'algorithmes et de logiciels pour appuyer les flux d'informations à l'intérieur de la firme et le *supply chain management*. La coordination d'activités de fabrication, de recherche, d'achats et de services se convertit en axe central de la nouvelle et quatrième génération de *maquiladoras*. La compétitivité réside dans le travail hautement spécialisé dans le domaine des services professionnels, dans le flux d'informations obtenues par la technologie de l'information et dans les capacités à prendre des décisions de façon autonome. Sa principale faiblesse est le manque de travail hautement spécialisé en services professionnels maîtrisant l'information technologique.

Pourquoi les entreprises de quatrième génération ont-elles commencé à se développer ? Étant donné le chiffre d'affaires au Mexique et dans d'autres régions, les firmes ont reconsidéré leur organisation divisionnaire d'un point de vue régional, pour développer « les régions globales ». De telle sorte que les divisions ne recouvrent plus les frontières à l'intérieur du Mexique ou de la région Alena et peuvent favoriser des synergies et obtenir des gains substantiels, ce qui est rendu possible par le développement des TICS et la formation des capacités de gérances locales.

D'une génération à l'autre

En résumé l'évolution des différentes générations peut être schématisée selon le processus évolutif suivant :

travail manuel → travail rationnel → travail créatif → travail immatériel de coordination

Le premier grand saut technologique, de l'organisation et du travail fut de passer de l'assemblage à la fabrication et le second fut de passer à la conception et à la recherche. Aujourd'hui il s'agit de faire un nouveau saut : la concentration de multiples activités axées sur les fonctions de coordination intra et inter-entreprises, la création de mini répliques de maisons mères dans les pays centraux vers les pays de moindre développement.

Les générations d'entreprises *maquiladoras* au Mexique sont associées non seulement aux moments importants du développement industriel patronal au niveau global, mais aussi au développement des stratégies et politiques industrielles nationales [Carrillo et Lara, 2003]. La *phase d'assemblage* (« assemblé au Mexique ») correspond tant à la nouvelle division internationale du travail qu'au cycle de vie du produit (*production sharing*), ce pourquoi la politique prioritaire fut l'attraction de l'investissement étranger direct (IED) à la frontière nord de façon à générer massivement des emplois [Frobel et Kreye, 1981]. Pour sa part, la *phase de fabrication* (« fabriqué au Mexique ») avec un fort apport de rationalisation du travail grâce aux nouveaux modèles organisationnels correspond à l'implantation du « système de production japonais » plus connu sous le nom de « *lean production* ». La politique industrielle s'est aussi efforcée d'attirer l'IED, mais aujourd'hui elle cherche à être plus forte en capital, technologie et formation. On encourage la certification des normes de qualité des entreprises et l'on obtient de faciliter et de simplifier leur implantation et leur activité. La phase de conception (« créé au Mexique ») correspond à la tendance globale de concentration des activités de conception et développement en les rapprochant de la fabrication, ceci afin de synchroniser fabrication et recherche et de réduire les temps et les coûts des projets des nouveaux produits. Le développement d'ingénierie implique de générer une plus grande valeur ajoutée localement, de renforcer les capacités productives des firmes et d'affermir les liens avec les universités, et les lycées technologiques et techniques, la politique industrielle ayant jusqu'alors été quasi inexistante et soumise aux accords commerciaux passés dans le cadre de l'Aléna. On a cherché notamment à stimuler les *clusters* industriels à partir de l'intégration entre les firmes et du développement des fournisseurs locaux. Il faut noter en particulier les initiatives pour promouvoir et consolider les comités de liaison locale entre associations d'entreprises et centres éducatifs. La politique s'est orientée vers le développement et l'attraction de méthodes non plus basées sur la « main-d'œuvre » mais sur la « matière grise au travail ». Finalement, une nouvelle phase paraît émerger de coordination d'activités multiples basées sur les technologies de l'information, correspondant à la production d'algorithmes et de logiciels pour appuyer les flux d'informations entre les firmes et le *supply chain management*. Il s'agit en fait, d'entreprises qui réalisent des fonctions de maisons-mères (« coordonnées au Mexique »).



Il faut remarquer que le concept de générations d'entreprises renvoie plus à un type d'analyse qualitative (bien qu'également quantifiable) que quantitative (où le problème statistique de la représentation est central). Ce qu'on cherche ici ce n'est pas de savoir combien d'usines *maquiladoras* appartiennent à quelle génération, mais les changements qu'elles entraînent face à d'autres formes d'organisation et de stratégie des firmes. On cherche également à déterminer les potentialités qui s'ouvrent selon les nouvelles formes d'opération et de gestion.

Analyse critique du concept de générations

Si le concept de génération a été développé au milieu des années 1990 et s'il est encore utile pour comprendre la complexe hétérogénéité des activités, des produits, de la technologie, des pratiques organisationnelles, des formes de travail et d'emploi qui caractérise la réalité de la IME, nous estimons qu'une analyse critique de ce concept est également nécessaire³.

Les critiques de l'évolution des capacités s'employèrent surtout à signaler que la troisième génération d'entreprises *maquiladoras* ne représentait qu'un seul cas (le Centre technique de Delphi, la principale firme d'équipement automobile localisée à Ciudad Juárez, Mexique) face aux milliers d'entreprises qui réalisaient des assemblages [Hualde, 2003 ; De la Garza, 2005]. S'il est bien certain qu'il y a peu de centres techniques opérant sous le régime des *maquiladoras* (autour d'une dizaine et non un seul comme il est mentionné), les activités de la R et D à l'intérieur des usines se diffusent rapidement, comme nous le verrons plus loin. Le problème principal est le manque de conceptualisation adéquate en ce qui concerne l'industrie *maquiladora*, comme pour « l'industrie manufacturière », la mal-nommée. Le principal problème de cette critique, au-delà de sa pertinence, c'est qu'elle considère la *maquiladora* comme s'il s'agissait d'une industrie homogène : c'est là son principal défaut. La IME est avant tout une activité structurellement hétérogène, d'où la nécessité de la construction analytique du concept des générations. Ce qui est sûr c'est que nous ignorons encore la portée même des différents niveaux d'entreprises (qu'il s'agisse d'un petit nombre ou de centaines) ainsi que la diffusion des différents mélanges ou types d'entreprises.

Il faut dire que la diffusion des activités de recherche et de développement dans des pays comme le Mexique n'est pas un fait isolé (ceci est la critique à l'absence de diffusion de la troisième génération). Il existe un point de vue qui maintient que ces activités : a) sont globalisées et localisées aussi dans les pays sous-développés [Pearce et Singh, 1992] ; b) qu'elles font partie de la prise de décisions des multinationales face aux facteurs politiques [Hakanson, 1992] ; c) qu'elles sont la conséquence du développement de l'IED [Casson, 1991 et

3. Nous ne faisons que signaler ce point car ce n'est pas là le thème central de ce travail. Un essai déjà en préparation se propose de faire une révision critique de ce concept.

Dunning 1992] ; et d) qu'elles sont associées à l'existence de nombreux centres de coordination de la globalisation [Cantwell, 1995].

Bien que le concept de générations ait été amplement utilisé par les universitaires et les experts au cours des huit années qui ont suivi son apparition, il a été la cible de critiques. Consacré par certains pour témoigner de trajectoires d'usines particulières, il a été employé par d'autres pour interpréter des périodes ou caractériser les secteurs dans leur ensemble. Cette capacité du concept même à permettre de distinguer différents niveaux de la réalité est en même temps une de ses limites ce qui prête facilement à confusion.

Un autre élément autocritique c'est que la source principale qui a accompagné le développement de la deuxième et la troisième génération d'entreprises est distincte dans chacun des cas. Le concept de deuxième génération provient de l'analyse de différentes entreprises à partir d'enquêtes partielles, dont certaines sont représentatives [Carrillo, 1993], d'autres non [Wilson, 1992]. Alors que le concept de la troisième génération a eu pour origine l'analyse de la trajectoire évolutive d'une firme [Delphi]. Quoi qu'il en soit les deux types de générations sont le produit d'un grand travail de terrain et la typologie n'eut pas comme origine une analyse statistique mais qualitative, où des concepts comme « *fabrique leader* » (*lead factory*)⁴ aidèrent ensuite à comprendre la possibilité d'accès aux connaissances et habilités locales, comme à l'existence d'une masse critique suffisante pour utiliser ces connaissances [Fleury, 1999].

Mais comment passe-t-on d'une génération à l'autre ? C'est là un point important qui n'a pas encore été développé, car on ne connaît pas les conditions selon lesquelles on peut passer d'une génération à l'autre. En d'autres termes, pourquoi certaines entreprises réussissent-elles une rapide évolution et d'autres non ? Cela fait sans doute partie des décisions externes prises au sein des firmes/corporations, mais quelles conditions internes ou régionales permettent-elles à certaines l'*upgrading* et à d'autres non ?

Nous considérons que de nombreuses entreprises classées comme première génération évoluèrent vers la deuxième génération grâce à la formation de capacités internes et locales, en particulier avec l'apport de la philosophie et des techniques du « système de production japonais » [Kamiyama, 1994 ; Carrillo, 1994 ; Carrillo, 2007]. Si une bonne part des décisions relatives à ces « sauts » furent prises depuis les maisons-mères, et en ce sens leur origine est externe, ce n'est qu'à partir du moment où se sont développées localement les capacités de gérance, technologie, d'organisation du travail et de logistique, que les firmes ont pris ces décisions.

C'est pourquoi le processus de changement générationnel peut être observé dans la trajectoire évolutive d'un même établissement (RCA-Juárez), ou d'une

4. Selon la taxonomie proposée par Ferdows, 1997.



nouvelle ligne de commerce (Panasonic, Tijuana) mais aussi avec le développement d'une nouvelle usine (comme Ford Hermosillo ou l'usine Scientific Atlanta à Juárez), ou encore avec le développement d'un nouveau segment dans la chaîne de valeur (comme le Centre Technique de Delphi Juárez ou l'entreprise de produits médicaux Medtronic à Tijuana). Ainsi il n'existe pas une unique forme de changement évolutif. Par conséquent, les trajectoires peuvent être distinctes comme leurs origines. Divers facteurs externes (comme les décisions des corporatifs, la concurrence pour les marchés, le cycle de vie des produits, etc.) déterminent des modèles évolutifs locaux des firmes. Mais il n'est pas possible de comprendre les trajectoires locales seulement à partir des facteurs externes. Comme on l'a mentionné, la formation des capacités locales est requise (qu'elles soient importées ou développées localement, processus d'adaptation et application de systèmes productifs)⁵ pour pouvoir passer à de nouvelles activités. Et c'est précisément ces facteurs externes et internes aux usines comportant de nombreux mélanges (de technologie, innovation, ressources humaines, investissement, prise de décision, etc.) qui vont les classer en différents types d'entreprises. Autrement dit, bien que les principaux responsables de la gérance des entreprises et le milieu dans lequel ils évoluent soient conscients de la nécessité d'augmenter la valeur ajoutée des affaires, et bien qu'ils connaissent et mettent en œuvre les meilleures pratiques, la stratégie que développe chaque établissement et les réussites obtenues sont très disparates.

Enfin, il est important de mentionner de manière autocritique que les différences entre « générations » de *maquiladoras* pourraient refléter des différences sectorielles (comme c'est le cas de l'industrie automobile face à l'industrie de la confection) et/ou de segments de la chaîne de valeur (la recherche et le développement, ou le marché face à la fabrication et à l'assemblage final), plus que de types d'entreprises. Des facteurs externes (comme les clients) imposent souvent des standards quant aux temps de livraison, à la logistique, etc., et peuvent avoir un fort impact sur la technologie, la formation, etc., à l'intérieur des usines, sans que ces développements locaux soient dus nécessairement à l'existence préalable de trajectoires locales⁶.

La diffusion des générations

Le concept est né avec une inclination analytique de base - une typologie idéale -, sans prétention à se convertir en un paramètre sujet à mesure. Et c'est pourquoi la question de l'ampleur de la diffusion du processus d'évolution des *maquiladoras* a toujours été en suspens.

5. Voir les travaux importants sur l'hybridation des transplantations asiatiques et américaines [Abo, 1994 ; Boyer et Freyssenet, 2000 ; Abo, 2004].

6. Ceci nous amène au débat sur l'existence de générations à l'intérieur même de chaque segment de la chaîne de valeur et à l'horizontalité du concept à travers les secteurs industriels. Mais cette discussion dépasse le cadre du présent article.

Si depuis 1996 le concept des trois générations de *maquiladoras* [Alonso et Carrillo, 1996 ; Carrillo et Hualde, 1996] s'est développé et a été utilisé par divers auteurs comme Christman, Dutrébit, Gereffi, Lara ou Sargent, il n'y a eu aucune tentative formelle de mesure de la diffusion des *maquiladoras* selon les générations, bien que les acteurs stratégiques (Cnime, Global Insight)⁷ et les organismes internationaux (CEPAL) aient souligné l'importance et l'opportunité de leur mesure. La seule approche préalable a été celle de Gerber et Carrillo [2002] qui, d'après un échantillon de 105 usines électroniques et d'équipements automobiles de Basse Californie, trouvèrent que la troisième génération concernait entre 25 et 35 % des établissements. Bien que la génération de *maquilas* a été considérée comme « un type idéal d'entreprises avec des traits communs et prédominants durant une période spécifique », on a reconnu la coexistence d'entreprises de générations différentes partageant un même moment, à l'intérieur même de la même firme et usine. Par génération on ne faisait donc pas référence au sens strictement évolutionniste et excluant du mot (où la séquence suppose nécessairement la suppression de la séquence précédente, que l'on considère les trajectoires des usines prises individuellement ou l'industrie dans son ensemble), mais à une distinction fondée sur les résultats obtenus dans l'apprentissage de la fabrication ; c'est-à-dire, aux contenus de connaissances requis pour se développer avec succès dans la fabrication d'un produit déterminé [Alonso et Carrillo, 1996].

Bien que le concept de générations que nous utilisons soit horizontal et qu'il englobe chaînes et secteurs productifs, ce processus paraît être associé à la branche d'activité économique, au type de produit et à la chaîne de ce produit. C'est-à-dire qu'il n'est pas possible de comprendre les générations sans considérer la spécificité productive à l'intérieur de l'hétérogénéité de l'industrie. Aussi a-t-on cherché pour effectuer une première mesure une définition plus large permettant d'intégrer les principaux processus qui définissent l'évolution industrielle.

Partant du problème non résolu de la diffusion des générations, dans un travail préalable [Carrillo et Gomis, 2005] nous avons posé pour la première fois la question du calcul statistique de la diffusion et de la dispersion des «générations d'entreprises»⁸. Tenant compte des limites imposées par les données, *la définition opératoire du concept de générations* à partir d'une étude récente (2001-2004), s'établit en fonction du degré atteint en technologie, innovation, intégration verticale et autonomie dans la prise de décisions ou, ce qui revient au même, en fonction de leurs capacités dans ces secteurs.

7. Consejo Nacional de la Industria Maquiladora de Exportación et Center for Econometric Research on Mexico (<http://www.maquilaportal.com/ciemex-wefa/in dex.htm>).

8. Une mesure présentée récemment ressemble beaucoup à celle proposée par Carrillo et Gomis [2005]. Lilia Domínguez et Flor Brown [2004], s'appuyant sur l'analyse d'un échantillon de la ENESTYC, développent une méthodologie appropriée pour mesurer et comprendre l'apprentissage technologique et la restructuration industrielle dans le cadre de l'industrie manufacturière non *maquiladora*.



On dénombra six classes d'entreprises dans une enquête portant sur 298 usines. Les classes d'entreprises rencontrées et leur diffusion peuvent être consultées dans l'étude de Carrillo et Gomis [2005]. Le plus important dans ce travail c'est que les classes I et II sont proches de la définition de *maquiladoras* de première génération et représentent 18,1 % du total des usines prises en compte. Les classes III, IV et V correspondent à la définition de *maquiladoras* de deuxième génération et représentent 54,7 %. Enfin, celles de la classe VI peuvent être considérées comme des *maquiladoras* de troisième génération ; elles représentent 27,6 % du total des usines. Il est important de souligner que cette relation entre classes et générations d'entreprises a été établie comme *hypothèse de travail* pour de futures recherches.

La conclusion plus générale et plus complète de ce travail est l'existence de la *complexité et de l'hétérogénéité* des activités *maquiladoras* en termes d'évolution, c'est-à-dire l'existence de différents niveaux d'usines étant donné le mélange de facteurs technologiques, d'intégration verticale et d'autonomie dans la prise locale de décisions. Ces résultats vont à l'encontre d'autres plus anciens. En premier lieu ces résultats remettent en cause l'idée de taxinomies que suggèrent les modèles de progression « duels » ou triples comme catégories fermées et exclusives. Les différences entre usines *maquiladoras* ne se posent pas en catégories simples et délimitées mais bien plutôt en composés hybrides⁹. En second lieu, l'idée que chaque usine est différente d'une autre usine et que c'est pourquoi sa composition est hybride se questionne aussi, étant donné qu'il existe des groupes d'établissements qui suivent des règles semblables. Dans cette étude récente, on a trouvé six types d'entreprises avec des caractéristiques semblables en fonction de facteurs technologiques, d'intégration verticale et de degré d'autonomie dans la prise de décisions. Toutes coexistant dans le même espace et dans le même temps.

Épilogue

Pour terminer cet article, il convient de revenir aux questions initialement posées. Le modèle de *maquila* mexicain est-il épuisé ? Tout indique que non puisqu'il continue à fonctionner, qu'il maintient son dynamisme et présente une grande diversité de situations. Ce qui nous amène à la deuxième question : les *maquiladoras* évoluent-elles ? L'examen des générations d'entreprises et de leur diffusion indique qu'il existe bien un processus d'évolution dans des entreprises spécifiques et dans l'ensemble du secteur, indépendamment de l'existence d'une très grande hétérogénéité dans les usines. Si « l'âge d'or » de la *maquila* est sans aucun doute passé, considérer qu'il s'agit d'un modèle obsolète c'est ne pas comprendre la dynamique industrielle du Mexique dans le contexte de globalisation, où les différents secteurs économiques coexistent, ainsi que les différents segments de la chaîne globale de valeur, dans des contextes spécifiques d'agglomération territoriale.

9. Il existe une documentation étendue sur le processus d'hybridation. Consultez Abo, 1994 et 2004 et le site Internet : www.gerpisa.fr

BIBLIOGRAPHIE

- ABO Tetsuo (éditeur), *Hybrid Factory*, New York, Oxford University Press, 1994.
- ABO Tetsuo (éditeur), *Japanese Hybrid Factories, A comparison of Global Production Strategies*, Palgrave, 2004.
- ALONSO Jorge, CARRILLO Jorge, « Gobernación económica y cambio industrial en la frontera de México : un análisis de trayectorias locales de aprendizaje », *EURE*, vol. XXII, n° 67, Santiago de Chile, 1996, p. 45-64.
- BERGER Suzanne, *How we compete*, Ed. Doubleday, New York/London /Toronto/Sydney/Auckland.
- BOYER Robert, FREYSSINET Michel, *The Productive Models*, Ed. Palgrave, 2000.
- BUITELAAR Rudolf, PADILLA Ramón, URRUTIA Ruth, « Industria maquiladora y cambio técnico », in *Revista de la CEPAL*, n° 67, Santiago, abril 1999, p. 133-152.
- CANTWELL John, « The Globalisation of Technology: what Remains of the Product », *Cycle Model ? Journal of Economics*, Cambridge, february, 1995.
- CARRILLO Jorge, « Estructura Ocupacional en Plantas Maquiladoras », in Jorge CARRILLO (coord.) *Condiciones de empleo y capacitación en las maquiladoras de exportación en México*, Secretaría del Trabajo y Previsión Social y El Colegio de la Frontera Norte, Tijuana, B.C., 1993, p. 47-133.
- CARRILLO Jorge, « La Experiencia Latinoamericana del Justo a Tiempo y el Control Total de la Calidad », *Revista Latinoamericana de Estudios del Trabajo*, Asociación Latinoamericana de Sociología del Trabajo, n° 1, México, 1994, p. 193-217.
- CARRILLO Jorge, « Maquiladoras de exportación y la formación de empresas mexicanas exitosas », in E. DUSSEL Peters (coordinador), *Claroscuros. Integración exitosa de las pequeñas y medianas empresas en México*, Ed. Jus, México, 2001.
- CARRILLO Jorge, « The Japanese Production System in a Changing Environment: Changes in Japanese and American Hybrid Factories in Northern Mexico », in Tetsuo ABO (ed.) *Japanese Hybrid Factories. A Comparison of Global Production Strategies*, Palgrave, London, chap. 3, 2007, p. 65-80.
- CARRILLO Jorge, GOMIS Redi, « Los retos de las maquiladoras ante la pérdida de competitividad », *Comercio Exterior*, vol. 53, n° 4, abril 2003, p. 318-327.
- CARRILLO Jorge, GOMIS Redi, « Generaciones de maquiladoras : un primer acercamiento a su medición », *Frontera Norte*, vol. 17, n° 33, enero-junio 2005, p. 25-51.
- CARRILLO Jorge, HUALDE Alfredo, « Maquiladoras de tercera generación. El caso de Delphi-General Motors », *Espacios, Revista Venezolana de Gestión Tecnológica*, (Caracas), vol. 17, n° 3, 1996, p. 111-134
- CARRILLO Jorge, HUALDE Alfredo, « La maquiladora electrónica en Tijuana : hacia un cluster fronterizo », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 64, n° 3, julio-septiembre, México, DF., 2002, p. 125-171.
- CARRILLO Jorge, LARA Arturo « Maquiladoras de cuarta generación y coordinación centralizada », *Cuadernos del CENDES*, vol. 20, n° 54 (sept-dic.), 2003, p. 121-148
- CARRILLO Jorge, MIKER Martha, MORALES Julio, *Empresarios y redes locales : autopartes y confección en el norte de México*, Ed. Plaza y Valdéz y UACJ, México, 2001, 169 p.
- CARRILLO Jorge, RAMÍREZ Miguel Angel, « Maquiladoras en la frontera norte : opinión sobre los sindicatos », *Frontera Norte*, vol. 2, n° 4, Tijuana, BC, 1990, p. 121-152.
- CASSON Mark (ed.), *Global Research Strategy and International*



Competitiveness, Oxford, Basil Blackwell, 1991.

- CONTRERAS Oscar, *Empresas globales, actores locales : producción flexible y aprendizaje industrial en las maquiladoras*, Centro de Estudios Sociológicos, El Colegio de México, México, 2000.
- De la GARZA Enrique, *Modelos de producción en la maquila de exportación. La crisis del toyotismo precario*, UAM/Ed. Plaza y Valdez, México, 2005.
- DOMÍNGUEZ Lilia, BROWN Flor, « Nuevas tecnologías en la industria maquiladora de exportación », *Comercio Exterior*, vol. 39, n° 3, marzo 1989, p. 45-68.
- DOMÍNGUEZ Lilia, BROWN Flor, « Medición de las capacidades tecnológicas en la industria mexicana », *Revista de la CEPAL*, n° 83, agosto 2004, p. 135-151.
- DUNNING John, « Multinational Enterprises and the Globalisation of Innovatory Capacity », in Granstrand O., Hakanson L. et Sjölander S., *Technology Management and International Business*, Wiley, 1992.
- DUTRENT Gabriela, VERA-CRUZ Alexandre, ARIAS Aryenis, SAMPEADOR José Luis, URIOSTEGUI Alma, *Acumulación de capacidades tecnológicas en subsidiarias de empresas globales en México. El caso de la industria maquiladora de exportación*, Universidad Autónoma Metropolitana, Ed. Miguel Angel Porrúa, México, 2006.
- FERDOWS Kasra, « Made in the world: The global spread of production », *Production and Operations Management*, vol. 6, n° 2, 1997, p. 102-109.
- FLEURY Alfonso, « The changing pattern of operations management in developing countries: the case of Brazil », *International Journal of Operations and Production Management*, vol. 19, n° 5/6 (Special Issue), 1999, p. 552 - 564.
- FRÖBEL Folkeroo, HEINRICHS J., KREYE O., *La nueva división internacional del trabajo. Paro estructural en los países industrializados e industrialización de los países en desarrollo, Siglo XX*, México, 1981.
- GERBER James, CARRILLO Jorge, « Are the Maquiladoras in Baja Competitive? : the Electronics and Auto Parts Sectors », Ponencia presentada en el Forum Fronterizo, *San Diego Dialogue*, San Diego, 18 de julio 2002.
- GAO, *International Trade. Mexico's Maquiladora Decline Affect U.S.-Mexico Border Communities and Trade*, General Accounting Office, Washington <http://www.gao.gov/new.items/d03891.pdf>, 2003.
- GEREFFI Gary, « The "Old" and "New" Maquiladora Industries in Mexico: What Is Their Contribution to National Development and North American Integration? », *Nuestra Economía*, vol. 2, n° 8, may-august, 1991, p. 39-63.
- GEREFFI Gary, BAIR Jennifer, « Local Clusters in Global Chains : The Causes and Consequences of Export Dynamism in Torreón's Blue Jeans Industry », *World Development*, vol. 29, n° 11, noviembre 2001, p. 1885-1900.
- GIULIANI Elisa, PIETROBELLI Carlo, RABELLOTTI Roberta, « Upgrading In Global Value Chains: Lessons From Latin American Clusters ». *World Development*, vol. 33, n° 4, april, 2005, p. 549-573.
- HAKANSON Lars, « Locational Deteminants of Foreign R&D and the Development of Global Research networks », *Regional Studies*, vol. 24, n° 6, 1992.
- HUALDE Alfredo, *Aprendizaje industrial en la frontera norte de México : la articulación entre el sistema educativo y el sistema productivo maquilador*, COLEF /Plaza y Valdes, 2a. Edición, México, 2001.
- HUALDE Alfredo, « Erase una vez la tercera generación », *Nueva Sociedad*, vol. XXX, 2003, p. 86-96.
- HUMPHREY John, SCHMITZ Hubert, « Governance in Global Value Chains », *IDS Bulletin*, vol. 32, n° 3, 2001, p. 19-29.

- HUMPHREY John, SCHMITZ Hubert, « How does insertion in global value chains affect upgrading in industrial clusters? », *Regional Studies*, vol. 36, n° 9, 2002, p. 1017-1027.
- KAMIYAMA Kunio, « Japanese Maquiladoras in the United States and the Asian Countries, a Comparative Study », Paper presented at Seminar « The Maquiladoras in México. Present and Future Prospects of Industrial Development », El Colegio de la Frontera Norte, Tijuana, abril 1994.
- Koide Akihiro, « La industria de televisores a color en la frontera de México con Estados Unidos : potencial y límites del desarrollo local », *Comercio Exterior*, vol. 53, n° 4, abril 2003, p. 356-372.
- LARA Arturo, « Complejidad y desequilibrio tecnológico : notas sobre la convergencia del sector automotriz y el sector electrónico », in Flores J. y F. Novelo, *Innovación Industrial, Desarrollo Rural e integración Internacional* ; Universidad Autónoma Metropolitana – Xochimilco, México, DF, 2000, p. 213-238.
- LARA Arturo, ARELLANO Jaime, GARCÍA Alejandro, « Co-evolución tecnológica entre maquiladoras de autopartes y talleres de maquinado », *Comercio Exterior*, vol. 55, n° 6, 2005, p. 586-599.
- LARA Arturo, CARRILLO John, « Technological Globalization and intra-company coordination in the automotive sector: The case of Delphi – México », *International Journal of Automotive Technology and Management* , vol. 3, n° 1/2 , 2003, p. 101-121.
- LUNG Yannick, « The Changing Geography of Automobile Production », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 26, n° 4, 2002, p. 737-741.
- PALOMARES Laura, MERTENS Leonard, « Automatización programable y nuevos contenidos de trabajo. Experiencias de la industria electrónica, metalmecánica y petroquímica secundaria en México », *Problemas del Desarrollo*, vol. XX, n° 76, IIES-UNAM, México, 1989, p. 111-132.
- PEARCE Robert, SINGH Satwinder, *Globalising Research and Development*, London, Macmillan, 1992.
- PORTER Michael, *The Competitive Advantage of Nations*, New York, Basic Books, 1990.
- SARGENT John, MATTHEWS Linda, « What Happens When Relative Costs Increase in Export Processing Zones? Technology, Regional Production Networks, and Mexico's Maquiladoras », *World Development*, vol. 32, n° 12, 2004, p. 2015-2030.
- WILSON Patricia A., *Exports and Local Development. Mexico's New Maquiladoras*, University of Texas Press, Austin, 1992.



RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Le modèle de la *maquiladora* est-il épuisé ? Cette question est centrale pour le débat actuel sur l'industrie *maquiladora* d'exportation au Mexique et en Amérique latine : certains considèrent que ce modèle est épuisé alors que d'autres assurent que le secteur s'est restructuré profondément et donne lieu à de nouvelles opportunités. Le modèle de la *maquila* a été questionné en raison du déclin du secteur, de la perte de compétitivité des régions frontalières face à des pays comme la Chine, et, plus généralement parce qu'il est considéré comme un modèle d'industrialisation basé sur la réduction des coûts à partir d'une main-d'œuvre bon marché et non qualifiée. Dans cet article, on présente et discute le processus d'évolution industrielle à partir du développement des capacités mêmes. À cet effet on a développé la typologie de générations des entreprises *maquiladoras*. À partir de résultats d'enquêtes et d'études de cas on démontre qu'il existe un processus d'évolution de la *maquiladora* permettant de conclure qu'il est inadéquat de considérer que le modèle est épuisé.

¿ El modelo de maquila está agotado ? Esta es una pregunta central ya que actualmente hay un debate sobre la industria maquiladora de exportación en México y en América Latina : mientras que unos consideran que este modelo ya se agotó, otros arguyen que el sector se ha reestructurado profundamente dando paso a nuevas oportunidades. El modelo de maquila ha sido cuestionado debido al declive del sector, a la pérdida de competitividad de las regiones fronterizas

frente a países como China, y a que es considerado un modelo de industrialización basado en la reducción de costos a partir de mano de obra barata y no calificada. En este artículo se presenta y discute el proceso de escalamiento industrial a partir del desarrollo de capacidades «in-house». Para ello se desarrolla la tipología de generaciones de empresas maquiladoras. Con base en encuestas y estudios de caso se presentan diversos resultados que demuestran el proceso de evolución en la maquila y se concluye que la consideración de agotamiento del modelo es inadecuada.

Is the Mexican *maquila* export model exhausted? This is a key question because currently there is a debate on the assembly export industry in Mexico and in Latin America: while some consider that this model was already drained, others argue that the sector has been restructured opening the way to new opportunities. The maquila pattern has been questioned due to the decline of the sector, to the loss of competitiveness of the border regions in front of countries like China, and it is considered a model of cost reduction' based on cheap and non skill labor. In this article it is presented and discusses the process of industrial upgrading based on the development of "in-house" plant capabilities. The typology of maquila generations is developed in this context. Based on surveys and case studies, the article presents research results that demonstrate the evolution process in the maquila and concludes that the consideration of exhaustion of this model is inadequate.

MOTS-CLÉS

- *Maquiladoras*
- Générations de *maquilas*
- Modèle d'industrialisation
- Mexique
- Frontière

PALABRAS CLAVES

- Maquiladoras
- Generaciones de maquilas
- Modelo de industrialización
- México
- Frontera

KEYWORDS

- Maquila
- Generation of maquilas
- Industrialization models
- Mexico
- Border region

Marie-Laure Coubès*

Agriculture pour l'exportation et peuplement rural dans la région frontalière Mexique/États-Unis : San Quintin en Basse Californie

Cet article relate comment le développement de l'*agro-business* a transformé une région frontalière et rurale, en présentant les évolutions du peuplement régional et les transformations de la structure démographique et du système de résidence. La vallée de San Quintin, zone d'agriculture pour l'exportation, principalement pour le marché nord-américain, présente, en époque d'intégration commerciale, une configuration particulière dans l'articulation global/local, basée sur sa localisation frontalière entre Mexique et États-Unis.

Les recherches sur la frontière Mexique/États-Unis ont généralement privilégié l'analyse des zones urbaines de cette frontière, même si, déjà au début du XX^e siècle, la vallée de Mexicali, avec ses districts plantés de coton a joué un rôle significatif dans l'histoire de cette région. Le poids démographique de la population urbaine (81 % de la population frontalière réside dans les dix plus grandes villes) et le dynamisme économique des relocalisations industrielles, en zone urbaine, expliquent en grande partie ce biais des études frontalières. Cependant l'intégration commerciale actuelle s'étend aussi au secteur agricole

* El Colegio de la Frontera Norte (COLEF).

et les importants flux de capitaux étrangers se dirigent désormais vers l'agriculture intensive d'exportation. Ainsi, des régions rurales frontalières, comme celle de San Quintin en Basse Californie, se transforment sous l'effet d'investissements agricoles croissants.

La vallée de San Quintín est une zone d'horticulture intensive pour l'exportation, située à 300 km au sud de la frontière, entre l'océan Pacifique et la chaîne montagneuse centrale de la Basse Californie, et s'étend sur plus de 80 km de long. Région aride, elle connaît cependant une situation climatique propice à la culture horticole irriguée avec l'eau des nappes phréatiques. Dans cette zone frontalière, de nombreux phénomènes tant économiques (relation capital/travail), que démographiques (migration) et sociologiques (consommation) sont basés sur les interactions entre les deux côtés de la ligne internationale¹.

L'agro-business d'exportation dans le contexte de l'Alena

Deuxième producteur de tomates du pays, San Quintin est aujourd'hui une région de pointe de l'agro exportation, qui est le résultat d'une modernisation productive qui a touché les formes et les types de production ainsi que de travail. Aujourd'hui l'horticulture de San Quintin est une agriculture industrielle aux rendements productifs élevés, avec une technologie ultramoderne et des investissements de capitaux externes, sa production est exportée en hiver et en été.

L'Alena a favorisé l'entrée plus importante du capital américain et transnational lequel est attiré par la main-d'œuvre bon marché et surtout par de bien moindres restrictions écologiques pour la production qu'aux États-Unis (particulièrement dans l'usage des pesticides). Avec cet accroissement des investissements, il s'opère une concentration du capital dans quelques grandes entreprises : la plus grande part de la production actuelle est dirigée par des grandes firmes, soit directement, soit parce qu'elles contrôlent les dirigeants d'origine [Zloliniski, 2008]. Cette production est destinée principalement aux marchés américain et canadien.

Production intensive en travail et en technologie, ses rendements sont élevés avec une forte demande de main-d'œuvre. La modernisation productive a d'ailleurs consisté en une réduction de la superficie cultivée avec une augmentation de la productivité. La période de production s'étend sur toute l'année, même avec une saison d'été plus productive, elle s'approche du modèle californien de forte production sur l'ensemble de l'année [Zabin,

1. Cet article présente les résultats d'un projet de recherche pluridisciplinaire, financé au Mexique par le Conseil national de la science et la technologie (CONACYT), auquel je participe ainsi que Laura Velasco (sociologue du COLEF) et Christian Zloliniski (anthropologue de l'Université de Texas à Arlington).



1997]. La production s'est diversifiée. La tomate, produit emblématique des années 80 et 90, ne représente aujourd'hui que 59 % des cultures d'été, et de nombreux autres fruits et légumes (concombres, oignons, céleris, brocolis, etc.) sont apparus ; la fraise représente aujourd'hui 20 % des cultures d'hiver².

La technologie de pointe a été adoptée pour résoudre les problèmes liés à un certain niveau d'épuisement des sols et permettre leur usage intensif, mais aussi pour standardiser les produits afin de pénétrer le marché américain. Il s'agissait de passer des hauts volumes de production, à des produits de qualité supérieure [Zlolski, 2008]. L'introduction de la technologie s'est faite grâce à de forts investissements en infrastructures (serres, système d'irrigation goutte-à-goutte), mais aussi dans la culture de plantes bouturées, et dans les engrais, pesticides et produits phytosanitaires. Cette transformation technique des formes de production a également engendré des transformations dans les formes de travail. On observe une spécialisation du travail, entre les tâches de préparation du champ et celles de la récolte, générant de nouveaux types d'emplois nécessaires à la production agricole, tels que les emplois de techniciens pour contrôler l'irrigation au goutte à goutte et les serres hypermodernes, dont la technologie est importée de Hollande, d'Espagne ou d'Israël. Depuis 2000, on a construit deux usines de désalinisation de l'eau de mer pour répondre à l'épuisement des nappes phréatiques.

La technologie ne se développe pas seulement dans la production, ainsi dans les plus grandes entreprises, le conditionnement est totalement automatisé : sélection des tomates sur tapis roulant par ordinateur et photographie, et le transport est organisé en flux tendu³.

Pour répondre aux nouvelles exigences du marché américain et donc obtenir la certification des standards de qualité, les entrepreneurs ont dû contrôler la qualité de l'ensemble de la production. Que ce soit du point de vue des conditions d'hygiène des cultures (on a ainsi vu apparaître les WC portables chimiques dans les champs) que dans les conditions de travail les plus condamnables, comme celle du travail des enfants. Si l'État s'est toujours montré incapable de faire cesser le travail des enfants, on observe cependant une certaine amélioration dans ce domaine, résultat d'une régulation venue du marché grâce à l'action des consommateurs⁴.

2. Entre 1997 et 2004, alors que la tomate a diminué de 89 % à 59 % du total de la production d'été, le concombre est passé de 3 % à 15 %, et les oignons inexistantes en 1997 représentent 19 % de la production d'été en 2004. Données SAGARPA, 1997-2004.

3. Visite de terrain, entreprise Los Pinos.

4. Si le travail des enfants dans les champs n'a pas disparu, particulièrement dans les entreprises moyennes, il est indéniable qu'il a fortement diminué à San Quintin, au cours des dernières années. Il existe d'ailleurs aujourd'hui des garderies dans plusieurs entreprises.

L'horticulture est une culture exigeante en main-d'œuvre⁵, et après l'Alena, on a observé une augmentation de la capacité d'absorption du travail [García et Omaña, 2001]. Cependant, les conditions de travail sont basées sur une très forte exploitation de la main-d'œuvre immigrante, indienne le plus souvent. Le processus de modernisation qui a touché aussi les relations de travail a rendu celles-ci plus flexibles [Lara, 1998] Ainsi, alors qu'auparavant les ouvriers agricoles étaient pratiquement tous payés à la journée, aujourd'hui un grand nombre est payé à la pièce (particulièrement dans les cultures de fraises) ou à la tâche. Ce système a provoqué une intensification du travail, les ouvriers cherchant à augmenter leurs revenus par une plus forte productivité [Zlolski, 2008, p. 17].

Le développement horticole qui est donc favorisé par l'Alena présente aussi d'importantes difficultés et limites liées aux problèmes écologiques et au problème d'eau, aux relations de travail qui n'adoptent pas encore les standards du travail international et aux conditions de vie de grande pauvreté des travailleurs agricoles. Les coûts sociaux et écologiques de l'agrobusiness sont donc encore très élevés.

Évolutions du peuplement de la vallée de San Quintín

La vallée de San Quintín ne correspond à aucune définition administrative. Située dans le municipe d'Ensenada, elle englobe quatre délégations du municipe (Punta Colonet, Camalu, Vicente Guerrero et San Quintín) et comprend cinq localités principales (les quatre qui donnent leur nom aux délégations et Lazaro Cardenas, la plus peuplée située dans la délégation de San Quintín). Cependant, la région comprend aussi un très grand nombre de petites localités, de moins de 2 500 habitants, voire de moins de 1 000 et de 100 habitants : il s'agit de ranchs ou maisons isolées et des campements de journaliers agricoles. Le peuplement est donc très dispersé : en 2000, 43 % de la population vivait dans des localités de moins de 2 500 habitants (voir tableau n° 1)⁶.

Entre 1960 et 2000, la population a subi une croissance exponentielle, passant d'une zone quasi désertique avec quelques foyers pionniers à une zone semi-urbaine selon les critères mexicains⁷. Et cette région a vécu une transformation importante au cours des 20 dernières années, particulièrement dans les années 90. La croissance démographique faramineuse (taux de 7 % annuel) explique la dynamique de peuplement basée sur le développement de l'agriculture (production sur toute l'année et plus seulement pendant la saison

5. Ainsi pour toute la Basse Californie, en 1998 l'horticulture représente 12 % de la superficie cultivée mais 48 % de l'emploi agricole (García et Omaña 2001).

6. Les données des recensements sur la population correspondent à la période d'hiver, c'est-à-dire qu'elles n'incluent pas les immigrants temporaires de la saison d'été.

7. La zone semi-urbaine est définie comme les localités comprises entre 2 500 et 15 000 habitants.



Tableau n° 1 : Distribution de la population par taille de localités
dans la Vallée de San Quintín, 2000

Taille de la localité	Population		Localités	
	Nombre	Proportion	Nombre	Proportion
1 a 99 habitants	4.845	6,5%	353	86,3%
100 a 2 499 habitants	26.811	36,0%	49	12,0%
2 500 a 15 000 habitants	42.771	57,5%	7	1,7%
Total	74.427	100,0%	409	100,0%

Source : calculs projet COLEF-CONACYT à partir des données du XII Censo General de Población y Vivienda, 2000, INEGI.

haute d'été) le changement démographique et social (installation de familles et non plus seulement de travailleurs masculins isolés) et la transformation des types de résidence depuis les campements de travailleurs agricoles vers les nombreux quartiers, créés dans les villages plus peuplés ou à leurs alentours.

La région très aride habitée par une population native de chasseurs collecteurs extrêmement éparse n'a été peuplée que tardivement. Des essais de colonisation du XIX^e siècle, il ne reste que des éléments historiques, comme la mission de Santo Domingo dans la délégation de Vicente Guerrero, le vieux port et le vieux moulin de San Quintín, aujourd'hui transformé en restaurant⁸. Ce n'est qu'au XX^e siècle, à partir des années 1930, que la région de San Quintin commence à se peupler régulièrement. C'est la distribution de terres par l'État dans les années 1930 (sous la présidence de Lázaro Cárdenas) qui déclenche la première colonisation durable. Jusqu'aux années 60 elle reste une zone très peu peuplée de foyers pionniers (on compte moins de 4 000 habitants dans toute la zone en 1960)⁹. Le régime de la terre est *ejidal*, de petits propriétaires pour l'autoconsommation ou la production locale de pommes de terre basée sur le travail familial. La région est alors avant tout une frontière pionnière. L'absence de route goudronnée maintient l'isolement (8 559 habitants en 1970)¹⁰. C'est à partir des années 1970, avec la construction de la route qui traverse la péninsule et rompt l'isolement de la vallée en la connectant avec le nord, que San Quintin commence à profiter de sa situation frontalière et d'un début d'articulation avec les États-Unis [Velasco,

8. Ces essais furent le fait de religieux comme les dominicains au tout début du XIX^e siècle qui poursuivent l'œuvre d'évangélisation des Jésuites en construisant des missions tout au long de la péninsule de Basse Californie, ou de colonisation civile à la fin du XIX^e par une compagnie anglaise [Barron et Barbosa, 1983].

9. Calculs projet COLEF-CONACYT à partir du recensement de 1960. Toutes les données sur la population présentées dans cet article ont été reconstruites dans le cadre du projet de recherche, à partir des données des différents recensements (de 1960 à 2000) de toutes les localités de la zone, ce qui a nécessité la construction d'un système d'information géographique pour situer chaque localité à partir de ses coordonnées géographiques.

10. Même si la population a plus que doublé au cours de la décennie 1960-1970, cela reste un chiffre très faible.

2007]. À côté des *rancheros* qui poursuivent la production à petite échelle, les premiers entrepreneurs agricoles, venus du Sinaloa et Mexicali, démarrent une production horticole pour le marché américain [Martinez, 2004]. Pour cette production horticole, ils font appel à une main-d'œuvre migrante, venue des États du Sud, particulièrement de la région indienne mixtèque du Oaxaca. San Quintin vient alors s'ajouter comme une étape secondaire dans le circuit de la migration agricole du Nord-Ouest du Mexique vers la Californie qui incluait le Jalisco et le Sinaloa, États où s'était déjà développée l'agriculture capitaliste du Nord-Ouest du Mexique. [Velasco, 2002].

San Quintin est alors mieux connecté vers le Nord, avec les villes d'Ensenada et Tijuana, et au-delà de la frontière vers la Californie, mais reste isolé du reste du Mexique, et l'État, que ce soit l'échelon fédéral ou même régional, y est très absent.

À partir du milieu des années 1980, commence une période de grande transition, basée sur le développement de l'agriculture. De grandes entreprises nationales (telles l'ABC, productrice de tomates) s'installent et la concurrence entre elles promeut une intensification de la production et une modernisation technologique. La production est désormais destinée principalement à l'exportation. On assiste à une intensification du recrutement de la main-d'œuvre migrante, San Quintin devient une destination propre pour la migration des journaliers agricoles. Il se développe un circuit de migration circulaire entre les montagnes du Oaxaca et San Quintin. Pour loger ces travailleurs saisonniers, recrutés dans leur région d'origine et qui viennent assez souvent avec leurs familles, les campements se multiplient. Ces campements sont situés dans les terrains propriétés des patrons, éloignés des villages de la vallée. Ce sont souvent de grands hangars de tôles, séparés en pièces contiguës, au sol de terre battue, le travailleur mais souvent la famille complète vit dans la même « pièce » où l'on cuisine avec du bois, dans des conditions de grande insalubrité, avec un seul point d'eau collectif.

La vie dans la région est rythmée par la production horticole : la saison d'été de forte production à partir de mai, fait appel à la population migrante qui se retire en septembre. Il se développe une dynamique de mobilités diverses entre campements des différentes zones : circularité pendulaire avec le Sinaloa (Sinaloa, San Quintin, Sinaloa), des circuits plus complexes de migration itinérante : depuis le Sud, Oaxaca, San Quintin, Sinaloa. [Lara, 2000].

Les années 1980 sont aussi l'époque de nombreux conflits du travail entre les ouvriers agricoles et les patrons pour retard de paiement, voire non-paiement des salaires [Velasco, 2002]. Les salaires sont très bas, sans aucun droit de sécurité sociale, et les conditions de vie dans les campements sont déplorables : les enfants qui ne sont pas scolarisés, travaillent dans les champs et la mortalité



infantile est très élevée [Garduño, 1989] Les familles ouvrières agricoles indiennes vivent en condition de pauvreté extrême et de complète dépendance à leur employeur, isolées du reste de la société de San Quintin.

Petit à petit la population se transforme avec l'arrivée de familles migrantes de plus en plus nombreuses. Certaines s'installent dans la région, ainsi en 1990 la zone a déjà atteint une population de 38 151 habitants, ce qui représente une croissance annuelle de 7,5 % sur les 20 années (1970-1990), un véritable boom démographique. Parmi cette population, plus de la moitié est migrante (57 %) et presque un quart ne vivait pas dans la zone cinq ans avant leur arrivée (23 %). De nouveaux quartiers d'habitations se développent formant de nouvelles localités le long de la grande route, ou se développent dans les localités déjà formées.

Transformations démographiques et sociales au cours des années 1990

Au cours des années 1990, la production agricole sur toute l'année s'est développée, générant ainsi un besoin de main-d'œuvre au-delà de la traditionnelle saison d'été : les travailleurs peuvent désormais s'installer sur place et plus seulement venir en migration circulaire. C'est la grande période d'installation, de colonisation de nouveaux quartiers. Le peuplement est patent dans cette région qui atteint 74 000 habitants en 2000.

L'importance du peuplement familial transforme la structure démographique et sociale de la région : entre 1990 et 2000, le taux général de masculinité a diminué, ainsi que la proportion des actifs¹¹. La structure démographique présente une base très large, due à la forte fécondité des familles : 41 % de la population est âgée de moins de 15 ans, alors que pour l'ensemble de la Basse Californie cette proportion n'est que de 31 %. Conséquence des migrations antérieures, la population âgée reste très largement masculine ainsi qu'une partie de la population adulte (les taux de masculinité sont supérieurs à 100 pour les plus de 40 ans)¹².

Plus de la moitié de la population totale est migrante (52 %), même si la proportion de migrants récents (migration dans les cinq dernières années) a baissé, de 23 % en 1990 elle est passée à 13 % en 2000. La migration familiale vient souvent rejoindre des parents ou « *paisanos* » installés auparavant dans la région, et de nouvelles régions s'intègrent aux flux de migration, comme l'État du Guerrero¹³.

11. La proportion d'actifs passe de 55 % en 1990 à 49 % en 2000, l'indice de masculinité de 105,4 % à 102,5 %.

12. Données EBIMRE, Enquête Biographique de Mobilité Résidentielle et d'Emploi réalisée à San Quintin en 2005, dans le cadre de notre projet de recherche.

13. Les Oaxaqueños ayant la réputation d'être trop combattifs (les décennies de migration et travail agricoles ont enfanté des organisations combattives), les patrons sont allés chercher dans des régions plus reculées du Mexique, comme le Guerrero, les travailleurs migrants.

La proportion de la population de langue indienne a légèrement augmenté (de 16,7 en 1990 à 18,7 % en 2000), ce qui fait de San Quintin la seule région de Basse Californie où la population indienne a un poids important (dans l'ensemble de l'État la proportion de la population de plus de cinq ans qui parle une langue indienne n'est que de 1,9 %). La population indienne de San Quintin est d'origine migrante (principalement Mixtèques de Oaxaca mais aussi Triquis et Zapotèques de Oaxaca, Mixtèques et Nahuatls de Guerrero, etc.). Pratiquement la totalité de ces Indiens parlent également l'espagnol (95 %), alors que dans les États d'origine (Oaxaca et Guerrero) cette proportion est respectivement de 80 et 65 %.

Commencés à des époques différentes, les différents types de route migratoire se juxtaposent dans l'actualité provoquant une grande hétérogénéité et complexité des formes de mobilités. Le modèle traditionnel de migrations temporaires circulaires entre le Sud du pays et San Quintin s'est transformé en mobilités plus complexes, prenant en compte différentes destinations et différentes étapes dans les circuits migratoires. En parallèle au processus de peuplement, la migration itinérante continue aussi, avec les migrations des travailleurs pour la saison d'été, et le développement d'autres zones d'agriculture par exemple en Basse Californie du Sud. Ainsi, les circuits migratoires sont aussi plus complexes entre le Sinaloa, San Quintin et la Basse Californie du Sud. L'articulation avec la Californie s'intensifie également, San Quintin prenant sa place dans une migration transnationale, comme point de départ de la migration vers les États-Unis. L'installation de familles à San Quintin favorise la mobilité transnationale : le chef de famille se déplaçant seul vers les États-Unis à partir d'une résidence familiale à San Quintin ; ou aussi sous forme de navettes transfrontalières, cependant la condition générale de sans-papiers est un frein à ce type de mobilité.

À l'époque où l'agriculture était basée sur la production saisonnière avec des travailleurs migrants recrutés sur leurs lieux d'origine, principalement le Sud indien du Mexique, le système de résidence dans la vallée était défini par une complète ségrégation résidentielle : les journaliers agricoles résident dans des campements isolés, alors que les locaux (ou migrants des régions non indiennes) qui travaillent dans le secteur tertiaire habitent dans les villages. Les campements se remplissent au cours de la saison d'été mais certains journaliers y résident aussi toute l'année. À partir des années 1990, le système résidentiel se transforme profondément : les journaliers quittent les campements et vont s'installer dans des résidences individuelles dans de nouveaux quartiers d'habitation (*colonias*) proches du centre des villages, sur le bord de la route principale. Pour les ouvriers agricoles, il s'agit d'une transformation de la localisation et de leur type d'habitat.

Ces quartiers, créés par achat de lots, distribution de terrains ou invasion, présentent une forte homogénéité sociale et souvent la proportion de tra-



vailleurs agricoles y est très élevée. Mais cette ségrégation résidentielle entre quartiers de journaliers de l'agriculture et quartiers de travailleurs des autres secteurs d'activité, est sans commune mesure avec la ségrégation antérieure entre campements et quartiers.

Même très modeste, une maison dans un quartier d'habitation représente un habitat bien moins insalubre que le campement. De plus, pour une famille, la résidence dans un quartier permet un espace « à soi », car même si la maison est très petite (les programmes sociaux financent la construction d'une seule pièce « *pie de casa* »), les terrains sont assez grands et l'espace de vie familial est donc plus vaste.

Dans ce processus de transformation du système résidentiel antérieur (basé sur la ségrégation totale entre ouvriers de l'agriculture et travailleurs des autres secteurs), on voit l'émergence d'un nouveau type de résidence, la *cuartería*. Il s'agit d'un logement d'une pièce unique avec services collectifs de sanitaires et arrivée d'eau, loué par le patron ou le travailleur, et situé dans les quartiers d'habitations. Si son type d'habitat s'approche de celui des campements¹⁴, sa localisation, au sein des quartiers, marque une profonde différence ainsi que le fait qu'il peut s'agir parfois d'une résidence louée par le travailleur et donc indépendante de son employeur.

La vie dans le quartier, que ce soit en maison individuelle ou en *cuartería*, permet aux travailleurs d'être plus indépendants de leur patron et de pouvoir changer d'employeur. Le changement de patrons dans un système où il y a peu de prestations de travail, n'est guère un inconvénient. Et pour les employeurs, c'est aussi une façon de se décharger du problème des conditions de vie des travailleurs et des campements insalubres dénoncés dans les médias mexicains et états-unis. Ainsi les campements sont moins nombreux, certains se ferment, car les migrants temporaires s'installent même dans les quartiers, préférant loger en *cuarterías* ou chez des familiers qui sont déjà installés dans la région. Les quartiers d'habitations se consolident¹⁵, il s'y développe une vie de quartier avec de nombreuses associations et organisations (professionnelles, confessionnelles, récréatives) mobilisées autour de la question du logement (légalité des terrains) de la gestion des services publics, de la réception des programmes d'assistance du gouvernement, de manifestations culturelles¹⁶.

14. La *cuartería* est un logement collectif mais sa construction est en dur alors que celle des campements est le plus souvent en tôle.

15. Ainsi, en 1989, 66 % des travailleurs agricoles résidaient en campements et 33 % en quartiers, alors qu'en 1999, on ne recensait que 33 % en campements, 56 % en maisons individuelles de quartiers et 10,5 % en *cuarterías* [Velasco, 2002 : p. 71].

16. Les mobilisations sociales et les mouvements sociaux s'orientent désormais sur le problème du logement plus que sur les problèmes du travail. La mobilisation syndicale est difficile, alors que les entrepreneurs sont organisés et ont des relations avec ceux de Californie, ce n'est pas souvent le cas pour les travailleurs, et seule une organisation est internationale le FIOB : Front Indigène Oaxaqueno Binational.

La transformation de l'agriculture et le peuplement modifient également l'ensemble du marché du travail de San Quintin, et la structure d'emploi se diversifie. Entre 1990 et 2000, le secteur agricole perd de l'importance relative, (il passe de 62 % à 55 % de la population active) et c'est le tertiaire qui augmente le plus (de 28 % à 34 % de la population active, soit une augmentation proportionnelle de 22 %) pour les commerces, services aux producteurs ou à la population. De nouvelles professions prolifèrent dans les services pour l'agriculture : intermédiaires pour l'embauche de personnel, chauffeurs du transport du personnel, etc. Mais le tertiaire classique se développe aussi, avec de nombreux commerces et services variés dans les quartiers, ainsi que les services de l'État. En effet, dans cette région qui était oubliée du gouvernement, paradoxalement, l'État apparaît durant cette période qui correspond pour l'ensemble du pays au retrait de l'État du champ économique et social.

Des conditions de vie frontalières et rurales

San Quintin est la région de Basse Californie où la marginalité et la pauvreté sont les plus importantes et se retrouvent dans tous les domaines particulièrement pour les revenus, l'habitat, la scolarisation des enfants. Région rurale, elle pâtit du déficit d'infrastructure des zones rurales mexicaines ; cependant sa proximité avec la frontière permet un accès à certains produits d'occasion qui sont inaccessibles à la population rurale du Mexique en général.

Les enfants des premiers migrants sont aujourd'hui de jeunes adultes nés dans la région ou qui y ont vécu depuis leur petite enfance, et se sentent pleinement de San Quintin. De même, les migrants de longue date revendiquent le nom de 'résidents' et non plus migrants [Velasco, 2007].

Du point de vue des revenus de la population active, San Quintin a une position à part, différente du reste de la Basse Californie mais aussi des régions rurales du Mexique, comme par exemple de l'État du Oaxaca d'où vient une grande partie des travailleurs.

À San Quintin, comme en Basse Californie, on ne remarque pas la catégorie des sans revenus et les revenus les plus bas (moins d'un salaire minimum) sont très peu fréquents, à la différence des États ruraux du pays. Si l'on compare avec l'État de Oaxaca d'où vient une grande partie des travailleurs migrants la différence est énorme¹⁷. Cependant on ne trouve pas non plus de revenus plus élevés (cinq salaires minimum ou plus) qui sont plus fréquents à la frontière que dans le reste du pays. Ainsi en Basse Californie la moitié de la population se situe dans le rang de revenus de deux à cinq salaires minimum alors qu'à San Quintin cette concentration de la moitié de la population active est dans le rang

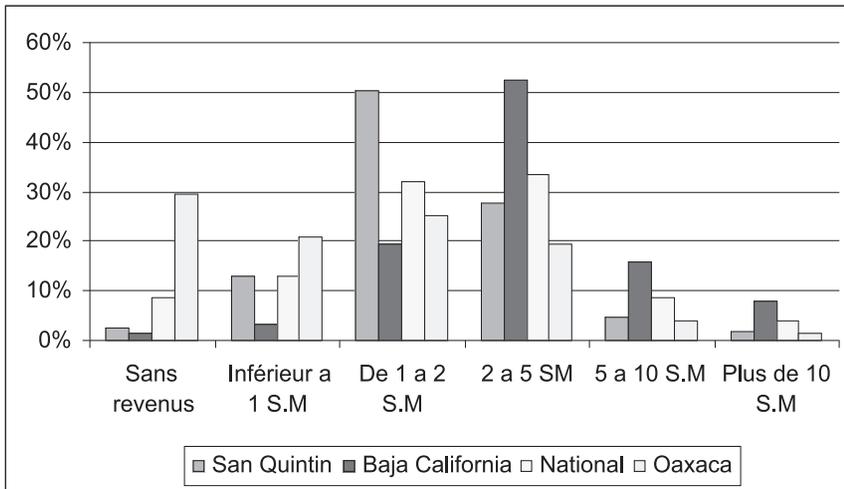
17. La proportion au Oaxaca des actifs sans revenus frôle les 30 %. Or l'État du Oaxaca inclut la capitale et les autres zones urbaines, si l'on comparait avec le seul Oaxaca rural la différence avec San Quintin serait alors phénoménale.



inférieur de un à deux salaires minimums. De plus, si dans l'ensemble de la Basse Californie, seulement 4,5 % gagne moins du salaire minimum, à San Quintin ils sont 15 % (voir graphique n° 1)¹⁸.

À San Quintin, le marché du travail est suffisamment développé pour que pratiquement toute la population active gagne quelque chose (contrairement aux régions rurales où domine l'agriculture traditionnelle) mais les revenus sont très bas et beaucoup plus bas que dans les marchés du travail frontaliers urbains.

Graphique n° 1 : Revenus de la population active à San Quintin, dans les États de Basse Californie et du Oaxaca et dans l'ensemble du pays, 2000



S.M. = salaire minimum

Source : calculs projet COLEF-CONACYT à partir des données du XII Censo General de Población y Vivienda, 2000, INEGI.

La situation frontalière permet aussi un accès à certains biens de consommation, qui viennent de Californie et sont vendus sur les marchés d'occasion des régions frontalières mexicaines. Ainsi, on observe à San Quintin un accès à l'automobile sans commune mesure avec le reste du pays : alors que 32 % des foyers ont une automobile au niveau national, et seulement 12 % dans l'État d'Oaxaca, à San Quintin pratiquement la moitié des foyers dispose d'une automobile ou camionnette (46.6 %).

Bien que pour les biens électroménagers, l'indicateur soit inférieur par rapport au niveau national, les ménages de San Quintin ont un meilleur accès à ces produits que dans les régions rurales mexicaines puisque 45,5 % ont une machine à laver le linge, et 52,3 % un réfrigérateur, alors qu'au Oaxaca ils ne sont que respectivement 17,8 % et 37,6 %. [Cholin, 2004]

18. Le salaire minimum mexicain est équivalent à 50,84 pesos journaliers, soit 4,96 dollars (janvier 2008).

L'habitat point le plus critique de la situation à San Quintin, s'est sensiblement amélioré. Les conditions de logement sont meilleures du point de vue des matériaux de construction – la quantité des habitats dont le sol est en terre battue a notamment diminué (voir tableau n° 2). Par contre, la proportion de maisons d'une seule pièce a même légèrement augmenté malgré le processus d'installation durable dans les quartiers. Plus du quart des habitations n'ont qu'une seule pièce, ce qui est peut-être dû à la recrudescence des *cuarterías* dans les quartiers mais aussi aux programmes sociaux qui financent le « pie de casa » avec une seule pièce, sur un terrain pourtant étendu.

Quant aux services, San Quintin cumule la déficience des infrastructures propres au monde rural au Mexique, et celle des zones frontalières de peuplement rapide et récent. Si la couverture en eau courante et électricité s'est sensiblement améliorée, elle laisse encore près de 20 % des habitations sans ces services de base. L'évacuation des eaux usées reste le grand problème de la vallée. Le tout-à-l'égout n'existe pas et seulement 31 % des habitations ont une fosse septique.

Tableau n° 2 : Caractéristiques des habitations individuelles, en pourcentages, San Quintin, 1990 et 2000

	1990	2000
Disponibilité de services		
Eau courante	71,8	80,4
Fosse septique	26,4	31,7
Electricité	63,3	82,7
Matériaux de construction		
Murs de cartons ou récupération	8,3	3,4
Toit de matériel de récupération ou carton	13,3	8,5
Sol en terre battue	24,1	14,8
Nombre de pièces		
Habitations d'une seule pièce	26,6	26,9

Source : calculs projet COLEF-CONACYT à partir des données du XII Censo General de Población y Vivienda, 2000, INEGI.

Dans le développement local des services de l'État, on peut citer l'exemple de l'éducation, où de nombreux services scolaires publics spécialisés ont été créés pour répondre au grand problème de la non-scolarisation des enfants d'ouvriers agricoles particulièrement dans les campements¹⁹. Entre 1990 et

19. Il existe des projets spécifiques, pour favoriser la scolarisation des enfants des familles migrantes dans les campements et les quartiers, comme *Fomentar y Mejorar la Educación Intercultural para los Migrantes* (FOMEIM) qui est constitué de 6 services éducatifs de l'État : Dirección de Educación de Baja California, Educación Indígena, Educación Migrante (PRONIM), Instituto Nacional para la Educación de los Adultos (INEA), Comisión Nacional de Fomento Educativo (CONAFE) y el Programa de Atención a Jornaleros Agrícolas (PRONJAG).



2000 la couverture scolaire s'est beaucoup accrue puisque, la population ayant beaucoup augmenté, le taux de scolarité est passé de 75,5 % à 81,1 % pour les jeunes de 6 à 14 ans (hors période de récolte). Cependant cette couverture est encore nettement inférieure à la moyenne nationale (91,8 % en 2000) de même qu'à celle de l'État d'Oaxaca (89,7 %)²⁰.

Entre 15 et 17 ans, la scolarisation reste extrêmement faible (37 % alors qu'elle est de 55 % au niveau national, 58 % en Basse Californie et 52 % au Oaxaca). Les opportunités de travail agricole ont un effet dissuasif sur la poursuite des études, particulièrement dans ce groupe d'âge où l'on trouve beaucoup de jeunes migrants qui sont arrivés à San Quintin sans leurs parents pour travailler.

Au-delà du travail des enfants, les conditions de précarité et de pauvreté dans lesquelles vivent les familles d'ouvriers agricoles ont un effet dissuasif pour la scolarisation des enfants. Une étude spécifique sur ce thème a mis en avant de nombreux facteurs : les ressources très faibles qui ne permettent pas de participer aux nombreuses cotisations qui sont demandées aux parents dans les écoles publiques ; les horaires du travail agricole qui obligent les parents à partir très tôt le matin quand les enfants dorment encore [FOMEIM, 2008]. Ainsi, même la vie de quartier ne favorise pas toujours l'éducation des enfants alors que beaucoup de parents pensaient qu'après les années de migrations temporaires dans les campements, cette installation à San Quintin le permettrait.

Conclusion

Le développement de l'*agro-business* a transformé la région de San Quintin en conduisant au cours des vingt dernières années un ample processus de transformations de la dynamique démographique et du système de résidence. Basées auparavant sur la ségrégation entre la population migrante travaillant dans l'agriculture et le reste de la population, la transformation des formes de résidences dans la Vallée accompagne le boom démographique et le passage d'une résidence temporaire à une résidence plus longue à San Quintin des travailleurs agricoles. La transition du campement agricole au quartier, en habitation individuelle, provoque un changement démographique et social avec la diversification du marché du travail, et l'on a vu les conditions de vie de la population agricole s'améliorer même si elles sont toujours soumises à l'exploitation et à la pauvreté.

La situation frontalière ouvre toujours l'option d'aller travailler aux États-Unis et de nombreuses familles sont intégrées à des migrations transnationales. Il serait d'ailleurs pertinent d'étudier quelle part de l'amélioration des conditions de vie des familles de travailleurs à San Quintin provient de l'argent qu'envoient des personnes immigrées aux États-Unis.

20. Les cycles scolaires obligatoires au Mexique sont le primaire et le secondaire, qui correspondent aux enfants de 6 à 14 ans pour ceux qui ont suivi une scolarité régulière.

Du point de vue des études frontalières, il est intéressant de faire le parallèle entre la façon dont l'industrie *maquiladora* a transformé les villes frontalières, redynamisant leur économie, et la transformation actuelle de régions rurales frontalières, comme San Quintin, par la croissance de l'agro-exportation. À cet égard, on remarque plusieurs points de comparaison entre ces deux industries et dans leurs relations avec le développement régional. L'Alena a favorisé la croissance des investissements dans ces deux secteurs d'exportation (industrie *maquiladora* et *agro-business*) ce qui a eu un effet important de créations d'emplois (principalement dans l'emploi peu qualifié)²¹. Cependant dans les deux cas, on observe un secteur productif qui ne fonctionne que pour lui-même ne s'intégrant pas à une économie régionale générale. Ainsi, la *maquiladora* a été critiquée pour son manque d'enchaînements productifs [Alonso et al., 2002 ; Carrillo et al., 1996] principalement en amont de la production *maquiladora*. À San Quintin l'*agro-business* produit pour la consommation mais très peu pour l'industrie agro-alimentaire, et ne génère donc pas de débouchés en aval sur une agro-industrie, comme par exemple avec des jus ou sauce de tomates, des confitures.

De façon générale fait défaut ici une politique globale de développement régional qui prendrait en compte les différents potentiels économiques de la région comme, par exemple, le tourisme de plage très peu développé alors qu'il existe un réel potentiel. Au contraire, le projet de port de Punta Colonet, au Nord de la vallée, comme débouché pour les marchandises, (Long Beach, le port de Los Angeles, étant saturé) renforce l'orientation industrielle et exportatrice de la région.

21. À un niveau bien moindre que l'industrie *maquiladora* qui est devenue hétérogène et ne se limite plus seulement aux étapes de forte demande en travail et développe des étapes de recherche et développement (voir Carrillo dans ce dossier), il existe à San Quintin une compagnie agricole (filiale de la transnationale Monsanto) qui développe des étapes de recherche.



BIBLIOGRAPHIE

- ALONSO Jorge, CARRILLO Jorge, CONTRERAS Oscar, « Aprendizaje tecnológico en las maquiladoras del norte de México », *in Frontera Norte*, vol. 4, n° 27, COLEF, Tijuana, janvier-juin 2002, p. 43-82.
- BARRÓN Martín, BARBOSA Guadalupe, « San Vicente y San Quintín », *in* David PIÑERA RAMIREZ (coord.), *Panorama histórico de Baja California*, Centro de Investigaciones Históricas UNAM-UABC, 1983, p. 247-252.
- CONAPO, Distribución territorial Localidades rurales. http://www.conapo.gob.mx/distribucion_tp/04.htm
- CHOLIN Sylvie, « Les migrations de travail vers la Vallée de San Quintin en Basse Californie au Mexique », mémoire de DEA, Université de Paris X-Nanterre, 2004.
- CARRILLO Jorge, HUALDE Alfredo, « Maquiladoras de tercera generación. El caso de Delphy-General Motors », *Comercio Exterior*, vol. 47, n° 9, sep. 1997, p. 747-758
- GARDUÑO Everardo, GARCÍA Efrain, MORAN Patricia, *Mixtecos en Baja California : el caso de San Quintín*, Mexicali, UABC, 1989.
- FOMEIM, Atención educativa intercultural a toda la infancia en migración interna : estudio de caso en Baja California, 2008.
- GARCIA Salazary, José Alberto, OMAÑA Silvestre, José Miguel, « Fuentes de crecimiento del empleo en el sector agrícola del norte de México », *Frontera norte*, n° 25, vol. 13, janvier-juin 2001, p. 71-93.
- LARA Flores, SARA María, *Nuevas experiencias productivas y nuevas formas de organización flexible del trabajo en la agricultura mexicana*, México, Distrito Federal, Editorial Juan Pablos, 1998, p. 302.
- LARA Sara, « Características de las migraciones rurales hacia regiones hortícolas en el noroeste de México », *Revista Latinoamericana de estudios del trabajo*, año 6, n° 12, Buenos Aires, 2000.
- MARTINEZ Novo Carmen, « The Making of Vulnerabilities: Indigenous Day Laborers in México's Neoliberal Agriculture », *Identities : Global Studies in Culture and Power*, n° 11, 2004, p. 215-239.
- MARTÍNEZ VEIGA Ubaldo, « Organización del trabajo y racismo. El ejido (España) en el año 2000 », *Migraciones Internacionales*, vol. 1, n° 1, juillet-décembre 2001, p. 35-64.
- SAGARPA, *Informes del Programa Agrícola de San Quintín, 1992-93, 1996-97 à 2003-04*, 2004.
- VELASCO ORTIZ Laura, « Migración y fronteras culturales. La contienda por la identidad en una región transnacional », *in* Odile HOFFMAN, María Teresa RODRÍGUEZ (edit.), *Los retos de la diferencia. Los actores de la multiculturalidad entre México y Colombia*, Publicaciones de la Casa Chata, IRD-CEMCA-CIESAS, 2007, p. 147-182.
- VELASCO ORTIZ Laura, *El regreso de la comunidad : migración indígena y agentes étnicos. Los mixtecos en la frontera México-Estados Unidos*, El Colegio de México, El Colegio de la Frontera Norte, 2002, 283 p.
- ZABIN Carol, « U.S.-Mexico Economic Integration: Labor Relations and the Organization of Work in California and Baja California Agriculture », *in Economic Geography*, vol. 73, Issue 3, juil. 1997, p. 337-355.
- ZLOLNISKI Christian, « Economic Globalization and Shifting Capital-Labor Relations in Baja California's Export-Oriented Agriculture », *in The Anthropology of Unions*, Edited by Paul Durrenberger and Karaleah Reichart, University Press of Colorado, sous presse, 2009.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article retrace le développement de la Vallée de San Quintin en Basse Californie, un exemple de la transformation des régions rurales frontalières du nord du Mexique sous l'effet des investissements étrangers dans l'agriculture pour l'exportation. Les investissements dans l'horticulture ont soutenu une modernisation productive qui a touché les formes et types de production et de travail, lesquels ne sont cependant pas exempts de graves problèmes écologiques et sociaux. Cette évolution de l'agriculture a entraîné un processus de transformation de la dynamique démographique et du système résidentiel de la région : l'accroissement de la production et de la demande de main- d'œuvre tout au long de l'année a transformé les migrations temporaires de travail en migrations de peuplement, générant une très forte croissance démographique ; et l'abandon des campements pour les quartiers d'habitations a fissuré la ségrégation résidentielle rigide entre les ouvriers agricoles migrants, d'origine indienne du Sud du Mexique, et le reste de la population. Dans les nombreux quartiers où l'agriculture n'est plus la seule activité économique la population développe des stratégies de survie adaptées à la situation frontalière.

Este artículo discute el impacto de la inversión extranjera directa (IED) en la transformación de regiones rurales fronterizas del norte de México, al presentar el ejemplo del desarrollo del Valle de San Quintín en Baja California. En esta zona, la IED apoyó la modernización productiva de la horticultura en las formas y tipos de producción y de trabajo, los cuales presentan, no obstante, problemas ambientales y laborales importantes. Esta evolución de la agricultura conllevó un proceso de transformación de la

dinámica demográfica y del sistema residencial de la región : el crecimiento de la producción y de la demanda de mano de obra a lo largo del año ha transformado las migraciones laborales temporales en migración con asentamiento, lo cual generó un fuerte crecimiento demográfico ; y el abandono paulatino de los campamentos para la instalación en colonias ha reducido la rígida segregación residencial entre los jornaleros agrícolas migrantes de origen indígena del sur de México, y el resto de la población. En estas colonias, la población desarrolla estrategias de sobrevivencias adaptadas a la situación fronteriza.

This article examines the development of the San Quintin Valley in Baja California as an example of the transformation of the Mexican northern border rural areas as a result of foreign direct investment (FDI) in export-oriented agriculture. FDI in horticulture encouraged the modernization of production, especially as regards the forms and types of production and work, which, however, entail important environmental and labor problems. This evolution of agriculture led to a process of transformation of the demographic dynamics and residential system. The increase in production and the year-round demand of field workers transformed temporary labor migrations into settlement migrations, generating very strong demographic growth. The gradual abandonment of labor camps for squatter settlements has significantly reduced the rigid residential segregation between indigenous migrant workers from Southern Mexico and the rest of the population. In the numerous neighborhoods where agriculture is no longer the only economic activities, the population has developed survival strategies adapted to the border situation.

MOTS-CLÉS

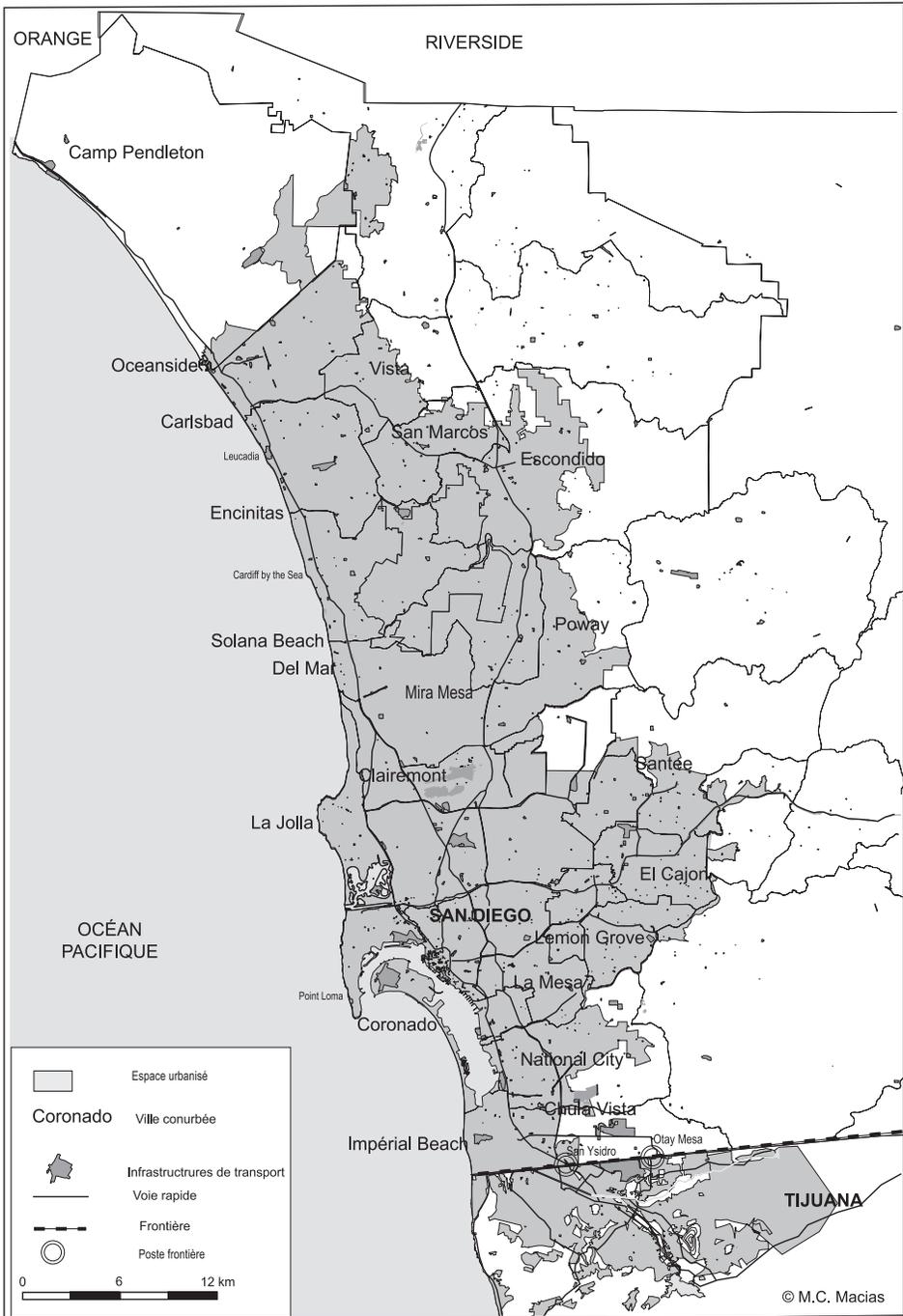
- *Agro-business*
- Horticulture
- Peuplement rural
- Ségrégation résidentielle
- Basse Californie
- Frontière

PALABRAS CLAVES

- Agribusiness
- Horticultura
- Asentamiento rural
- Segregación residencial
- Baja California
- Frontera

KEYWORDS

- Agribusiness
- Horticulture
- Rural settlement
- Residential segregation
- Baja California
- Border



Les agglomérations de San Diego et de Tijuana

Tito Alegría*

Débat sur la métropole transfrontalière : une remise en cause à partir du cas Tijuana/San Diego

Les populations implantées à la frontière du Mexique et des États-Unis se concentrent dans des villes adjacentes disposées en paires binationales. Dans les analyses concernant l'urbanisation frontalière, dans les mass medias comme dans les milieux politiques des deux pays, on qualifie fréquemment ces villes de « villes jumelles » ou de « métropole transfrontalière ». Une telle vision met l'accent sur le voisinage et les interactions entre les deux côtés de la frontière, de façon à étayer le concept de *l'unicité de ces deux côtés*. Au contraire, en faisant ressortir les caractéristiques structurelles qui stimulent la croissance urbaine – caractéristiques différentes de part et d'autre de la frontière –, on peut expliquer *l'unicité de chaque côté*.

Nous nous proposons de montrer ici que la vision de « métropole transfrontalière » s'appuie sur un faible support théorique et empirique, et d'avancer des arguments qui prouvent que nous nous trouvons en présence de deux unités urbaines adjacentes mais distinctes. Cette analyse s'appuie sur le cas des villes Tijuana et San Diego car il constitue l'exemple le plus évident par sa concentration de population de chaque côté de la frontière et par l'intérêt qu'il a suscité dans les analyses. Nous présenterons d'abord les visions de

* Chercheur au Colegio de la Frontera Norte. L'auteur remercie Danielle Aubin pour la traduction de l'espagnol.

société, région et métropole transfrontalières, puis les critiques de ces visions et l'évidence empirique qui sous-tend ces critiques.

Société et métropole transfrontalières

Jusqu'à la fin des années 1970, les analyses mexicaines ont considéré le développement urbain frontalier et les politiques qui en découlèrent comme des processus nationaux : les activités urbaines frontalières étaient traitées comme des processus locaux-nationaux, comme s'il s'agissait d'une quelconque ville de l'intérieur, sans tenir aucun compte de leur praxis binationale. C'est en 1981 que fut proposée la première *vision transfrontalière* de la conceptualisation de la frontière [Bustamante, 1981]. On qualifia alors d'aire frontalière « une région binationale géographiquement délimitée par l'extension empirique des processus d'interaction entre les personnes vivant de part et d'autre de la frontière » [p. 39]. À partir d'une conception weberienne des classes sociales, le concept de région binationale fut élaboré en tant que structure sociale transfrontalière dont la stratification s'étend de part et d'autre de la frontière. L'unicité de la structure sociale de l'aire délimitée par cette interaction se définit d'après quelques indicateurs de développement social. Les différences entre les deux côtés de la frontière, loin de représenter une rupture, apparaissent comme une continuité dans les strates de la structure sociale binationale de la zone frontalière [p. 41].

Une telle conceptualisation s'appuie sur trois idées principales : 1) la « région frontalière » est binationale ; 2) cette région présente la même structure sociale au travers de la frontière ; 3) les deux côtés de la frontière présentent des processus économiques et sociaux similaires. La binationalité de la région frontalière se définit ici en termes sociogéographiques et non politico-administratifs. Cette précision implique deux choses. Premièrement, au plan théorique, la définition sociogéographique suppose une contradiction entre deux approches : d'une part, une approche nationale qui élabore et met en pratique une politique publique de la frontière et, d'autre part, une approche binationale qui pratique le développement de la région frontalière. La frontière constitue un obstacle politico-administratif à la résolution des problèmes concernant la société de toute la région frontalière binationale. Deuxièmement, au plan pratique, si dans l'élaboration de politiques publiques concernant la frontière on fait un mauvais usage du concept de région binationale, c'est-à-dire si on l'utilise au sens politico administratif, on risque de provoquer des situations préjudiciables à la souveraineté nationale de l'un ou l'autre des deux pays. Dans un ouvrage postérieur, daté de 1989, Bustamante prend en compte cette seconde implication : il maintient sa définition d'une aire frontalière en tant que territoire délimité par l'interaction, mais supprime le terme de « région binationale ».

Dans le même sens que la « région binationale », la paire urbaine Tijuana/San Diego a été considérée comme une unité urbaine binationale, à



cause d'une urbanisation continue et d'une relation intense entre les deux unités urbaines. De nombreux auteurs et médias les ont appelées « espace binational » [Ganster et Valenciano, 1992 ; Gildersleeve, 1978] ou villes jumelles (*twin cities*) [Kearney et Knopp, 1995 ; *The Economist*, 1992].

Laurence Herzog [1997 ; 1991 ; 1990a] a proposé le concept de « métropole transfrontalière » pour désigner l'aire urbanisée Tijuana/San Diego, concept généralisable, selon l'auteur, à toutes les paires binationales de villes frontalières voisines. De plus, Herzog a eu recours à ce concept pour interpréter divers phénomènes urbains frontaliers [2003a ; 2003b ; 2000 ; 1999 ; 1990b]. Selon lui, l'aire urbanisée qui traverse la frontière est considérée comme une région urbaine dont l'intégration repose sur les interactions transfrontalières entre cités adjacentes. Du point de vue de la géographie économique, cet auteur classe les relations entre les deux côtés de la frontière selon les catégories transfrontalières suivantes : manufacture globale transfrontalière, marché transfrontalier du travail, marché transfrontalier de la consommation, marché transfrontalier touristique et marché transfrontalier de l'habitat et des terrains [Herzog 2003a ; 1997]. Du point de vue de la géographie urbaine, il classe ces mêmes relations selon sept écologies globales : zones d'usines globales, espaces de consommation transnationale, districts de tourisme global, quartiers post-Alena, lieux de communauté transnationale, espaces de conflit, et connexions inventées [Herzog, 2003b]. L'auteur considère que les entreprises transnationales mènent le processus d'intégration de Tijuana vers le commerce et l'investissement globaux, en homogénéisant la consommation, l'architecture, l'espace urbain et les modèles culturels – autrement dit en les assimilant à ceux de San Diego. Ainsi la frontière internationale s'estompe en tant que séparation des villes situées de part et d'autre de celle-ci.

Dans l'élaboration du concept de métropole transfrontalière, Herzog explore deux aspects fondamentaux pour la compréhension des villes de la frontière : le premier est le processus de convergence/intégration ou divergence/indépendance des deux sociétés qui se côtoient à la frontière ; et le second est la possibilité et la nécessité d'élaborer des politiques de manière binationale pour les villes frontalières. La prise en compte de ces données conduit l'auteur à la conclusion qu'il existe « un système social transfrontalier » générateur d'une communauté d'intérêts autour de la frontière. Ce qui échappe à l'investigation d'Herzog, c'est de savoir si les relations existant entre les deux côtés de la frontière – celles-là mêmes qui, selon lui, sont source d'intégration – sont le produit des différences ou des ressemblances entre les deux zones. Paradoxalement, son discours est fondé sur l'hypothèse selon laquelle, en fin de compte, les deux zones seront assimilées et intégrées alors qu'elles ne le sont pas dans le présent.

Pour Herzog, cette frontière présente deux sortes de fonctions, à la fois antagoniques et intrinsèques. La première, celle de diviser deux cultures et deux

structures urbaines en reproduisant sur la frontière les modèles nationaux respectifs et distincts. La seconde fonction consiste à unifier aux plans écologique et social les deux régions frontalières. Ces éléments unificateurs sous-tendent le phénomène qu'Herzog qualifie de « métropole transfrontalière ».

Cette vision selon laquelle l'interaction génère l'intégration, et avec elle une métropole qui traverse la frontière, est partagée par d'autres spécialistes. Ainsi, Dear et Lecrec [2003 ; 1998] en proposent une variante. Du point de vue de la géographie culturelle, ces auteurs considèrent que les processus de globalisation, société réseau, hybridation et privatisation (processus classés comme *hard border*), impulsent l'intégration de part et d'autre de la frontière. De même que ces facteurs s'intensifient avec le temps, ainsi en est-il de l'intégration. À mesure qu'augmentent ces facteurs d'impulsion, l'espace formé par les interactions transfrontalières se transforme en *contenair* de la société transfrontalière, que les auteurs désignent sous le nom de « Bassehaute Californie » (*Bajalta California*) et définissent comme mégalopole post-frontalière (*postborder megalopolis*).

Cette vision de la métropole transfrontalière implique également des objectifs en matière de développement et d'usage des sols des différentes villes frontalières des deux pays, comme par exemple à San Diego et Tijuana. L'Association des Gouvernements de San Diego (le comté) considère San Diego et Tijuana comme une région frontalière binationale [SANDAG, 2003]. De même, l'Institut de Planification Municipale de Tijuana considère dans son « Programme de développement urbain du centre de peuplement de Tijuana, 2002-2025 » que Tijuana et San Diego forment une seule région étant donné qu'elles ont en commun des problèmes qui requièrent des solutions communes [IMPLAN, 2002, p. 100].

La vision selon laquelle les villes frontalières voisines comme San Diego et Tijuana constituent une unité métropolitaine binationale est critiquable sur différents points. Nous allons présenter la deuxième partie de la critique du point de vue de la structure sociale et, dans une troisième partie, de la structure économique et de la divergence régionale.

Une remise en cause de la notion de société transfrontalière

Trois hypothèses sont nécessaires pour étayer le concept d'une structure sociale transfrontalière continue : tout d'abord, que les groupes sociaux établis de part et d'autre de la frontière présentent des pratiques sociales similaires. Ensuite, que les individus vivant des deux côtés aient une connaissance semblable des rôles de ces groupes sociaux et des représentations symboliques qui en découlent. Et enfin, que les conditions permettant la reproduction du système social opèrent indistinctement des deux côtés de la frontière. Or ces trois hypothèses ne sont pas vérifiées dans la vision de région transfrontalière formulée par Bustamante.



Le concept de continuité transfrontalière de la structure sociale suppose que les groupes sociaux des deux côtés de la frontière présentent des pratiques sociales semblables. Cette similarité des pratiques sociales implique trois caractéristiques de la relation des agents sociaux avec leur structure [Cohen, 1991] : 1) les acteurs sociaux appartenant aux collectivités des deux côtés de la frontière connaissent des procédés d'action similaires ; 2) ces acteurs interprètent et appliquent de façon identique les aspects sémantiques et normatifs de ces procédés d'action ; 3) ils disposent du même type de ressources. Mais comme il apparaît clairement, ces conditions de structure sociale ne se trouvent pas remplies à la frontière.

En premier lieu, les procédés d'action ne sont pas similaires de part et d'autre de la frontière. La moitié de la population de Tijuana n'a pas la possibilité légale de franchir la frontière, et ne le fait certainement pas. Pour la population de Tijuana, ce facteur spatial à lui seul rend impossible l'accès à une connaissance des procédés d'une action sociale identique à celle de la population de San Diego. Il est également difficile d'affirmer que la majorité des habitants de San Diego qui, dans le meilleur des cas, ont franchi une seule fois la frontière, aient une connaissance d'action identique à celle des gens de Tijuana. La limite internationale exerce dans les faits un pouvoir considérable de limitation institutionnelle et empêche que des agents des deux collectivités développent des pratiques semblables et entrent en relation dans l'espace commun.

Pour ceux qui peuvent franchir cette barrière institutionnelle en passant la frontière, l'usage de deux langues (espagnol et anglais) est un autre obstacle à l'élaboration d'un savoir partagé qui, sur de telles bases, ne saurait stimuler des pratiques sociales similaires. Dans les actes de communication, à travers lesquels se coordonnent les actions individuelles, s'accumulent des « projets de validité » qui ne varient pas à l'intérieur d'une même culture [Honneth, 1991]. Ces « projets de validité » n'existent en tant que tels dans l'interaction que si une personne fait appel à une connaissance partagée des normes qui fixent : premièrement, quel comportement est sincère ? et deuxièmement, quel est le rapport culturellement acceptable entre les moyens et les fins ? L'existence de plusieurs langues dans l'espace transfrontalier empêche d'accéder à la connaissance de ces normes et, de plus, limite l'existence des projets de validité au cours des interactions. Faute de tels projets, un grand effort doit être fourni pour mener à bien l'interaction transfrontalière et, quand elle a lieu, son efficacité est généralement très limitée. Finalement, il existe peu de communication entre les groupes de part et d'autre de la frontière, même entre ceux qui peuvent franchir légalement la barrière du passage international. Et, en corollaire, le partage de connaissance des pratiques sociales est également très limité.

La seconde caractéristique du rapport entre les agents sociaux et leur structure nous dit que les pratiques sociales sont toujours accompagnées d'interpré-

tations particulières concernant la sémantique et les normes sociales qu'elles impliquent. Cependant, ces interprétations sont spécifiques au côté envisagé de la frontière et différentes des interprétations développées de l'autre côté, à cause des limitations dues à l'espace aux reproductions des pratiques sociales reliant les agents des deux collectivités.

Les individus qui interagissent le font avec le présupposé que leurs démarches orchestrées communiquent aux autres une ligne spécifique de comportement. Afin de réduire tension et perte de temps, ils partagent les conceptions des différents types de rôles qu'ils assument. Pour chaque individu, ce rôle est reproduit, partagé et reconnu par les autres. La construction des rôles n'est possible que si les gens mettent en commun un répertoire d'auto-perceptions et de définitions qui dépend du partage des connaissances et des interprétations, autrement dit d'un sens similaire de l'ordre social. Le partage de la construction des rôles n'est possible que dans une société particulière.

La négociation du sens entre les collectivités des deux côtés de la frontière est sporadique et centrée sur des formes particulières d'échanges ou d'externalités. Entre les deux collectivités, celle de Tijuana et celle de San Diego, les échanges transfrontaliers peuvent entraîner des interprétations différentes pour les résidents de chaque localité. Si cette interprétation duelle est rendue possible, c'est que la seule valeur pour laquelle on se bat dans l'échange, c'est le bénéfice économique, et non la légitimité de la position locale des agents mis en relation, de leurs rôles respectifs dans la société. La possibilité de ne pas négocier les signifiés sur l'autre versant lors des interactions transfrontalières rend possible le maintien de structures sociales différentes et juxtaposées des deux côtés de la frontière.

Selon la troisième caractéristique du rapport existant entre les agents sociaux et leur structure, les ressources d'un lieu sont les moyens ou bases du pouvoir auquel peut prétendre un agent, qu'il manipule pour influencer sur le cours de son interaction avec les autres. [Cohen, 1991]. Les ressources auxquelles peut accéder un agent sont le résultat de ses pratiques antérieures, et pour cette raison, elles sont délimitées dans le temps et dans l'espace. La possibilité d'accéder aux ressources produites par la collectivité résidant de l'autre côté de la frontière est différente pour chaque agent social. En accédant aux ressources de l'autre côté, l'agent ne modifie pas sa position par rapport à cette autre collectivité, puisqu'il n'a pas de position définie par sa praxis. Lorsque celui qui réside d'un côté de la frontière apparaît dans une quelconque situation relative à l'autre côté, sa position est déterminée par les mécanismes de structuration sociale en vigueur de ce côté-là, et non de son côté à lui, où sa possibilité d'accéder aux ressources est différente. Il faudrait une même structure sociale des deux côtés de la frontière pour que la situation relative d'un agent soit la même des deux côtés, ce qui n'est pas le cas pour cette frontière.



Le concept de continuité transfrontalière d'une même structure sociale suppose également que les conditions qui permettent la reproduction du système opèrent indistinctement de part et d'autre de la frontière. La reproduction d'un système social, de sa cohésion interne et du sens de ses intérêts, englobe des aspects de domination politique. Un contrôle social systémique est nécessaire pour garantir les conditions de reproduction sociale, et il s'exerce au travers d'institutions politiques dont les pratiques objectives se matérialisent sous forme de processus d'intégration et de répression. C'est l'État qui en est le dépositaire légitime et exerce l'intégration ou la répression sur le territoire qui se trouve à l'intérieur des frontières du pays. Les seules conditions dans lesquelles l'État national puisse garantir la reproduction d'un système social en dehors de ses frontières sont celles d'une domination impériale. Bien que les États-Unis aient, à plusieurs reprises, garanti la reproduction d'un système social en dehors de leurs frontières, ils ne l'ont pas fait récemment avec le Mexique. L'État mexicain n'a pas non plus garanti la reproduction du système social des États-Unis. Sur leur frontière, il s'est produit de nombreuses actions unilatérales de l'un des deux États-Nations, qui ont engendré des protestations de la part de la communauté et/ou de l'État de l'autre pays. La légitimité de leurs actions se fonde sur le fait qu'elles opèrent sur le territoire national, bien qu'elles portent préjudice aux intérêts de la communauté de l'autre pays. La frontière sert de limite à l'exercice territorialisé du pouvoir exercé par l'État-Nation, comme à l'exercice de ses pratiques de reproduction sociale. La reproduction d'une structure sociale se matérialise en tant que reproduction nationale, et il ne peut exister de reproduction binationale de ladite structure. Les régions contiguës que sépare la frontière possèdent des structures sociales aux conditions de reproduction politiquement différentes, et c'est pourquoi leurs processus de reproduction diffèrent.

Croissance urbaine, structure économique et divergence régionale transfrontalière : une analyse critique

Pour que les villes de Tijuana et San Diego puissent constituer une métropole, elles doivent s'intégrer de manière systémique. Une unité urbaine systémique répartit entre ses diverses activités de manière différenciée les effets des changements survenus dans l'une d'elles. Les activités les plus importantes (les plus grandes et celles qui croissent davantage) affectent toute la ville. Si les changements survenus dans les activités essentielles de la ville n'affectent pas de manière continue un ensemble d'activités (ou une portion du territoire) c'est que ces dernières ne sont pas rattachées de façon systémique aux activités essentielles. Dans la vision d'une métropole transfrontalière on suppose que les changements qui interviennent dans les activités essentielles d'une ville affectent la ville jumelle. Posé en termes de croissance, cela signifie que les impulsions qui font croître une ville font éga-

lement croître l'autre, et que les rythmes de croissance des deux villes sont équivalents. Pourtant l'évidence contredit cette hypothèse.

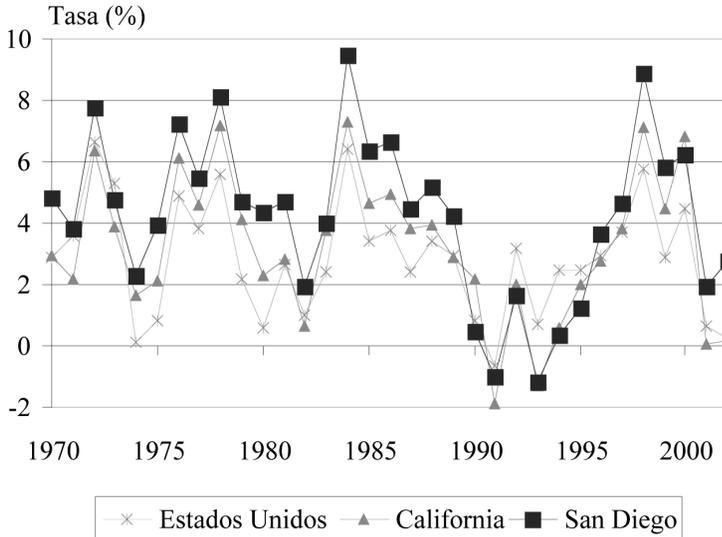
San Diego a grandi sous l'effet d'une double impulsion régionale et nationale et il n'y a pas d'évidence que cette croissance soit due à des facteurs frontaliers. C'était une petite ville au début du XX^e siècle. À cette époque, elle connut une grande poussée de croissance grâce aux investissements du gouvernement fédéral en matière d'irrigation dans le Sud californien et dans la ville même, grâce aux investissements militaires liés à la Première Guerre mondiale qui convertit San Diego en base navale principale [Hansen, 1981]. Dans les années 1920, l'industrie de l'aviation se développa rapidement, surtout à cause du climat favorable de la région. Avec ces deux activités d'opération de défense, l'économie de la ville s'épanouit durant la Seconde Guerre mondiale, et la guerre de Corée lui apporta une nouvelle poussée de croissance importante. Dans les années 1960 pourtant, on commence à réduire les dépenses militaires, réduction qui s'amplifie dans les décennies suivantes pour aboutir au début des années 1990 à une quasi-disparition des industries aéronautiques, missiles et satellites. À partir des années 1970, la diminution continue des dépenses militaires a fait ressortir le lien entre la croissance économique locale et celles de l'État de Californie et de l'État Fédéral [Gerber, 1993]. Par exemple San Diego, l'État de Californie et le pays tout entier connurent ensemble un important accroissement du revenu réel, et une importante diminution du chômage dans la seconde moitié des années 1970. À la fin de cette décennie, ils souffrirent également ensemble de la crise économique. De manière identique après avoir relevé leur économie au début des années 1980, ces trois entités territoriales connurent une diminution de leur revenu réel à la fin de cette décennie, diminution qui atteint son point le plus bas avec la crise économique du début des années 1990, comme on peut le constater dans le graphique n° 1. À cette période culminante de la crise, 60 % des entreprises qui fermèrent à San Diego ou se délocalisèrent en dehors du comté ouvrirent leurs usines au Mexique mais on ne connaît pas le nombre exact de celles qui s'installèrent à Tijuana [Gerber, 1993].

Dans le cadre d'une tentative pour surmonter la crise, l'agence de planification locale, SANDAG, jointe à quelques groupes de promotion économique, et à certaines universités locales, entama l'application d'une stratégie de développement de « clusters »¹ dans des activités à haut salaire. Cette stratégie entraîna une restructuration de l'économie de San Diego en la réorientant vers la haute technologie, définie comme un processus de croissance endogène [Mercado, 2004]. Cette restructuration a permis de réorienter vers les catégories de hauts salaires la croissance de l'emploi dominé jusque-là par des activités de services à bas salaires. C'est ainsi qu'entre 1990 et 1998, les « clusters » d'activités de San Diego qui entraînèrent le plus de croissance de l'emploi furent la biotechnolo-

1. Au sens que lui donne Porter [1990].



Graphique n° 1 : Taux de croissance du revenu réel par habitant
(chiffres de 2004)



Source : Estimations de l'auteur d'après les données du *Bureau of Economic Analysis*, États-Unis, et tableaux CPI (indices des prix à la consommation) établis par Robert C. Sahr, Oregon State University.

gie et la pharmaceutique, la communication, et les services de logiciels et d'informatique ; ensemble ils totalisèrent 21 % des nouveaux emplois du comté, et ils connurent un accroissement respectif de 104 %, 57 % et 101 % au cours de cette période [SANDAG, 2001]. Cette réorientation économique, en augmentant les emplois dans les industries à haut salaire, a permis d'accroître le salaire réel du comté pendant les années 1990 [SANDAG, 2002]. Et cette réorientation n'a trouvé ni source ni support dans l'interaction frontalière. En conclusion, comme l'ont souligné Hansen [1981] et Gerber [1993], la croissance économique de San Diego n'a pas reçu d'influence notable du fait de sa position frontalière, mais elle a plutôt suivi le rythme de l'économie régionale et nationale, comme beaucoup d'autres villes situées à l'intérieur du pays. Tijuana, à la différence de San Diego, a connu une croissance économique déterminée en permanence par sa position frontalière, c'est-à-dire que les impulsions données à sa croissance sont différentes de celles de sa voisine [Alegría, 1992]. Pour la frontière mexicaine en général, la croissance urbaine est déterminée par la proximité géographique des différences structurelles entre les deux pays.

La ligne frontalière sépare deux formations economico-sociales / socio-économiques rattachées à des nations différentes et chacune possède sa propre dynamique et sa propre structure, bien que les deux soient reliées entre elles. Les différences structurelles se manifestent également dans les espaces frontaliers.

Tout au long du XX^e siècle, à mesure que se consolidaient les États-Nations du Mexique et des États-Unis, la frontière évolua : de zone de transition entre deux nations, où se superposaient les deux sociétés, elle se commua en une barrière frontalière marquant la séparation drastique des sociétés, des marchés, des régulations et souverainetés.

Les différences structurelles peuvent se synthétiser dans la capacité différente d'accumulation du capital dans les deux pays, et se reflètent dans le PNB par habitant², la productivité, les prix des biens ou des services, les prix relatifs et les salaires. Elles constituent un potentiel d'interaction facilité par le voisinage et elles impulsent le franchissement de la frontière des capitaux, des personnes et des biens. La croissance économique de Tijuana et celle de toutes les villes frontalières du Mexique sont stimulées essentiellement par ces passages ou interactions.

Les différences structurelles n'ont pas cessé de s'accroître avec le temps, et d'accroître leur influence sur la croissance urbaine des villes frontalières du Mexique. L'accroissement du commerce extérieur entre le Mexique et les États-Unis au cours des dernières décennies, spécialement depuis la signature de l'Alena, n'a pas entamé les divergences économiques entre les deux pays. Depuis plusieurs décennies les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Mexique, et la relation s'est intensifiée ces dernières années. En 1990, 69 % des exportations mexicaines étaient dirigées vers les États-Unis, ce chiffre est monté à 89 % en 2004 [BIE-INEGI]. Pour les États-Unis, la relation avec le Mexique est moins importante, bien qu'également croissante. Les États-Unis ne destinaient au Mexique que 5 % de leurs exportations en 1985 ; ce chiffre a doublé en 2004 [U.S. Census Bureau]. Malgré l'interaction croissante entre les deux pays, la divergence entre les économies se fait de plus en plus sentir avec le temps. Cette divergence apparaît clairement quand on représente l'économie des deux pays en termes de produit intérieur brut par habitant, PIBP. Le PIBP, qui était aux États-Unis 3,5 fois celui du Mexique en 1950, passait à 3,8 fois en 2000³.

Avec l'amplification des différences structurelles, Tijuana s'est spécialisée, ces dernières décennies, dans les activités transfrontalières, en particulier dans la manufacture qui a atteint la proportion de 35 % de la population active en l'an 2000 comme nous le montre le tableau n° 1. San Diego, dont la croissance économique a été stimulée par des impulsions nationales, et non pas frontalières, s'est spécialisée dans des services professionnels de haute technologie, d'éducation et de médecine, qui s'élevèrent en 2000 à 30 % de la population active locale (inclus dans la catégorie « Autres services »). Les 20 % restants de cette catégo-

2. Cf. A. Heston, R. Summers et B. Aten, Penn World Table Version 6.1, Center for International Comparisons at the University of Pennsylvania (CICUP), octobre 2002.

3. Voir note 2.



rie « autres Services », se composent des services d'information, de biens immobiliers, de loisirs, des services à la personne, de l'Hôtellerie, dont l'importance globale tend à décroître dans la même proportion que l'emploi local.

Tableau n° 1 : Structure économique (pourcentage de l'emploi) entre 1970 et 2000 dans le municipe de Tijuana et le comté de San Diego

Secteur	Tijuana			San Diego		
	1970	1990	2000	1970	1990	2000
Agriculture, sylviculture, mines	10	2	1	3	2	1
Manufacture	24	30	35	16	13	10
Construction	7	9	8	6	7	6
Commerce	19	19	18	22	20	13
Transport, stockage, eau, électricité	4	6	5	5	5	4
Finances et assurances	(*)	2	1	5	5	4
Administration publique et Forces Armées	4	3	3	23	14	12
Autres services	33	30	30	21	35	50
Total	100	100	100	100	100	100

* Finances et assurances sont englobées dans « Autres Services » en 1970 au Mexique.

Source : Recensement de population.

La restructuration économique de San Diego, qui s'est produite dans les années 1990, a concerné également les activités commerciales. En dix ans, ces activités (commerces de gros et de détail) ont connu une perte nette d'emploi importante de - 34 %, et elles ne représentent plus en l'an 2000 que 13 %. Cette restructuration, qui a touché surtout le commerce de détail, a augmenté la productivité (en terme de chiffre d'affaires par travailleur). Cette dernière s'est élevée de 67 % entre 1992 et 1997 pour l'ensemble du commerce de gros et de détail (estimations à partir des recensements économiques, en dollars constants de 2004). Cet accroissement de productivité signifie que le nombre moyen de clients potentiels reçus par chaque vendeur est passé de 12 à 16 entre ces années de recensement⁴. À Tijuana, en revanche, l'activité commerciale a pratiquement échappé à cette restructuration. Le nombre des travailleurs du commerce de cette ville en l'an 2000 n'était inférieur que de 1 % au chiffre de 1990 (tableau n° 1). Et leur productivité n'a augmenté que de 6 % entre 1993 et 1998 (estimations effectuées d'après les données des recensements économiques, en dollars constants de 2004) ; de plus, le nombre moyen de clients potentiels reçus par chaque travailleur s'est maintenu à 20 au cours de cette période.

Il semble que l'effet de l'Aléna sera minime et ne fera qu'accentuer les tendances précédentes, autrement dit davantage de manufacture et de croissance économique du côté mexicain, et davantage de services mais une moindre

4. On obtient ce chiffre en divisant le nombre d'habitants du comté par celui des travailleurs du secteur commercial, pour chaque année de recensement économique.

croissance économique pour la plupart des villes frontalières états-uniennes [Peach et Adkisson, 2000, Gruben, 2001, Coubes, 2003].

Les différences structurelles entraînent deux grands types d'impulsions pour la croissance des villes frontalières du Mexique, l'une de nature transnationale, et l'autre transfrontalière. Les activités transfrontalières et transnationales⁵ sont des impulsions économiques et démographiques à la croissance urbaine frontalière : économiques par les investissements et l'argent injectés dans les villes, et démographiques par la création d'emplois qui retiennent les résidents.

Les deux activités transnationales les plus importantes de ce type sont la migration et le commerce. À cet égard les villes frontalières forment un pont, ces activités ayant un effet multiplicateur en matière d'emploi et de consommation. Particulièrement importantes dans les premières décennies du XX^e siècle, elles ont connu un déclin relatif dans les dernières décennies du siècle.

La seconde impulsion à la croissance pour le versant mexicain est de nature transfrontalière, et englobe des activités dont les origines et les objectifs sont frontaliers. Ce type d'activité a eu de l'importance dès le début de l'urbanisation frontalière, mais cette importance s'est encore accrue à mesure que la frontière se faisait moins perméable à l'interaction, et que les économies des deux pays se différencieraient davantage. Les activités transfrontalières les plus importantes pour la croissance urbaine sont au nombre de trois :

1) L'investissement dans l'industrie manufacturière, attiré par les moindres coûts de la main d'œuvre mexicaine. Cet investissement, connu sous le nom de *maquiladora*, qui provient des États-Unis et de quelques pays asiatiques, finance l'assemblage de produits dont les composants proviennent de divers pays, et vend ces produits essentiellement aux États-Unis. La frontière mexicaine leur fournit, avec des coûts réduits, une localisation proche du marché de vente. Les coûts sont moindres pour presque tous les intrants, depuis les terrains jusqu'aux salaires. Cette différence dans les coûts entre les deux côtés de la frontière s'est accentuée avec le temps. C'est ainsi qu'en 1987, le salaire horaire industriel moyen aux États-Unis était supérieur de 9 \$ à celui du Mexique ; cette différence s'élevait à 11,8 \$ en 1998⁶. Tandis que les différences de salaires impulsent les tendances de la *maquiladora* sur le long terme, le cycle économique des États détermine ces variations à court terme [Gruben, 2001]. Ce type d'investissement génère des emplois qui attirent du personnel originaire de toutes les régions du Mexique et permet son enracinement dans les villes frontalières, où les emplois sont en augmentation quasi constante depuis les années 1960, époque où furent lancés ces investissements. En 2004, il y eut

5. Les impulsions de nature transnationale englobent des activités dont ni les origines ni les objectifs n'ont de rapport avec la frontière.

6. BIE-INEGI pour les données mexicaines, et Bureau of Labor Statistics pour les États-Unis.



156 100 emplois directs de *maquiladora* à Tijuana [BIE-INEGI]. De plus, cet investissement entraîne des effets multiplicateurs pour l'emploi dans tous les autres secteurs économiques de la ville. Par exemple, on estime qu'à Tijuana chaque emploi de *maquiladora* créé en génère un supplémentaire dans d'autres secteurs [Alegría, 1995].

2) L'emploi transfrontalier, stimulé par les différences de salaires. En 1988 à San Diego, le salaire horaire moyen dans l'industrie était supérieur de 9,3 \$ à celui de Tijuana ; cette différence s'élevait à 10,4 \$ en 1998⁷. Les habitants de Tijuana sont incités à chercher un emploi de l'autre côté de la frontière quand ils découvrent que les salaires locaux au Mexique ont perdu leur pouvoir d'achat des deux côtés de la frontière. Un changement macro-économique négatif – qui peut se faire sentir du jour au lendemain – crée une situation selon laquelle dans la région frontalière le même montant salarial donne un moindre pouvoir d'achat, sur place à cause de l'inflation, comme dans la ville états-unienne voisine à cause de la dévaluation du peso ; pour le même temps de travail, on obtient un salaire réel inférieur.

Chaque fois que la différence de salaire entre Tijuana et San Diego augmente de 1 %, le nombre de transmigrants (*commuter*) lui, augmente de 3 % en moins de trois mois à partir des changements des salaires [Alegría, 2002]. En 1998, 8 % de la population de Tijuana travaillait à San Diego [ENEU-INEGI], mais ces 8 % représentaient environ 20 % de la masse salariale des habitants de Tijuana [Alegría, 2000b]. La transmigration signifie l'emploi direct pour les résidents de Tijuana et crée un effet multiplicateur dans le secteur tertiaire de l'économie de la ville.

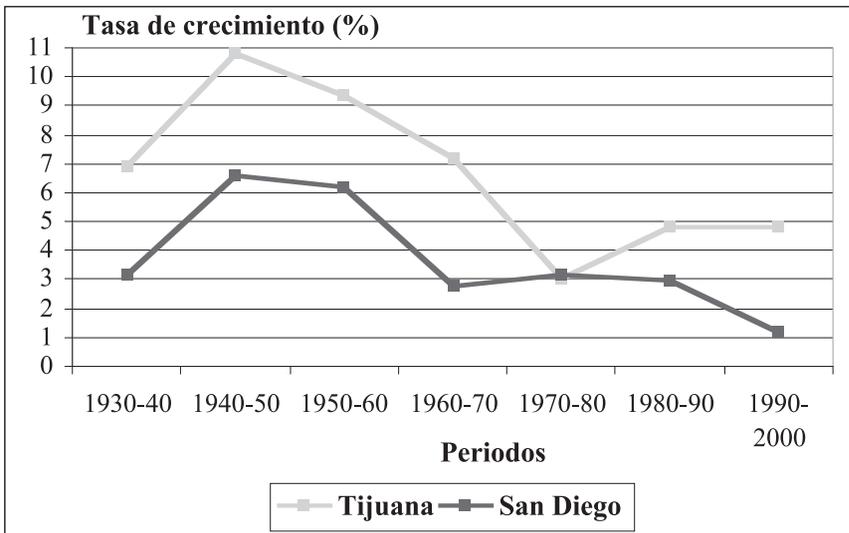
3) Les ventes de biens et services de consommation dans le marché transfrontalier s'étend davantage du côté mexicain. Cela est dû d'une part au coût inférieur de presque tous les services et de quelques biens mexicains et, d'autre part, au fait que les habitants de Tijuana ont un pouvoir d'achat moindre et que seuls, 55 % d'entre eux ont un moyen légal d'entrée aux États-Unis [Alegría, 2000a]. Les visiteurs à Tijuana, dont la grande majorité provient des États-Unis et n'a pas besoin de visa d'entrée au Mexique, sont de trois sortes. Les touristes ordinaires qui passent généralement moins de 24 heures dans la ville ; ceux qui visitent des parents ou des amis, et consomment sur place ; et ceux qui viennent consommer des biens et des services spécifiques étant donné leur moindre prix, leur rareté, ou leur mode de consommation. Tijuana est la ville la plus visitée de la frontière ; en 2003 elle a reçu 25,8 millions de visiteurs parmi lesquels 84 % y séjournèrent moins de 24 heures [Bringas, 2004]. Comme conséquence de ces visites, Tijuana possède dans certains secteurs une offre quelque peu supérieure à celle des autres grandes villes mexicaines du nord. Par exemple, dans le secteur

7. ENEU-INEGI pour les données mexicaines, et CPS – Bureau of Labor Statistics – pour les États-Unis.

des bars/restaurants, il y a 25 travailleurs pour 1 000 habitants à Tijuana, contre 16 à Monterrey, et quatre docteurs (en médecine, ou dentaire) pour 1 000 habitants, contre trois à Monterrey (estimations basées sur des données du recensement de la population 2000).

Les différences structurelles entre les deux pays ont également impulsé la croissance démographique à Tijuana, mais pas à San Diego. Les deux villes ont connu des rythmes de croissance différents dans les dernières décennies. Contrairement à l'hypothèse d'Herzog [1990a] les deux villes étaient mieux intégrées au début de la croissance de Tijuana (qui comprenait 242 habitants en 1900) que maintenant. À l'exception des années 1970, le taux de croissance de Tijuana a été constamment supérieur à celui de San Diego. Des années 1930 aux années 1960 les taux de croissance des deux villes ont connu une évolution parallèle mais, durant les 40 dernières années, le sens de la croissance (l'augmentation du taux) s'est trouvé inversé entre les deux villes : autrement dit, dans les années 1970 le taux de croissance a diminué à Tijuana par rapport aux années 1960, tandis que celui de San Diego augmentait, mais dans les années 1980 ce même taux augmentait à Tijuana par rapport aux années 1970 tandis qu'il diminuait à San Diego. Ces tendances inversées persistèrent dans les années 1990, comme on peut le constater sur le Graphique n° 2 (l'estimation du taux a lieu tous les dix ans).

Graphique n° 2 : Taux annuel de croissance de la population (en %) pour le municipe de Tijuana et le comté de San Diego



Source : Recensements de population.



Bien que les raisons qui puissent expliquer ces variations inverses des taux de croissance ne soient pas totalement claires, les changements de ces taux étant dus à des raisons différentes pour chaque ville, la source principale de la croissance dans les deux villes est l'immigration. La croissance démographique de Tijuana est fonction des conditions économiques nationales et binationales. En revanche, San Diego reçoit des impulsions régionales et nationales : sa transformation démographique est fonction du cycle économique de l'État dont elle dépend – la Californie – et de celui des États-Unis.

L'hypothèse la plus convaincante en ce qui concerne Tijuana, c'est que la ville s'accroît, reçoit des migrants de l'intérieur du pays, lorsque l'économie nationale se porte mal (par suite du chômage, des bas salaires) et quand elle se différencie de celle des États-Unis (différence de PIB par habitant entre les deux pays) [Alegría, 1992].

Quant au facteur national, l'hypothèse la plus plausible est la suivante : les changements démographiques à Tijuana sont inversement proportionnels au niveau de salaire et d'emploi dans l'ensemble du Mexique et directement proportionnels au niveau d'emploi dans la ville même. Cette hypothèse, outre qu'elle est conforme aux théories de la migration, s'appuie sur quelques évidences. Le Mexique a connu pendant plusieurs décennies un processus de croissance économique rapide, qui a culminé dans les années 1970 avec le niveau de salaire réel moyen le plus élevé de son histoire [Pérez et Schwartz 1999, graphique 6 ; INEGI 1999, tableau 5-12]. Durant cette période de croissance économique nationale, Tijuana a connu une chute constante du taux de croissance de sa population, qui est tombé dans les années 1970 au niveau le plus bas du siècle. Dans les années 1980, le taux de croissance a remonté à Tijuana, et cela parce que le pays subissait alors le niveau de salaire réel le plus bas des soixante dernières années (et pour les dernières décennies, le niveau de chômage le plus élevé). De plus, la ville connut dès lors un des niveaux les plus bas de chômage urbain du pays, niveau qui s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui [BIE-INEGI].

Le facteur binational se résume dans l'augmentation quasi permanente des différences structurelles entre le Mexique et les États-Unis et dans des politiques respectives concernant les flux migratoires entre les deux pays. Le facteur binational peut être envisagé selon deux hypothèses. Premièrement, pour diverses raisons, la politique migratoire des États-Unis s'est faite de plus en plus restrictive dans les dernières décennies, si bien qu'une partie de l'émigration internationale mexicaine se tourne vers des destinations alternatives à l'intérieur du territoire national, plus particulièrement vers la frontière nord du pays. Deuxièmement, l'écart économique qui s'est creusé de plus en plus entre les deux pays a rendu plus avantageux en matière salariale pour les industriels états-uniens les investissements pratiqués dans la région frontalière mexicaine, accroissant ainsi le poten-

tiel migratoire de cette région. Selon la seconde hypothèse, les migrants mexicains peuvent être maintenus à Tijuana, tandis que selon la première, ils y sont amenés. Comme conséquence de ces deux facteurs, les résidents du municipe de Tijuana nés en dehors de la Basse Californie (État où est située la ville) formaient 58 % de la population totale en 1990, et 56 % en 2000.

San Diego est également une ville de migrants. Parmi les résidents du comté de San Diego, ceux qui étaient nés hors de la Californie formaient 61 % de la population en 1990 et 56 % en 2000. San Diego a toujours été la plus grande ville de la frontière. Si en 1900 elle ne comptait que 17 700 habitants, en 2000 elle atteignait le chiffre de 2 674 436. Jusqu'aux années 1960, sa croissance démographique s'explique essentiellement par l'attrait pour les investissements rattachés aux industries et bases militaires. À partir des années 1970, époque où l'investissement militaire amorce un déclin, on suppose que sa croissance dépend essentiellement du cycle économique des États-Unis et de l'attrait exercé par les industries liées aux nouvelles technologies. San Diego a connu une croissance économique similaire à celle de l'État dont elle fait partie et à celle de la nation, mais presque toujours avec un degré de plus que ces derniers (graphique n° 1). Depuis quelques décennies, ce degré supplémentaire de croissance a constitué un facteur d'attraction pour les migrants. Cependant, cette attraction a diminué avec le temps, si bien que le taux de croissance de la ville entre deux recensements se situait dans les années 1990 à un niveau plus bas qu'à la fin des années 70. Cette chute démographique coïncide avec la diminution de l'écart de sa croissance économique par rapport à l'ensemble du pays. Le taux moyen de croissance économique à San Diego dans les années 1970, 1980 et 1990 fut supérieur au taux national de 3,2, 2,9 et 1,2 points pour chaque décennie respective (estimations de l'auteur basées sur les données du graphique n° 1). Cependant, la restructuration économique de San Diego, amorcée au milieu des années 1990, lui a permis de récupérer sa croissance maximale par rapport à l'ensemble du pays, et de ce fait elle retrouvera certainement sa croissance démographique à la fin de la première décennie du XXI^e siècle. Entre 1998 et 2002, la population de San Diego s'est accrue de 5,1 % en moyenne, ce qui représente pour la même période un taux supérieur de 2,3 points à celui de la nation.

La croissance démographique de San Diego est due à des facteurs nationaux et au fait d'avoir attiré les industries de haute technologie ; le facteur binational exerce une influence minime sur son économie et sa population⁸. En revanche,

8. En raison de sa croissance économique des années 90, San Diego, comme d'autres villes non frontalières des États-Unis, a attiré des immigrants d'un peu partout, y compris une proportion croissante de Mexicains, venant de toutes les régions du Mexique. Cette migration mexicaine croissante crée un potentiel d'interactions transfrontalières pour des raisons non économiques. Cependant, même si ce potentiel se matérialisait, cela ne changerait pas la nature urbaine différenciée entre Tijuana et San Diego qui est due au fait que ces villes appartiennent à des formations économiques et des cadres institutionnels différents : interaction n'est pas intégration.



la population de Tijuana s'accroît quand l'économie mexicaine se porte mal, et que cette mauvaise situation économique déclenche des impulsions transfrontalières positives.

Conclusion

Dans le contexte frontalier, l'intégration en tant que support d'une « métropole transfrontalière » supposerait deux structures urbaines regroupées en une unité systémique caractérisées par des liens directs et réciproques (une détermination mutuelle). Cela implique tout d'abord que les deux structures connaissent – de façon directe ou indirecte – les mêmes impulsions externes et ensuite qu'elles réagissent de la même façon à ces impulsions. Si des liens systémiques sont établis entre les secteurs névralgiques des deux structures urbaines (c'est-à-dire les services de haute technologie pour San Diego, et pour Tijuana la *maquiladora* et une partie du secteur tertiaire traditionnel), l'intégration suppose – avec le temps – selon la théorie de la croissance régionale, une convergence des structures. Cependant, la structure urbaine de Tijuana se transforme pour des raisons différentes de celle de San Diego, les secteurs névralgiques des deux villes n'ont pas de relations organisées, et la globalisation, en exposant de plus en plus les deux villes à des effets externes, a des conséquences différentes sur l'évolution de chacune.

Cependant, les flux interurbains transfrontaliers sont le produit des différences entre les deux pays et ne peuvent stimuler la convergence interurbaine parce que chaque ville (située de chaque côté de la frontière) est rattachée aux marchés et régulations économiques de son propre pays plutôt qu'à ceux du pays voisin. L'intense interaction urbaine entre Tijuana et San Diego ne permet pas de convergence urbaine parce que les différences entre ces villes dépendent de conditions nationales et non de conditions locales. Au contraire, avec le temps, cette interaction stimule plutôt la divergence en matière de croissance, une divergence qui, à son tour, maintient et intensifie les relations transfrontalières. Il ne pourra y avoir de métropole transfrontalière que lorsque les économies des deux pays seront moins différentes et que les régulations nationales seront moins restrictives à l'égard de l'interaction transfrontalière.

BIBLIOGRAPHIE

- **ALEGRÍA Tito**, « Demand and Supply of Mexican Cross-Border Workers ». *Journal of Borderlands Studies*, vol. 17, n° 1, 2002.
- **ALEGRÍA Tito**, *Estudio De Geografía Social*, Primer reporte. 16 Ayuntamiento de Tijuana, 2000a.
- **ALEGRÍA Tito**, « Transmigrants, the NAFTA, and a Proposal to Protect Air Quality on the Border », in **L. HERZOG** (ed.), *Shared Space: Rethinking the U.S.-Mexico Border Environment*. Center for U.S.-Mexican Studies. University of California, San Diego, U.S.A., 2000b.
- **ALEGRÍA Tito**, « Efectos de la Industria Maquiladora en el Empleo Urbano », *Comercio Exterior*, vol. 45, n° 10, 1995.
- **ALEGRÍA Tito**, *Desarrollo Urbano en La Frontera México-Estados Unidos. Una Interpretación y Algunos Resultados*, Col. Regiones, CONACULTA, México, 1992.
- **BE**, (<http://dgcnesyp.inegi.gob.mx/bdiesi/bdi.html>), 2005.
- **BRINGAS Nora** (Coord.), *Turismo Fronterizo : Caracterización y Posibilidades de Desarrollo*, Research Report, COLEF-CESTUR-SECTUR, Tijuana, B. C., 2004.
- **BUREAU of LABOR STATISTICS**, <http://data.bls.gov/PDQ/outside.jsp?survey=en>, 2005
- **BUSTAMANTE Jorge**, « Frontera México-Estados Unidos : Reflexiones para un Marco Teórico ». *Frontera Norte*, vol. I, n°1, 1989.
- **BUSTAMANTE Jorge**, « La interacción social en la frontera México-Estados Unidos : un marco conceptual para la investigación », in **Roque GONZALEZ**, *La frontera Norte : Integración y Desarrollo*, El Colegio de México, 1981.
- **COHEN Ira**, « Teoría de la estructuración y praxis social », in **GIDDENS et al.**, *La Teoría Social, Hoy*, CONACULTA y Alianza Ed., México, 1991.
- **COUBÈS Marie-Laure**, « Evolución del empleo fronterizo en los noventas : Efectos del TLCAN y de la devaluación sobre la estructura ocupacional », *Frontera Norte*, vol. XV, n° 30, 2003.
- **DEAR M., LECLERC G.**, « Introduction: The Postborder Condition. Art and Urbanism in Baja California », in **M. J. DEAR and G. LECLERC** (Ed.), *Postborder City : Cultural Spaces of Baja California*, University of Southern California, 2003.
- **DEAR M., LECLERC G.**, « Tijuana Desenmascarada ». *Wide Angle*, vol. 20, n° 3, 1998.
- **GANSTER Paul, VALENCIANO E.**, (éd.), *The Mexican-U.S. Border Region and the Free Trade Agreement*, Institute for Regional Studies of the Californias, SDSU, San Diego, 1992.
- **GERBER James**, « Trends in San Diego and California? », in **Norris CLEMENT, Eduardo ZEPEDA** (éd.), *San Diego-Tijuana in Transition: A Regional Analysis*, Institute for Regional Studies of the Californias, San Diego State University, USA, 1993.
- **GRUBEN W.**, « Was NAFTA Behind Mexico's High Maquiladora Growth? », *Economic and Financial Review*, Third Quarter, Federal Reserve Bank of Dallas, USA, 2001.
- **HANSEN Niles**, *The Border Economy*, University of Texas Press, USA, 1981.
- **HERZOG Lawrence A.**, « The Political Economy of Tourism Development in the San Diego-Tijuana Transfrontier Metropolis », in **Dennis R. JUDD** (éd.) *The Infrastructure of Play : Building the Tourist City*, Publish by M.E. Sharpe, Inc, 2003a.
- **HERZOG Lawrence A.**, « Global Tijuana. The seven Ecologies of the Border », in **M. J. DEAR et G. LECLERC** (éd.), *Postborder City : Cultural Spaces of Baja California*, University of Southern California, 2003b.
- **HERZOG Lawrence A.**, « Cross-Border Planning and Cooperation », in **Paul GANSTER** (éd.), *The U.S.-Mexican Border Environment*, SDSU Press. USA, 2000.



- **HERZOG Lawrence A.**, *From Aztec to High Tech: Architecture and Landscape across the Mexico-United States Border*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, USA, 1999.
- **HERZOG Lawrence A.**, « The Transfrontier Metropolis ». *Harvard Design Magazine*, n° 1, Winter/Spring, 1997.
- **HERZOG Lawrence A.**, « Cross-National Urban Structure in the Era of Global Cities : The U.S.-Mexico Transfrontier Metropolis », *Urban Studies*, vol. 28, n° 4, 1991.
- **HERZOG Lawrence A.**, *Where North Meets South. Cities, Space and Politics on the U.S.-Mexico Border*, Center for Mexican American Studies, University of Texas at Austin, USA, 1990a.
- **HERZOG Lawrence A.**, « Border Commuter Workers and Transfrontier Metropolitan Structure along the United States-Mexico Border », *Journal of Borderlands Studies*, vol. V, n° 2, 1990b.
- **HESTON Alan, R. SUMMERS, B. ATEN**, *Penn World Table Version 6.1*, Center for International Comparisons at the University of PENNSYLVANIA, October, 2002.
- **HONNETH Axel**, « Teoría crítica », in **GIDDENS et al.**, *La Teoría Social*, Hoy, CONACULTA y Alianza Éd. México, 1991.
- **IMPLAN**, *Programa de Desarrollo Urbano del Centro de Población de Tijuana, 2002-2025 (PDUUCT)*, Ayuntamiento de Tijuana, 2002.
- **INEGI**, *Estadísticas Históricas de México. Tomo I*, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática, México, 1999.
- **KEARNEY Milo, KNOPP Anthony**, *Border Cuates: a History of the U.S.-Mexican Twin Cities*, Eakin Press, Austin, Texas, USA, 1995.
- **MERCADO Alejandro**, « Dinámica de la integración y diferenciación económica regional. El caso de San Diego y Tijuana », in **A. MERCADO, E. GUTIÉRREZ (Ed.)**, *Fronteras en América del Norte*, CISEN, UNAM, México, 2004.
- **PEACH James, Richard ADKISSON** « NAFTA and Economic Activity along the US-Mexico Border », *Journal of Economic Issues*, vol. XXXIV, n° 2, June, 2000.
- **PÉREZ Alejandro, Moisés J. SCHWARTZ**, *Inflación y Ciclos Económicos*. Documento de Investigación n° 9904, Dirección General de Investigación Económica, Banco de México, 1999.
- **PORTER Michael**, *The Competitive Advantage of Nations*, Basic Books, New York, USA, 1990.
- **SAHR Robert C.**, *Consumer Price Index (CPI) Conversion Factors to Convert to 2004 Dollars* Oregon State University, Corvallis (http://oregonstate.edu/Dept/pol_sci/fac/sahr/cv2004x.pdf), 2005.
- **SANDAG**, *Regional Comprehensive Plan for the San Diego Region*. Chapter 5, Borders, Draft, USA, december 2003.
- **SANDAG**, *Indicators of Sustainable Competitiveness*, San Diego Region, Final report, USA, 2002.
- **SANDAG**, *San Diego Regional Employment Clusters*, INFO n° 1, USA, august 2001.
- **The Economist**, « The Mexican-American Border : Hi, Amigo », vol. 325, n° 7789, London, dec. 12, Autor anónimo, 1992.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

La population de la frontière Mexique/États-Unis se concentre dans des villes adjacentes disposées en paires binationales. Dans cet article nous développons l'idée que ces paires urbaines ne constituent pas une « métropole transfrontalière ». Ce qui existe entre elles c'est une

interaction intense du fait de leur appartenance à des formations économiques nationales différentes. Et si l'interaction interurbaine croît avec les différences entre pays, cette interaction est l'expression de la divergence entre les villes des deux côtés de la frontière.

Pour appuyer notre proposition nous présentons en premier lieu les visions de ceux qui défendent l'idée de métropole transfrontalière sur la société, la région, et la ville, puis les critiques faites à ce point de vue accompagnées de démonstrations empiriques. L'exemple de la paire de villes, Tijuana et San Diego, a été choisi car, avec un maximum de concentration de chaque côté de la frontière, il constitue le cas le plus remarquable et a fait l'objet de nombreux écrits. Cet article tend à montrer que nous sommes face à deux unités urbaines adjacentes mais différentes.

La población asentada en la frontera México/Estados Unidos está concentrada en pares binacionales de ciudades adyacentes. En este artículo se desarrolla la proposición de que estos pares urbanos no conforman una « metrópolis transfronteriza ». Lo que existe entre ellas es una intensa interacción generada por los estímulos que surgen del hecho de pertenecer a formaciones económicas nacionales diferentes. Si la interacción inter-urbana crece junto a las diferencias inter-países, esa interacción es la expresión de la divergencia entre las ciudades de ambos lados de la frontera. Para desarrollar esta proposición se presenta, primero, las visiones de los que defienden la idea de metrópolis transfronteriza sobre la sociedad, la región, y la ciudad, luego se presentan críticas a esas visiones y evidencia empírica que sustenta las críticas. Este análisis

utiliza el ejemplo del par de ciudades Tijuana y San Diego pues constituye el caso más conspicuo por concentrar más población en cada lado de la frontera y por haber recibido más atención en la literatura. La evidencia sugiere que estamos ante dos unidades urbanas adyacentes pero diferentes.

The population settled in the Mexico/States United border is concentrated on binational couples of adjacent cities. In this article the proposition that these urban couples do not shape a "transborder metropolis" is developed. What exists among them is an intense interaction generated by the stimuli that arise from the fact of belonging to different national economic formations. If the inter-urban interaction grows along with the inter-countries differences, this interaction is expression of divergence among the cities on both sides of the border. To develop this proposition this text present, first, the visions of those who defend the transborder metropolis idea on society, region, and metropolis aspects, and then it develops critics on those visions and presents empiric evidence that sustain the critics. This analysis uses the couple of cities Tijuana and San Diego as an example since it constitutes the most conspicuous case because both urban areas have concentrated more population on each side of the entire border and have received more attention in the literature. The evidence suggests that we are facing two adjacent but different urban units.

MOTS-CLÉS

- Métropole
- Ville
- Frontière
- Mexique
- États-Unis

PALABRAS CLAVES

- Metrópolis
- Ciudad
- Frontera
- México
- Estados Unidos

KEYWORDS

- Metropolis
- City
- Border
- Mexico
- United States

Marie-Carmen Macias*

L'espace frontalier Mexique/États-Unis après le 11 septembre 2001

Entre processus transfrontaliers et transnationaux

La frontière nord du Mexique est longtemps restée un « front pionnier » dont la pacification et la mise en valeur furent difficiles. Son tracé en 1848-1853 ne changea ni la distribution ni la composition du peuplement car, à cette époque, quelque 75 000 à 80 000 Mexicains avaient choisi de rester au sud des États-Unis [Revel-Mouroz, 1980, p. 9]. Cette continuité de peuplement est encore un marqueur de l'identité ethnique du sud-ouest des États-Unis. En 2000, plus de 14,9 millions de Mexicains résidaient dans les quatre États frontaliers états-uniens, soit 72,3 % de ceux recensés aux États-Unis¹. Dans certains comtés (surtout au sud du Texas), plus de la moitié de la population est hispanique et la progression de l'immigration mexicaine vers le Nord tend à amplifier ce phénomène à l'ensemble des comtés des États du Sud. On comprend donc aisément que l'espace social se superpose à la ligne frontalière [Martinez, 1994] et que, jusqu'à présent, l'espace vécu des frontaliers n'est en rien limité par la ligne internationale. Bien au contraire, la mobilité des frontaliers, estimée à 228 millions d'entrées aux États-Unis pour la seule année 2006, participe de la construction d'une région frontalière (la *borderland*) à laquelle participent aussi divers

* Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (Université Paris III – Sorbonne Nouvelle)/CREDAL – UMR 7169/CEMCA.

1. À l'échelle nationale, les Mexicains représentent la première nationalité du groupe ethnique désigné sous le terme d'hispanique qui regroupe non seulement les étrangers, mais aussi les citoyens états-uniens – dont les *mexican-american* – hispanophones. Bien sûr, dans les États du sud de l'Union, les Mexicains sont de loin le premier groupe parmi les Hispaniques, estimés à 19,56 millions par le recensement en 2000.

échanges d'échelles variables tels que les flux de marchandises, les passages clandestins, etc.

Le présent article s'attache à analyser la mobilité des frontaliers à travers la multiplicité des motifs de franchissement de la frontière et leurs impacts dans la vie locale, ainsi que leur évolution depuis l'entrée du Mexique dans l'Alena et surtout après le 11 septembre 2001. Il s'agit d'analyser l'articulation des processus locaux, nationaux et transnationaux² permettant de définir l'espace frontalier Mexique/États-Unis et les évolutions récentes des dynamiques liées à l'intégration commerciale nord-américaine, dans un contexte de surveillance accrue du territoire. Dans cette perspective, on envisage de traiter des mobilités des frontaliers entre le sud des États-Unis et le nord du Mexique dans leur dimension quotidienne, afin de mettre à jour les changements radicaux dans la gestion du passage transfrontalier et leurs conséquences sur la construction de l'espace frontalier.

Espaces frontaliers et dynamiques liées à la discontinuité territoriale

L'analyse des mobilités transfrontalières s'appuie sur la définition de catégories spatiales spécifiques aux espaces frontaliers qui dépassent la fonction de délimitation de souveraineté d'un État sur un territoire, fonction apparue avec la conception moderne de l'État-Nation [Foucher, 1988]. La discontinuité de l'espace politique ne détermine en rien les dynamiques spatiales et de nombreux spécialistes – Guichonnet et Raffestin, Foucher, Nijkamp, etc. – ont montré la multiplicité des concepts relatifs à la définition des dynamiques spatiales qui s'y jouent. La terminologie anglo-saxonne permet de rendre compte de la complexité des processus en jeu, en distinguant à leur propos les catégories spatiales de *border* et *boundary* (ligne-frontière), de *borderland* (espace frontalier soumis aux dynamiques de la frontière) et de *frontier* (espace pionnier) [Foucher, 1988, p. 13].

Le développement socio-économique des frontières (et en particulier celui de la frontière Mexique/États-Unis) intègre ces espaces dans des processus plus globaux, reliés aux évolutions de la mondialisation. Les dynamiques territoriales autour et à travers les frontières recouvrent donc des réalités à la fois transnationales et transfrontalières. Les premières dépassent le cadre de la région frontalière, car les relations de ces espaces et de ces gouvernements voisins participent de processus d'échelle binationale et mondiale (comme, par exemple, les relations commerciales internationales entre deux États, l'implantation de firmes transnationales et les flux migratoires qu'ils soient légaux ou

2. Les processus transnationaux sont ceux qui dépassent l'échelle locale des processus binationaux en engageant au moins les deux États voisins, voire des espaces plus lointains dans le cadre de la mondialisation.



illégaux, etc.). Les réalités transfrontalières sont, quant à elles, liées aux processus d'échelle régionale qui, pour autant, ne sont pas sans rapport avec les effets de la mondialisation.

Les échanges de part et d'autre des frontières relèvent donc de dynamiques de nature diverse en fonction de la distance, du rythme et de la fréquence des passages – ce qui en espagnol comme en anglais s'appelle « traverser » la frontière : *cruzar* et *to cross*. Cependant, cette catégorisation simplifie dans une certaine mesure les processus que l'on peut y observer, car on constate le plus souvent une imbrication des dynamiques transfrontalières et transnationales. Par exemple, un migrant peut être un seul et même acteur de processus à la fois transnationaux – la migration légale ou illégale, l'envoi de *remesas*, etc. – et transfrontalières – par des séjours réguliers de part et d'autre de la frontière – et *vice versa*.

La mobilité des *transfrontaliers* – c'est-à-dire les habitants des villes frontalières franchissant régulièrement la frontière, au contraire des *frontaliers* qui sont les habitants de la région frontalière ne franchissant pas la ligne frontière, soit parce qu'ils ne le souhaitent pas soit parce que cela leur est légalement interdit – est analysée plus avant comme un facteur de la construction de l'espace transfrontalier. La relation des acteurs locaux à la discontinuité spatiale peut être envisagée selon une perspective culturelle, comme le proposait l'anthropologue états-unien Oscar Martínez [1994] en différenciant la population à la frontière Mexique/États-Unis en deux groupes : les « *transnational borderlanders* » et les « *nationals borderlanders* », autrement dit les transfrontaliers et les frontaliers. Parmi les transfrontaliers, c'est-à-dire ceux qui « traversent » la ligne internationale, se trouvent les habitants qui ont une double culture (*biculturalists*), ceux qui ont une double nationalité (*binationalists*) et les travailleurs frontaliers (les *commuters*). Mais il s'agit ici de dépasser cette catégorisation des acteurs selon l'usage et l'exploitation de la discontinuité territoriale pour dégager l'articulation des processus à différentes échelles qui contribuent à la production d'un espace transfrontalier.

Du transfrontalier au transnational

La frontière nord est un espace perçu « si loin du centre et si proche des États-Unis ». La prise en compte de cette spécificité géographique s'est toujours traduite par l'adoption de mesures d'exception visant, d'une part, à permettre son développement en dépit de l'éloignement au centre productif du pays et, d'autre part, à maintenir l'intégrité territoriale du Mexique face au puissant voisin. Ainsi cette marge du Mexique a-t-elle toujours été ouverte au commerce transfrontalier, grâce à la création de zones libres pour permettre l'approvisionnement des habitants tout autant que des entreprises, cependant que des mesures législatives – dont l'article 27 de la Constitution de 1917 – ont limité, voire interdit, les

investissements étrangers dans les domaines stratégiques comme cela a été le cas pour l'acquisition du foncier. Ces mesures d'ouverture étaient par nature destinées à répondre à des problèmes locaux et l'enjeu était, sinon de favoriser, du moins de permettre la mobilité transfrontalière pour ne pas empêcher le développement des localités mexicaines situées à la frontière.

Depuis lors, ce développement extraverti a changé de nature. À l'origine, les activités étaient liées aux mobilités transfrontalières de la population locale, sur la base d'une complémentarité commerciale : le dynamisme des commerces alimentaires et d'équipement des comtés du sud des États-Unis est lié à la demande des consommateurs mexicains et, en sens inverse, le développement des services liés au « tourisme du vice » (alcool, prostitution et jeux, notamment pendant la Prohibition) s'explique également par la proximité d'une demande exogène. Le statut de zone libre a donc favorisé les activités de commerce et de services des villes frontalières, dans un marché transfrontalier complémentaire.

Les processus transnationaux, quant à eux, existaient, mais ils étaient déconnectés du développement des États frontaliers jusqu'à l'implantation des *maquiladoras*. Le commerce international enregistré à la frontière reliait surtout aux États-Unis les régions productives plus au sud du Mexique. De la même façon, le champ migratoire, au temps du Programme Bracero (1942-1964), s'étendait au-delà du Nord frontalier : en dehors de Chihuahua, la main-d'œuvre agricole était originaire, selon l'expression actuelle, des régions traditionnelles d'émigration que sont Guanajuato, Michoacán, Jalisco, Zacatecas, Durango [Faret, 2003]. Il faut attendre le milieu des années 1960 pour que la perméabilité de la frontière devienne un facteur de développement économique dans la région, grâce à l'industrie *maquiladora* dont la définition même s'inscrit dans les dynamiques transnationales.

À partir des années 1960, les flux transnationaux de capitaux et de marchandises constituent la base du développement industriel impulsé par le gouvernement fédéral mexicain avec le *Programa Nacional Fronterizo* lié à la proximité et à l'ouverture avec les États-Unis. Certains auteurs parlent d'interdépendance et la disposition des doublets urbains, villes dites jumelles, témoignerait de cette interdépendance. Pour reprendre l'expression de Jean Revel-Mouroz, adoptée également par Jorge Durand, ces villes sont des portes à double battant, mais certaines s'ouvrent moins bien dans un sens que dans l'autre. Dans la réalité, l'interdépendance n'existe que dans les secteurs de la frontière où l'on trouve les comtés états-uniens les moins riches – notamment dans la partie orientale de la frontière entre le Tamaulipas et le Texas –, mais dans le cas contraire, l'asymétrie entre les deux villes est telle que la ville états-unienne, San Diego par exemple, se développe sur une dynamique indépendante de celle de la ville mexicaine tandis que l'inverse est loin d'être vrai³.

3. À ce sujet, on se reportera avantageusement à l'article de Tito Alegria dans le présent dossier.



Quoi qu'il en soit, l'industrialisation des villes frontalières a déterminé leur évolution socio-économique. À l'heure où les taux d'accroissement naturel étaient de 35 % par an [Bataillon, 1967, p. 31], l'activité *maquiladora* a fait émerger un bassin d'emploi attractif : d'énormes flux de main-d'œuvre partent depuis les régions méridionales. Les villes mexicaines situées sur la frontière ont connu une véritable explosion démographique : ainsi Ciudad Juarez passe de 252 000 habitants en 1960 à plus de 1,2 million en 2000 et Tijuana de 177 000 à 1,2 million. Sans avoir mis fin aux processus transfrontaliers, l'Alena accentue et généralise une évolution amorcée à la fin des années 1960 avec l'industrie *maquiladora*, sous le signe de l'ouverture commerciale de l'ensemble du territoire mexicain. Les échanges internationaux sont renforcés dans le contexte de l'ouverture de l'économie mexicaine et de l'intégration économique nord-américaine.

Open Market...

La signature de l'Alena est un tournant décisif dans la structuration de la région transfrontalière dans la mesure où elle a permis d'amplifier les activités transnationales. La frontière s'est retrouvée à jouer un rôle d'articulation et de tête de pont dans la construction de l'intégration commerciale du continent nord-américain. Aussi le trafic de marchandises a-t-il augmenté dès les premières années : entre 1997 et 2000, le trafic des utilitaires dans les ports terrestres entre le Mexique et les États-Unis avait progressé de 19 % (à l'exception de Nogales où il n'augmente que de 5 %) et l'essor atteignait même 59,3 % à Hidalgo (Texas). Laredo/Nuevo Laredo est devenu le deuxième port terrestre de marchandises pour les États-Unis après Detroit.

Toutefois, alors que le trafic de marchandises augmente, la frontière devient de moins en moins perméable. Après avoir dédoublé les postes-frontières dans les années 1980 (parfois même les avoir multipliés par quatre comme entre Laredo et Nuevo Laredo) pour favoriser les échanges de marchandises – surtout les échanges intra-firmes compte tenu de l'activité *maquiladora* –, les États-Unis décident unilatéralement de renforcer la surveillance de la frontière. Anticipant les effets « réels ou fantasmés » de l'Alena, ils décident de matérialiser leur frontière méridionale par la construction d'un mur et d'accroître sa surveillance en lançant plusieurs opérations de surveillance en plusieurs points, afin de lutter contre le narcotrafic et l'immigration clandestine. En 1993, *Hold the line* est la première opération lancée sur 40 km autour de El Paso qui sera suivie de *Gatekeeper* en Californie (1994), *Saveguard* (1995) et de *Rio Grande* (1997), cette dernière s'étendant sur 2 000 km à partir de Brownsville sur toute la vallée du Rio Grande.

La militarisation de la frontière s'accompagne d'une rationalisation de l'interface, afin de répondre au besoin d'efficacité de la logistique productive tout

autant qu'à une politique de surveillance des échanges illicites de main-d'œuvre clandestine ou du trafic de drogue. De puissants lobbies économiques à la frontière font pression sur l'administration américaine pour obtenir une simplification des conditions de passage de la frontière [Ramos, 1995], souvent en contradiction avec les préoccupations des services frontaliers spécialisés dans la lutte anti-droque. Les groupes d'entrepreneurs s'expriment à travers les chambres de commerce et d'industrie des deux côtés de la frontière, ainsi que des associations de planification binationale qui se formalisent au cours des années 1990 afin de s'inscrire dans les évolutions de la mondialisation. L'association San Diego Dialogue (SANDAG), créée en 1991, illustre parfaitement cette évolution : elle regroupe les élus des collectivités locales du comté de San Diego et du municipe de Tijuana, ainsi que les représentants des administrations fédérales au niveau local, des groupes organisés d'entrepreneurs locaux et des chercheurs des centres universitaires locaux ; elle se veut à l'avant-garde de la coopération en créant le premier centre de planification sur la frontière États-Unis/Mexique dédié à la compétitivité et l'innovation transfrontalière. La fluidité du trafic frontalier est un problème récurrent pour les organes de planification binationale dépendant des doublets urbains frontaliers. Les études de ces dernières années concluent toutes à la nécessité d'ouvrir davantage de postes-frontières. Ainsi l'association SANDAG a-t-elle commandé des enquêtes pour évaluer les conséquences sur l'économie locale de l'allongement des délais de passage au poste-frontière le plus fréquenté, avec plus de 50 millions de passages d'individus par an. Les enquêtes réalisées en 2005, entre San Diego et Tijuana⁴, estimaient que le ralentissement des flux transfrontaliers dû à l'augmentation du trafic avait provoqué une perte globale de 5 974 millions de dollars, dont 55,6 % pour le trafic de marchandises. Le comté de San Diego et l'État de Californie sont davantage pénalisés en raison du caractère asymétrique de la relation Mexique/États-Unis ; ils enregistrent une baisse du nombre de visiteurs estimée à 8 414 millions par an et une perte de revenu de 1 280 millions de dollars contre respectivement 1 938 million de visiteurs et 118 millions de dollars pour la Basse Californie.

La question de l'ouverture de nouveaux postes-frontières semble aller de soi à la veille du 11 septembre 2001, mais les démarches des gouvernements locaux se heurtent depuis lors à la politique de la sûreté nationale de l'État fédéral – ce qui révèle une contradiction entre libéralisation des échanges commerciaux, d'une part, et contrôle strict et militarisé de la frontière, d'autre part. Conscients de l'efficacité limitée d'un contrôle unilatéral de la frontière, les États-Unis ont proposé à leurs partenaires commerciaux, le Canada et le Mexique, de dépasser cette contradiction en signant le *Smart Border*

4. San Diego Association of Governments California Department of Transportation, District 11, *Economic Impacts of Wait Times at the San Diego-Baja California Border. Final Report*, 19 janvier 2006, San Diego.



*Agreement*⁵. Lancé par le secrétaire d'État en 2002, le *Smart Border* se justifie par la nécessité de sécuriser les échanges. Le thème de la sécurité permet de résoudre la contradiction entre ouverture du marché et fermeture de la frontière (*Open Market/Closed Border*). Ce thème de la sécurité du territoire national et de la circulation transfrontalière des personnes et des marchandises s'organise autour de trois chapitres pour la sécurité des infrastructures (points 1 à 7), la sécurité des flux de personnes (points 8 à 15) et la sécurité des flux de biens (points 16 à 22). À en croire les termes du *Smart Border Agreement*, les objectifs de l'intégration nord-américaine sont d'autant mieux garantis grâce à l'engagement des trois États partenaires. Mais qu'en est-il de « l'intégration par le bas », celle qui favorise les relations à l'échelle régionale frontalière au quotidien ?

... *Closed Border*

Le mouvement de libéralisation de l'économie mexicaine dans les années 1980 n'avait pas changé les modalités de l'interaction transfrontalière, à savoir le statut de zone franche de la région frontalière justifié par sa situation périphérique par rapport au territoire national et le caractère asymétrique du contact avec l'État voisin. C'est pourquoi on a considéré la frontière nord comme un laboratoire de développement qui annonçait la fin du modèle d'industrialisation par substitution aux importations et la généralisation de l'ouverture économique à l'ensemble du territoire national. Par contre, la dévaluation du peso en 1982 a marqué plus durablement l'économie locale frontalière, l'usage plus large de la monnaie nationale dans l'économie locale étant l'un des faits les plus marquants. Cependant, les relations transfrontalières n'ont jamais disparu malgré les dévaluations (1976, 1982 et 1994), qui n'ont fait que modifier de façon conjoncturelle les conditions selon lesquelles les frontaliers se meuvent de part et d'autre de la frontière. Lors d'une étude réalisée en 1995, quelques mois après la dernière dévaluation du peso, les consommateurs mexicains interrogés à Tijuana déclaraient avoir modifié leur habitude de consommation sans avoir abandonné la pratique du shopping à « *el otro lado* ». Le rythme des passages transfrontaliers restait très soutenu, même s'ils étaient moins fréquents en comparaison des visites faites aux centres commerciaux de Tijuana. En effet, presque 20 % des personnes interrogées assuraient passer la frontière une à plusieurs fois par semaine pour leurs achats. La fréquence des visites à « *el otro lado* » avait diminué : 68 % des Mexicains déclaraient avoir diminué leurs déplacements vers les commerces de San Diego et 10 % les avaient supprimés. Mais, parmi ceux qui avaient diminué leur fréquentation, encore 28,5 % d'entre eux passaient une fois par semaine, ce qui relativise les

5. « Accord pour une frontière intelligente ». Cet accord a été signé quelques mois avant, en décembre 2001, entre les États-Unis et le Canada sur des bases de collaboration beaucoup plus large puisqu'il comporte 30 points contre 22 pour la frontière sud.

effets de la crise sur l'usage de l'espace transfrontalier [Macias, 2003, p. 327]. Dix ans plus tard, 63 % des passages frontaliers originaires de Basse Californie sont motivés par des achats et 55,7 % de ceux originaires de Californie se font pour rendre visite à des proches, ce qui est en rapport avec l'hispanisation du sud des États-Unis⁶.

La politique étrangère des États-Unis détermine en revanche de façon plus profonde les dynamiques frontalières que les aléas de l'économie mexicaine. Car, si les dévaluations successives se sont accompagnées de phénomènes d'adaptation de la population locale mexicaine en vue de préserver la mobilité transfrontalière, c'est bien la gestion sécuritaire de la frontière mise en place après le 11 septembre 2001 qui modifie profondément les conditions de la mobilité des frontaliers et recompose la région frontalière, la *Borderland*. Depuis le milieu du XX^e siècle jusqu'en 2000, le nombre d'entrées légales aux États-Unis augmentait de façon constante sous l'effet de la croissance des villes frontalières et malgré les conditions restrictives d'entrée aux États-Unis excluant un grand nombre de frontaliers⁷. Le nombre d'entrées par la frontière sud, qui était de presque 49 millions en 1950⁸, atteint plus de 290 millions en 2000 [Bureau of Transportation Service]. Or, la tendance s'inverse radicalement à partir de 2001 et seuls 228,75 millions d'entrées ont été enregistrées en 2006.

Recomposition de la *Borderland* après le 11 septembre 2001

Outre les passages des *commuters* (travailleurs transfrontaliers) et des entrepreneurs locaux, les visites aux proches et la fréquentation des commerces et des services banals ou anomaux représentent la majeure partie des motivations des déplacements transfrontaliers. La plupart du temps, la traversée remplit plusieurs fonctions parmi lesquelles l'accès aux équipements commerciaux et de services représente plus de la moitié des motifs de déplacements transfrontaliers. C'est pourquoi la perméabilité de la frontière est un facteur de croissance de l'économie locale de part et d'autre de la frontière.

Les statistiques du Banco de México sur les flux touristiques et la balance des paiements touristiques permettent de mesurer l'ampleur des changements dans les relations transfrontalières sur la période 1980-2007. Dès les années 1960, ces statistiques traitaient ces flux transfrontaliers sous la dénomination de transactions transfrontalières, ce qui lie cette mobilité au problème des *importaciones hormigas* (importations régulières de particuliers, légales ou de contrebande) et sert d'indicateur de la dépendance de l'économie frontalière

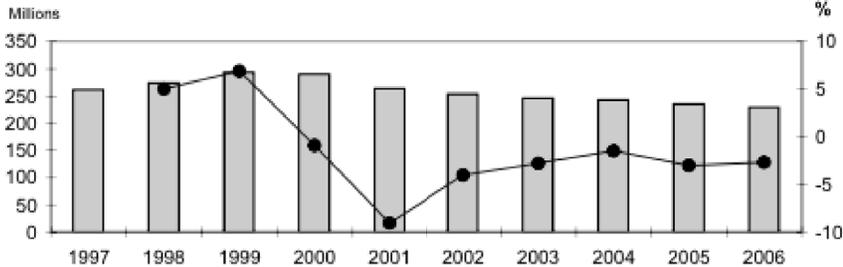
6. San Diego Association of Governments California Department of Transportation, *op. cit.*

7. Il n'existe pas de statistiques officielles pour évaluer le nombre de frontaliers qui ne possèdent ni passeport ni visa ; mais une étude déjà ancienne estimait qu'à Tijuana (Basse Californie) au moins la moitié des habitants était dans ce cas [Bernardo Gonzalez-Arrechiga].

8. D'après le U.S. Immigration and Naturalization Service (1950-1985).



Figure n° 1 : Évolution du nombre d'entrées aux États-Unis enregistrées sur la frontière sud (1997-2006)



Sources : élaboration par M.-C. Macias à partir des données du U.S. Department of Transportation Research and Innovative Technology Administration Bureau of Transportation Statistics Border Crossing/Entry Data; based on data from U.S. Department of Homeland Security Customs and Border Protection OMR database.

Tableau n° 1 : Motifs des déplacements transfrontaliers entre Tijuana et San Diego en 2005

Motifs du déplacement	Vers les États-Unis		Vers le Mexique	
	1 ^{er} motif (%)	Motif secondaire (%)	1 ^{er} motif (%)	Motif secondaire (%)
Shopping	63,2	8,5	12,7	12,3
Loisirs et tourisme	1,9	2,5	8,9	7,1
Travail et affaires	17,1	1,0	9,1	1,3
Visites aux proches	12,4	5,9	55,7	5,4
Visites médicales	0,9	0,3	8,5	1,3
École	2,6	1,1	0,6	0
Autres	1,9	0,2	4,4	2,8

Sources : San Diego Association of Governments California Department of Transportation, *op. cit.*

mexicaine à l'égard des États-Unis. Or, depuis 1980, les flux transfrontaliers qui ne sont liés ni au travail ni aux affaires sont traités comme des « visites touristiques » dont les acteurs se décomposent en deux catégories de visiteurs : les excursionnistes et les touristes. Un critère spatio-temporel permet la distinction, les excursionnistes séjournant moins de 24 heures de l'autre côté de la frontière par rapport à leur lieu de résidence habituelle et exclusivement dans une bande de 25 milles au nord⁹ et de 35 kilomètres au sud. Ainsi est-il encore possible d'analyser l'évolution de l'espace transfrontalier sur plus de deux décennies.

Malgré les contraintes légales que font peser les États-Unis sur les passages frontaliers sud-nord, d'une part, et les inégalités de richesses, d'autre part, les flux d'excursionnistes sont plus importants du sud vers le nord contrairement

9. Ce qui correspond à la zone autorisée aux frontaliers détenteurs de la Border Crossing Card et dispensés de visas.

aux flux touristiques, plus massifs en sens inverse (des États-Unis vers le Mexique) selon une logique connue des zones riches vers les zones les plus pauvres. En fait, la distinction selon la durée du séjour permet de mettre en évidence les dynamiques spatiales au niveau du consommateur frontalier qui, selon son lieu de résidence, exploite différemment le passage transfrontalier. À l'échelle de la frontière, la distinction entre les excursionnistes et les touristes permet de considérer les excursionnistes frontaliers en partie comme des résidents locaux. Cette dernière hypothèse est confirmée par la composition des flux selon leur origine : les excursionnistes résidant au Mexique composent 96,8 % des sorties, alors que dans l'autre sens ils ne représentent plus que de 84,4 à 89,8 % selon les années. De plus, en valeur absolue, le nombre des sorties d'excursionnistes mexicains (76 154 millions en 2007) est supérieur à celui des entrées états-uniennes à la frontière (63 995 millions de personnes).

Le terme « excursionnistes » recouvre donc des réalités différentes selon l'origine du flux. Les excursionnistes sont aussi bien des résidents frontaliers usant de façon soutenue de l'espace transfrontalier que des visiteurs occasionnels. Selon que la visite s'inscrit dans une pratique régulière ou exceptionnelle de l'espace commercial transfrontalier, les excursionnistes frontaliers ne font donc pas le même usage des équipements commerciaux et de services frontaliers et les impacts économiques diffèrent.

L'analyse des réponses cumulées montre que, selon l'origine géographique des transfrontaliers, les possibilités frontalières offertes sont inégalement exploitées (tableau n° 1). Si les entrepreneurs transfrontaliers sont aussi nombreux à se déplacer pour affaires d'un côté à l'autre de la frontière, les travailleurs frontaliers, quant à eux, sont majoritairement mexicains. Les passages transfrontaliers motivés par l'offre de services et de marchandises sont encore plus inégaux entre les deux côtés. En allant vers le nord, les transfrontaliers réalisent des achats au bénéfice des commerces de détail états-uniens. En allant vers le sud, les visiteurs recherchent en fait la consommation de services dans le cadre de leurs activités de loisirs et de tourisme (16 % des réponses cumulées vers le Mexique contre 4,4 % vers les États-Unis) ou de shopping (25 %) – cette dernière motivation allant souvent de pair avec les loisirs. En revanche, 71,7 % des transfrontaliers venant du Mexique déclarent se déplacer dans le but de réaliser des achats et seulement 4,4 % pour leurs loisirs et leurs vacances. Le plus souvent, ces dernières activités sont d'ailleurs également associées au shopping : la sortie au *mall* est l'occasion de faire une promenade en famille. Que ce soit à Tijuana ou à San Diego, les Mexicains profitent des installations commerciales pour aller au restaurant, au cinéma ou au parc. Enfin, la part importante des visites familiales et sociales (64,3 % des réponses cumulées) parmi les visiteurs transfrontaliers qui se rendent en Basse Californie est remarquable et coïncide avec la composition ethnique



des visiteurs venus des États-Unis, parmi lesquels la communauté hispanique est surreprésentée.

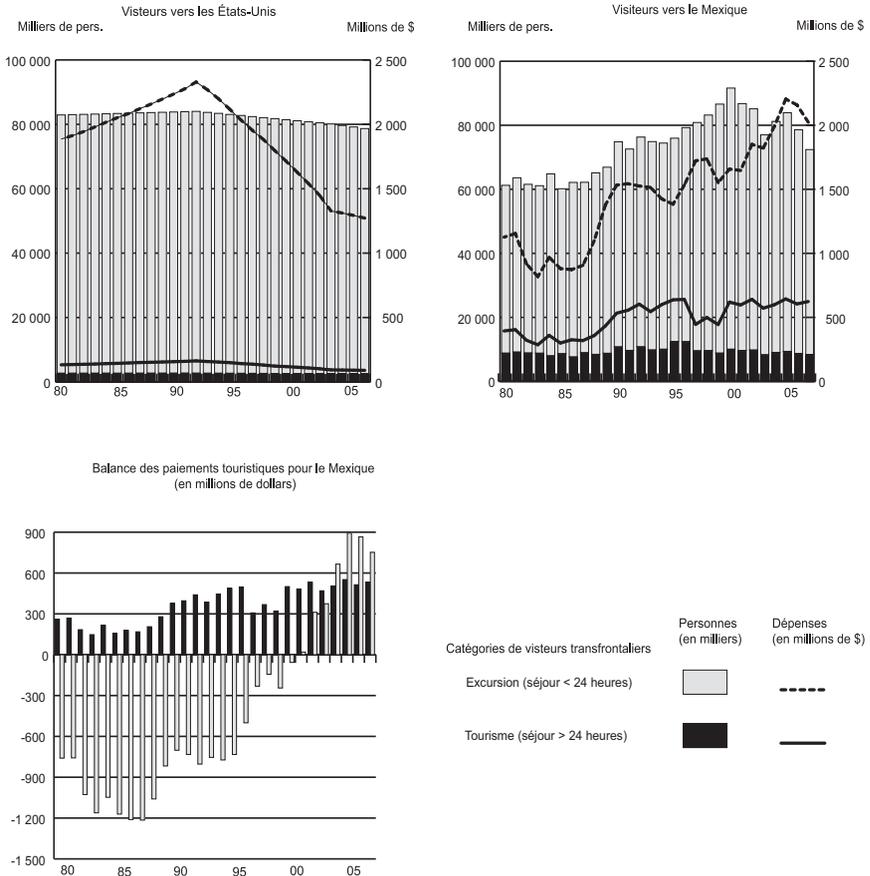
La balance des transactions frontalières a été décomposée en deux parties pour rendre compte des différentes évolutions entre la balance des « paiements touristiques » et la balance des « paiements excursionnistes ». Jusqu'en 2001, la première est systématiquement positive pour le Mexique et la seconde systématiquement négative, quoique dans des proportions différentes. Après le 11 septembre, la tendance s'inverse, ce qui ne s'était jamais observé au cours des dévaluations de 1982 et 1994 qui sont pourtant visibles sur le graphique de la balance des paiements touristiques. Après 1994, le déficit de la balance des dépenses des excursionnistes commence à diminuer (de - 773,3 millions de dollars en 1994, il passe à - 56,57 millions en 2000) pour devenir positif (le maximum est atteint en 2005 avec un solde de 892,99 millions). Cette inversion de situation est à relier à la baisse du nombre de visiteurs aux États-Unis, mais aussi au développement de l'offre commerciale dans les villes mexicaines.

Vers un espace d'inégalités

Les contrôles accrus ralentissent le flux du sud vers le nord et l'attente, autrefois de 20 minutes, frôle souvent les deux heures actuellement. Les contraintes sont de plus en plus fortes pour les frontaliers qui passent la frontière de moins en moins souvent et modifient les usages et les pratiques spatiales. Ainsi peut-on apercevoir des voitures de *commuters* stationnées la nuit aux postes-frontières avant leur ouverture. D'autres *commuters* qui dorment aussi dans leur voiture choisissent, eux, un parking dans la ville états-unienne pour éviter la traversée au quotidien. Parmi les Mexicains qui ne passent pas chaque jour, certains continuent à faire usage de l'aéroport états-unien, mais partent la veille et passent la nuit qui précède leur départ à l'hôtel du fait de l'incertitude que représente le passage frontalier.

En se refermant, la frontière acquiert une fonction de plus en plus discriminante au sein de la population. La frontière limite, entre autres, le marché du travail, la concurrence commerciale et l'accès aux services. L'accès aux deux côtés de la frontière permet de « jouer » des différences pour satisfaire des besoins des plus nécessaires aux plus futiles et le degré de « nécessité » des produits et des services recherchés est un indicateur du degré de dépendance de la population vis-à-vis du marché situé de « l'autre côté » de la frontière. La fermeture progressive de la frontière est donc plus durement ressentie par les habitants les plus modestes, qui ne peuvent plus exploiter les différences offertes par la discontinuité territoriale. Parmi les plus concernés viennent les habitants du sud de la frontière dépendant de l'économie états-unienne. Les citoyens états-uniens pouvaient, eux, circuler librement puisqu'aucun document d'identité n'était exigé, ni dans la zone libre frontalière mexicaine ni par les autorités de leur pays.

Figure n° 2 : Mobilités et transactions transfrontalières entre les États-Unis et le Mexique



Sources : élaboration M.C. Macias d'après les données du Banco de México, *Cuenta de viajeros internacionales (1980-2007)*.

Or, de nouvelles dispositions obligent les citoyens états-uniens à présenter un passeport à la frontière pour rentrer dans leur pays depuis février 2008, ce qui va considérablement réduire le nombre de visites pour les ressortissants d'un pays où moins de 18 % des habitants en possèdent un. Cet état de fait touche les résidents les plus modestes du sud des États-Unis, qui exploitaient les différentiels économiques pour faire usage de services – tels que les cliniques médicales et les pharmacies.

Au lieu d'ouvrir de nouveaux postes-frontières pour fluidifier la circulation, les États-Unis préfèrent éventuellement ouvrir des voies SENTRI (Secure Electronic Network for Travelers Rapid Inspection), un système de voies



rapides réservées aux détenteurs d'un passe magnétique obtenu après des vérifications et un contrôle poussé des personnes, ainsi que le paiement de frais d'un montant d'environ 120 dollars par an. Les entrepreneurs frontaliers étaient les premiers détenteurs de ce passe magnétique mis en place avant 2001 et conçu spécialement pour eux. Mais la SENTRI connaît un succès grandissant auprès des frontaliers les plus aisés – qu'ils travaillent ou non de l'autre côté – alors que les *commuters*, les travailleurs frontaliers, ont désormais une attente d'une à deux heures pour franchir le poste-frontière. Il ne fait aucun doute qu'à l'avenir les nouveaux postes à ouvrir seront des postes SENTRI car, depuis 2007, il faut attendre entre 9 et 12 mois pour que le dossier soit examiné.

À l'échelle de la ville mexicaine, les perturbations sont également fortes puisque, aux heures de pointe (le matin en semaine et la fin de week-end), les files d'attente des postes-frontières se prolongent sur les axes de circulation intra-urbain et engendrent ainsi des embouteillages.

Conclusion

Jusqu'à la fin des années 1990, la frontière entre le Mexique et les États-Unis présentait un schéma d'interaction d'ouverture fortement asymétrique. Depuis les années 1960, la croissance socio-économique de la frontière a bouleversé durablement les villes mexicaines situées sur une frontière traditionnellement ouverte. L'industrialisation de l'économie locale et son entrée dans les processus économiques de la mondialisation ont marqué une étape décisive dans les dynamiques transfrontalières. Mais le degré d'asymétrie du contact entre la première puissance mondiale et un pays dit émergent détermine autant – si ce n'est davantage – les dynamiques transfrontalières à l'échelle régionale sur 3 200 km et la signature de l'Alena à la fin de l'année 1993, puis la politique anti-terroriste des États-Unis depuis les événements du 11 septembre 2001, ont eu pour effet de recomposer l'espace frontalier.

Le 11 septembre 2001 représente un point de non-retour dans la gestion sécuritaire et militarisée de la frontière, qui touche désormais indifféremment les résidents frontaliers du nord et du sud. Cette frontière, jouant un rôle d'articulation des échanges transnationaux, se referme et limite les processus transfrontaliers. Ce faisant, elle est un facteur de ségrégation socio-économique non seulement entre les acteurs selon qu'ils sont implantés d'un côté ou de l'autre de la ligne internationale, mais aussi à l'intérieur de chaque population située d'un même côté de la frontière. En ce sens, les processus transnationaux qui favorisent la circulation des marchandises et de capitaux par-delà les frontières s'accompagnent de phénomènes inégalitaires sociaux-spatiaux dont les mobilités transfrontalières témoignent. L'intégration commerciale à l'échelle du continent nord-américain réduit l'espace transfrontalier à l'échelle locale et au quotidien.

BIBLIOGRAPHIE

- ALEGRIA OLAZABAL Tito, *Desarrollo urbano en la frontera México-Estados Unidos. Una interpretación y algunos resultados*, México - D.F., Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 1992.
- ANTHEAUME Benoît, GIRAULT Frédéric, *Le territoire est mort. Vive les territoires !*, IRD Éditions, 2005.
- BANCO DE MEXICO, *Cuenta de viajeros internacionales*, (<http://www.banxico.org.mx/SieInternet/consultarDirectorioInternetAction.do?accion=consultarCuadro&idCuadro=CE104&locale=es>).
- FARET Laurent, *Les territoires de la mobilité. Migration et communauté transnationales entre le Mexique et les États-Unis*, CNRS éditions, coll. Espaces & Milieux Paris, 2003.
- FOUCHER Michel, *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, Fayard, Paris, 1988.
- GONZALEZ ARECHIGA Bernardo, « Aspectos estructurales del comercio fronterizo entre México y Estados Unidos », in *Estudios fronterizos*, Universidad Autónoma de Baja California, año II, vol. II, n° 6, enero-abril 1985, p. 33-40.
- GUICHONNET Paul, RAFFESTIN Claude, *Géographie des frontières*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Sup - Le Géographe, 1974.
- MACIAS Marie-Carmen, *Étude géographique des mutations du commerce de détail au Mexique. Le cas de la Frontière Nord et de la ville de Tijuana : exception ou modèle précurseur ?*, thèse de doctorat (dir. Jean Revel-Mouroz), Université Paris III - Sorbonne Nouvelle, 2 vol., 2003.
- MARTINEZ Oscar J., *Border People. Life and Society in the U.S.-Mexico Borderlands*, The University of Arizona Press, 1994.
- NIJKAMP Peter, *New Borders and old barriers in spatial development*, Aldershot, Avebury, Brookfield (Vt.), Ashgate, 1994.
- REVEL-MOUROZ Jean, « Perméabilité de la frontière Mexique-Etats-Unis, la mobilité des consommateurs, des travailleurs et des entreprises », in *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n° 470, 1980, p. 227-234.
- REVEL-MOUROZ Jean, VANNEPH Alain, « Les villes frontalières Mexique États-Unis », in *Problèmes d'Amérique Latine*, n°14, 1994, p. 141-162.
- San Diego Association of Governments California Department of Transportation, District 11, *Economic Impacts of Wait Times at the San Diego-Baja California Border, Final Report*, San Diego, 19 janvier 2006.



RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

L'article distingue différents niveaux d'interaction binationale à des échelles différentes, (locale, régionale et internationale), afin de mettre en évidence des processus contradictoires des dynamiques frontalières depuis l'accord de libre-échange nord-américain (Alena). Ainsi l'ouverture économique a-t-elle favorisé des processus transnationaux qui se superposent à la fermeture du contact frontalier. Après le 11 septembre 2001, cette évolution s'est accentuée remettant en question la fonction traditionnelle d'interface perméable de cette frontière.

Partiendo de la distinción de diferentes niveles de interacción binacional con diferentes escalas (local, regional e internacional), el artículo demuestra los procesos contradictorios desde el tratado de libre comercio norte americano (TLCAN). Así la apertura económica

favoreció a los procesos transnacionales que se superponen al cierre del paso transfronterizo. Después del 11 de septiembre 2001, esta evolución se acentuó poniendo en tela de juicio la función tradicional de contacto permeable de esta frontera.

This article distinguishes different levels of bi-national interaction on different scales (local, regional, international). This distinction highlights the contradictory processes of interactions since the North-American Free Trade Agreement (NAFTA) came into effect. Therefore, the economic opening has permitted transnational activities while at the same the border contact is closing. After the 09/11, this evolution became more significant and ending the traditional function of opened interface along this border.

MOTS-CLÉS

- Frontière
- Intégration commerciale
- Mexique
- États-Unis
- Alena
- Mobilité

PALABRAS CLAVES

- Frontera
- Integración comercial
- México
- Estados Unidos
- TLCAN
- Movilidad

KEYWORDS

- Border
- Commercial integration
- Mexico
- United States
- NAFTA
- Mobility

ÉTUDES

Patrimoine rebelle à Guanajuato

Il y a plusieurs décennies que la restauration des quartiers patrimoniaux s'est généralisée à un ensemble considérable de grandes agglomérations et est pratiquée avec plus ou moins de succès, mais toujours avec autant d'éclat – du moins, c'est ce que semblent souhaiter les acteurs politiques municipaux [Hardoy et Gutman, 1992]. Il en va non seulement de l'amélioration sécuritaire du bâti et de la conservation de l'incarnation matérielle ou non des racines identitaires¹, mais aussi – et surtout diront les mauvaises langues – du *marketing urbain*, de la diffusion de l'image de la ville qui doit aujourd'hui se montrer comme détentrice d'une culture unique, vibrante au possible, afin d'assurer l'afflux de capitaux, de touristes et de jeunes travailleurs dans le vent [Neyret, 1992 ; Florida, 2002]. De la préservation tout azimut jusqu'au paysage rappelant Disneyland, il y a une infinité de variantes, mais toutes s'articulent autour de cette notion de patrimoine.

* Respectivement Université de Montréal/Institut d'Urbanisme et CERIU et Université Laval/Institut québécois des hautes études internationales. Les auteurs remercient chaleureusement Eric Sánchez Robles et Valérie Pautrat (direction des relations internationales et inter-institutionnelles de l'université de Guanajuato), l'architecte Jorge Enrique Cabrejos Moreno (secrétaire académique de la faculté d'architecture de l'université de Guanajuato), l'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire, l'Instituto de la Cultura del Estado de Guanajuato, le ministère du Tourisme de l'État de Guanajuato, le Centro de estudios cervantinos, le bureau du développement urbain et de la planification stratégique de la ville de Guanajuato, ainsi que Eugenio Trueba (directeur du théâtre Cervantes) et tous ceux qui ont aimablement répondu à leurs questions.

1. Le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* donne la définition suivante du patrimoine : « [...] un ensemble d'attributs, de représentations et de pratiques fixé sur un objet non contemporain [...] dont est décrété collectivement l'importance présente intrinsèque (ce en quoi l'objet est représentatif d'une histoire légitime des objets de société) et extrinsèque (ce en quoi cet objet recèle des valeurs supports d'une mémoire collective), qui exige qu'on le conserve et le transmette. » [Lazzarotti, 2003, p. 692].

Parmi les étiquettes prisées, on trouve celle de Patrimoine mondial de l'Humanité décernée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) qui, du reste, ne touche pas que les centres urbains, même si c'est là que nous amène notre propos. Cette étiquette est communément considérée comme gage d'authenticité, notamment dans le milieu touristique, domaine qui n'a pas la même importance stratégique dans toutes les économies urbaines mais qui est un instrument privilégié du développement de plusieurs, notamment dans les destinations soleil ou encore celles qui n'ont pas la bonne fortune d'une localisation en bord de mer chaude.

Pour les villes patrimoines de l'UNESCO, la gestion patrimoniale a le potentiel de stimuler une industrie culturelle et de générer un marché touristique capable de soutenir le développement économique et social, tout en conservant les grands symboles identitaires du passé [Hiernaux-Nicolas, 2000]. À cet égard, la ville de Guanajuato, en plein cœur de la sierra Madre occidentale mexicaine, semble constituer un très bon exemple. Elle a accédé à la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO en 1988 et son centre historique possède une architecture coloniale extraordinairement bien conservée.

Nous voulons montrer comment Guanajuato produit un patrimoine qui se distingue de l'atout architectural. C'est que le patrimoine construit, inventé ou produit parfois très récemment a une plus forte résonance à l'échelle nationale ou internationale. Cette résonance est visible lorsqu'on analyse la diffusion d'images de la ville. Dans ce qui suit, quatre images seront explorées : celle des tunnels, celle des *callejones*, celle du Festival international Cervantino et celle de l'Université de Guanajuato. Nous verrons que les raisons pour lesquelles Guanajuato a accédé au Patrimoine mondial de l'Humanité de l'UNESCO ne concordent que fort peu avec les éléments les plus diffusés de l'image typique de la ville. En fait, malgré la présence sur le terrain de plusieurs acteurs impliqués dans la conservation et la restauration patrimoniales qui diffusent ou auraient le pouvoir de diffuser une image de la ville, nous croyons que ce sont plutôt ces images concurrentes qui participent le plus à la formation d'une identité *guanajuatense* vue de l'extérieur. À l'égal de Graham et *al.* [2000] qui soulignent avec justesse l'importance de l'échelle en matière de patrimoine, le regard que l'échelle régionale ou internationale pose sur la ville ne trouve pas la même image que celle diffusée par l'UNESCO – pourtant elle-même internationale – ou par les acteurs patrimoniaux les plus impliqués au niveau local.

Notre but n'est donc ni de faire une analyse du patrimoine architectural ni de dresser un schéma approfondi de la gouvernance patrimoniale de la ville² – bien que nous abordions rapidement le sujet –, mais d'étudier la performance du corps dans la ville [Nash, 2000] et les représentations de la ville patrimoniale

2. Sur la gouvernance patrimoniale à l'échelle nationale, voir Cabrales Barajas [2005 ; 2002] et Mele [1998].



afin d'avoir une idée de la résonance de ces dernières dans la formation d'une géographie imaginaire [Gregory, 1999]. Si le patrimoine est une façon de se définir soi-même vis-à-vis des autres, cela ne veut pas dire que les autres *voient* ce que nous considérons comme étant patrimonial³.

Guanajuato, ville coloniale

La ville de Guanajuato bénéfice, pourrait-on dire, d'une célébrité de beaucoup supérieure à son poids démographique. Capitale de l'État du même nom, elle ne compte que 153 364 habitants alors que sa proche voisine, León, dépasse le million⁴. Elle fut fondée en 1546 en plein centre du Mexique et la province de Guanajuato a été une des premières colonies de la Nouvelle Espagne. Son importance dans la colonisation espagnole est due principalement à ses mines d'argent, qui sont toujours importantes aujourd'hui. Guanajuato, étape stratégique sur le *camino real*, était l'une des villes les plus importantes de la vice-royauté de la Nouvelle Espagne. Avec Dolores Hidalgo et San Miguel de Allende, Guanajuato forme par ailleurs un triangle de villes berceaux de la guerre d'indépendance des années 1810-1821. La région, qui porte la dénomination officielle de joyau historique colonial (*Joya histórica colonial*), occupe donc une place importante dans l'histoire mexicaine [Ordaz et García, 2006, p. 208-215]. Aujourd'hui, son économie est fondée sur le tourisme et les services. Ce sont les villes de León, Silao et Irapuato qui assument les fonctions industrielles de l'État de Guanajuato.

La municipalité, en accord avec l'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire (INAH), a tracé les limites d'une zone protégée incluant le centre historique en 1982. Cette *zona de monumentos* de 1,9 km² est soumise à des règles de conservation plus strictes. En 1987, Guanajuato a accédé à l'ICOMOS⁵ pour finalement apparaître sur la liste de l'UNESCO en 1988. Les critères I, II, IV et VI ont été évoqués pour justifier son adhésion à la liste du patrimoine mondial⁶, soit :

I – « représenter un chef d'œuvre du génie créateur humain » ; II – « témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages » ; IV – « offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou

3. Notre étude s'appuie sur une recherche de terrain effectuée entre décembre 2006 et avril 2007 à Guanajuato. Quinze entrevues semi-dirigées avec de multiples acteurs du développement patrimonial y ont été réalisées, ainsi que de nombreuses entrevues informelles auprès de commerçants et un sondage par questionnaire auprès des étudiants étrangers de l'Université de Guanajuato. Des 50 questionnaires distribués, 38 nous ont été retournés dûment remplis.

4. Sources : Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática, INEGI (<http://www.inegi.gob.mx>).

5. International Council on Monuments and Sites.

6. En plus de Guanajuato, le Mexique compte neuf villes du patrimoine mondial : Querétaro, Zacatecas, México, Morelia, San Miguel, Campeche, Tlaxcala et Puebla.

technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significative(s) de l'histoire humaine » ; VI – « être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des oeuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle »⁷.

Concrètement, ce sont les vestiges des premières activités minières et l'architecture coloniale qui ont été mis en relation avec ces critères.

Les acteurs du patrimoine à Guanajuato

Nous entendons par acteur toute entité ayant un pouvoir d'action en matière patrimoniale, qu'il s'agisse d'une personne ou d'une institution, d'un rassemblement de citoyens ou d'une entreprise commerciale. Remarquons qu'un tel pouvoir d'action n'a pas besoin d'être volontairement dirigé vers le patrimoine pour influencer sur celui-ci. Ainsi, dans son acception la plus large, notre définition d'acteur du patrimoine inclut tous les habitants de la ville et tous les touristes. Il n'est cependant pas nécessaire ici d'être aussi inclusif : en ce qui nous concerne, il s'agit de dresser un portrait des acteurs les plus influents en matière de patrimoine, qu'il s'agisse de restauration ou de la diffusion et de la portée de leurs actions, tout en reconnaissant que la liste devrait être beaucoup plus longue. Pour faire partie du Patrimoine mondial de l'Humanité, l'UNESCO exige un encadrement juridique aux trois niveaux, national, provincial ou étatique, et municipal.

L'administration fédérale de Vicente Fox (2000-2006) a fait la promotion de la mise sur pied de processus de planification intégrale à long terme pour les villes, ainsi que pour chacun des 32 États du Mexique, de sorte que les acteurs centraux ont pris une place importante dans l'identification des priorités en matière d'aménagement et sont devenus des bailleurs de fonds importants dans ce domaine. Ceci s'inscrit dans un ensemble plus large de réorientations stratégiques que connaît la politique du pays depuis l'entrée en vigueur de l'Aléna en 1994 [Ordaz et Saldaña, 2006] et cela justifie que nous nous arrêtions d'abord au morcellement tripartite de la politique nationale, de l'État et municipal, ainsi qu'à l'interaction de ces trois niveaux hiérarchiques.

Au niveau national, le *Consejo Nacional para la Cultura y las Artes* (CONACULTA, anciennement Fond National pour la Culture et les Arts) est conçu comme l'entité en charge de l'ensemble du secteur culturel. En ce qui a trait au patrimoine, elle distribue surtout des fonds, notamment à l'INAH. Celui-ci a été créé en 1939 et a agi essentiellement à l'intérieur du District Fédéral (DF) jusqu'en 1973, date à laquelle ses pouvoirs ont été augmentés. La loi fédérale sur les monuments a donné à l'INAH la tâche de cataloguer, d'étudier, de conserver et de protéger les monuments antérieurs au

7. Site web de l'UNESCO (<http://whc.unesco.org>).



XX^e siècle⁸ (couleur, construction, démolition, plans, façades, etc.) ; c'est toujours son rôle aujourd'hui, ce qui en fait un acteur incontournable du patrimoine partout au Mexique. Il demeure toutefois un organisme essentiellement normatif, puisqu'il possède très peu de ressources financières et beaucoup de responsabilités. Il peut imposer ses décisions sur tout monument classé, mais hors de ce cadre ses normes ne sont que des lignes directrices et non des règlements à respecter. Il faut qu'une municipalité accepte de céder une partie de ses prérogatives en faveur de l'INAH pour créer un territoire comme la *zona de monumentos*, où les décisions de l'INAH s'appliquent partout puisque la ville a concédé que tout ouvrage sur ce territoire avait nécessairement un impact sur le patrimoine. Dans le seul État de Guanajuato, environ 7 000 monuments sont classés historiques et plus de 100 000 le sont à l'échelle nationale.

Un accord entre le CONACULTA, l'INAH et l'État de Guanajuato permet à ce dernier de réaliser des activités de catalogage et de restauration dans des domaines normalement réservés à l'INAH, de façon à pallier son manque de ressources. C'est l'*Instituto Estatal de la Cultura* de Guanajuato (IEC) qui en prend la charge. « Puisque la quantité de travail à accomplir est immense, il n'y pas de risque qu'on se marche sur les pieds », note Crisanto Aguilar, directeur de la conservation patrimoniale à l'IEC. Ce sont le plus souvent des associations locales qui envoient des sollicitations au bureau de la conservation. L'IEC ne peut accéder qu'à un nombre limité de demandes et doit souvent intervenir dans l'urgence, sans pouvoir garantir que des fonds seront disponibles jusqu'à la fin des travaux que les instances locales souhaitent réaliser. Outre la conservation patrimoniale, l'IEC appuie la création et la diffusion artistiques à l'intérieur et au-delà des frontières de l'État.

Le *Secretaría de Desarrollo Económico Sustentable*, autre organe du gouvernement étatique, reçoit des subsides voués au tourisme du niveau fédéral et les redistribue aux instances plus locales des 46 municipalités de l'État. Il est possible que, dans un avenir proche, les municipalités reçoivent éventuellement ces sommes directement. Le *Secretaría de Desarrollo* s'occupe des sites touristiques, mais pas du patrimoine en tant que tel qui concerne l'IEC. Depuis 1999, elle est en charge de plusieurs programmes, comme celui qui concerne l'accès aux activités touristiques pour les moins nantis ou comme le prix *Limpieza, Conservación de Imagen Urbana y Ambiental del Estado de Guanajuato*, récompensant les meilleurs projets de conservation intégrés à la vie urbaine. C'est l'Association Nationale des Villes Mexicaines du Patrimoine Mondial (ANCMPPM) qui décide des vainqueurs.

8. L'Institut National des Beaux-Arts (INBA), fondé en 1946, est responsable de la conservation du patrimoine artistique à partir du XX^e siècle. Il ne possède pas de bureau ailleurs que dans le District Fédéral : il est donc plus difficile d'exercer son pouvoir ailleurs au Mexique. Il peut également compter sur des ressources humaines et monétaires moins importantes que celles de l'INAH.

Au niveau municipal, les acteurs patrimoniaux deviennent plus nombreux et il est difficile de dresser un portrait des responsabilités en ce domaine. La directrice du *Secretaría de Desarrollo Urbano y Ecología* (SDUE) de Guanajuato considère que c'est surtout avec la création de l'ANCMPM en 1999 et le début des subventions récurrentes de la part du *Secretaría de Turismo* (SECTUR, fédéral), du CONACULTA et du *Secretaría de Desarrollo Social* (SEDESOL) en 2000 que la municipalité a commencé à avoir des moyens correspondant à la lourde tâche de concilier développement urbain et conservation patrimoniale. La ville doit se conformer à la loi pour la conservation des villes de l'État de Guanajuato depuis 1974. Elle a aussi ses propres règlements municipaux qu'elle essaie de faire respecter. À l'intérieur de la *zona de monumentos* cependant, la SDUE doit en théorie se conformer aux décisions de l'INAH et il est arrivé dans le passé qu'elle doive, par exemple, réviser les plans de nouveaux tunnels routiers. Cependant, d'une façon générale, « les municipalités sont les yeux de l'INAH », ce qui signifie que, si la municipalité ne signale pas un problème à l'organisation, personne ne s'en occupera.

Outre le gouvernement, de nombreux regroupements civils agissent également en matière patrimoniale. La participation active de la population dans la préservation et la restauration du patrimoine est essentielle. Un bon exemple est celui de l'Association civile *Restauradores de Belén A.C.*, association de 11 individus impliqués dans le secteur du marché Hidalgo dans le but de restaurer le *templo de Belén* tout en conservant sa fonction religieuse et communautaire. Bien que leurs dirigeants nous aient souligné leur difficulté d'obtenir les fonds promis par les instances gouvernementales, leur entreprise est en progression. Une autre association, celle des habitants de la *Plazuela San Fernando*, a réussi il y a peu à empêcher le remplacement du pavage au design original de cette place publique. Jorge Cabrejos, secrétaire académique et professeur à la Faculté d'architecture de l'Université de Guanajuato⁹, a étudié les thèmes chers aux politiciens des villes patrimoniales mexicaines. Il ressort que les questions de financement de la part de l'État fédéral et les questions plus strictement politiques sont au cœur de leurs préoccupations :

« Tout le monde vous le dira : lorsque vient le temps des élections, les gouvernements entreprennent le repavage des rues. Ceci est souvent combattu par les citoyens et les experts qui préfèrent le pavage original au macadam, mais c'est une façon pour les gouvernements de montrer de façon concrète qu'ils agissent tout en s'assurant d'obtenir les mêmes subventions les années suivantes. »

Les experts dont parle Cabrejos siègent, comme lui, au *Consejo de Asesores* de la ville, c'est-à-dire à l'assemblée des conseillers. L'INAH ne participe pas de façon continue à cette assemblée, alors qu'il s'agit pourtant de l'instance fédérale centrale de la conservation. L'INAH travaille bien avec la municipalité et organise notamment des ateliers de formation des fonctionnaires en matière de pro-

9. Également l'auteur d'une thèse sur la gestion patrimoniale à Guanajuato [Cabrejos, 2003].



tection patrimoniale, mais tous les trois ans, au moment du changement d'administration municipale, tout le travail d'éducation auprès de la classe politique est à recommencer.

L'Université de Guanajuato est l'institution académique la plus importante de la ville et constitue un autre acteur patrimonial important. Sa création remonte à 1732 avec la naissance de l'*Hospicio de la Santísima Trinidad*, devenu ensuite *colegio* puis université en 1945. En plus des activités académiques, l'Université fait la promotion de la culture au travers d'un ciné-club, d'une chaîne de radio et de télévision, d'un orchestre symphonique, de groupes de danse et de théâtre. De son côté, la Faculté d'architecture est extrêmement impliquée dans la restauration et la conservation patrimoniale, de même que dans la planification urbanistique de l'agglomération.

Cabrejos explique que l'Université de Guanajuato s'occupe désormais beaucoup plus du paysage naturel, après avoir essentiellement pris en charge le patrimoine anthropique. Les trois réserves écologiques disposées autour de la ville – Palomas, El Lorito et Esperanza – sont notamment au cœur de débats concernant leur vocation minière, touristique haut de gamme – notamment l'aménagement d'un golf – ou de conservation plus intégrale. Pour Cabrejos, il importe de passer d'une vision patrimonialiste favorisant la conservation à une vision intégrale qui unit l'ensemble des problématiques sociales, environnementales, économiques et patrimoniales. Concrètement, pour Guanajuato, cela signifie cesser d'étudier uniquement la conservation du patrimoine bâti de la ville. L'Université est conseillère de la municipalité et de l'INAH, mais n'est pas toujours entendue comme on a pu le constater dans le cas du pavage des rues.

L'Université est également impliquée auprès de l'Organisation des Villes du Patrimoine Mondial (OVPM), qui a précisément son siège pour l'Amérique latine à Guanajuato. De fait, l'implication des institutions académiques dans l'OVPM-Amérique latine est unique : chaque rencontre annuelle des maires des villes membres intègre la participation des recteurs d'université et ce sont les universités qui sont en charge du volet recherche. L'OVPM constitue donc un autre acteur du patrimoine, dont l'impact se situe essentiellement au secteur de l'échange d'informations et d'outils de gestion dans la mesure où cette organisation a peu de ressources financières.

De tout ceci, il ressort que les acteurs du patrimoine sont nombreux, mais qu'aucun d'entre eux ne peut réellement assumer un leadership. Plus encore, la coopération entre les acteurs est réduite à des ententes *ad hoc* : une fois identifié un élément patrimonial en danger, la coopération entre instances consistera essentiellement à déterminer qui va intervenir pour en assurer la conservation et, au mieux, la restauration. Dans un contexte de manque de ressources allouées à l'inspection et la protection d'une grande quantité de biens patrimoniaux, c'est

le contexte qui décide (« *el que manda es el contexto* »), dit Lucina Alfaro Hernandez, chef de section au développement urbain et planification stratégique de la ville de Guanajuato. Ce que tendent à confirmer des entretiens informels avec des commerçants, qui pensent que plus on s'éloigne du centre, plus l'application de la norme est, dans les faits, aléatoire. Sauf de la part du ministère de la Culture et du ministère du Tourisme de l'État de Guanajuato, il n'y a pas d'actions entreprises qui aillent dans le sens de la diffusion de l'image de la ville comme ville patrimoniale. Lorsqu'on s'adresse aux acteurs locaux du patrimoine, ils évoquent les réserves écologiques qui entourent la ville, mises en danger par les activités minières ; de fait, le secteur minier est le moins intégré aux discussions sur la conservation intégrale dont parle Cabrejos.

Dans la section qui suit, nous verrons donc comment Guanajuato crée son patrimoine par la diffusion de quatre représentations de la ville nées en dehors du cadre de la gestion patrimoniale des grands acteurs que l'on vient de décrire. Chacune de ces images, chacun de ces patrimoines créé comme tel, sans qu'à l'origine n'existe nécessairement l'intention d'y coller une étiquette patrimoniale, façonne à son tour ce que l'on entend par l'idée d'une ville patrimoniale et contribue à sculpter l'imaginaire de la ville.

La Guanajuato céleste

La topographie de Guanajuato est, depuis sa création, un défi à l'établissement humain – l'origine du nom même de la ville se référant à la topographie particulière du lieu¹⁰ – si bien que l'évolution morphologique de la ville a dû s'adapter à ces conditions naturelles [Gilbert et *al.*, 1996]. Le centre de la ville siège dans des vallées très étroites, entourées de pentes abruptes, et cette topographie rend presque obligatoire l'usage piétonnier du centre de la ville. Marcher au cœur de la ville de Guanajuato est devenu une pratique de l'espace urbain presque rituelle. Presque tous les soirs de l'année scolaire, des centaines, voire des milliers d'étudiants se rassemblent sur la *Plaza de la Unión*, devant le théâtre Juárez, ou sur la *Plaza de la Paz* et arpentent lentement la rue Juárez.

Les rues les plus larges sont situées au fond de la vallée et ont plus ou moins une orientation est-ouest. Perpendiculairement, pour monter vers les crêtes des montagnes environnantes et avoir accès à la plupart des demeures privées, les *callejones* (ruelles) sont étroits, sinueux et pentus. Ce sont des espaces de circulation pleins de surprise, dont l'éclairage et le coloris ont d'innombrables variations et qui permettent de distinguer les touristes les plus téméraires des autres¹¹. Les *callejones* ne constituent pas en eux-mêmes des monuments patrimoniaux et ne sont

10. Guanajuato vient du mot *purépecha* *Quanaxhuato*, qui signifie « endroit montagneux rempli de grenouilles », les montagnes évoquant des grenouilles géantes entourant la ville.

11. La rumeur circule que le haut de certains *callejones* abrite des individus peu recommandables. Dès lors, on distingue parmi les touristes ceux qui montent à pied jusqu'à l'observatoire du Pipila et ceux qui optent pour le téléphérique.



Signalisation touristique à Guanajuato (DR)



pas considérés comme des endroits publics patrimoniaux, ce qui est plutôt le cas des places publiques comme la *Plazuela San Fernando*, mais n'en constituent pas moins une représentation de la ville diffusée avec beaucoup d'insistance auprès des touristes. Les vendeurs de souvenirs proposent quantité de tableaux représentant les *callejones* et le *callejon del beso* reçoit son lot de visiteurs, mexicains surtout, venus entendre la légende des amoureux qui s'y seraient secrètement étreints. Mais l'attrait principal reste les *callejoneadas*, qui ont lieu plusieurs fois par semaines : avant que la nuit ne tombe, les musiciens haranguent les touristes près du théâtre Juárez et, lorsque le groupe est suffisamment grand, commence la fête mobile qui défile dans les *callejones* avec musiciens en costume « d'époque », vin et touristes.

La Guanajuato souterraine

Les *callejones* célestes ont un corollaire souterrain, à savoir les tunnels. L'étroitesse de la vallée et celle des *callejones* interdisent la présence d'un trafic

Un *callejón* à Guanajuato (cliché : Pierre-Mathieu Le Bel)





routier important. De fait, le centre de Guanajuato ne compte qu'une demi-douzaine de rues accessibles au trafic si bien que l'on a dû creuser pour pallier le manque d'espace en surface. On compte d'une part avec ce que l'on appelle la rue souterraine (*calle subterránea*), longue de près de trois kilomètres, et d'autre part avec les tunnels proprement dits. La première fut construite en 1964 sur le cours canalisé de la rivière Guanajuato, autrefois en surface et qui chaque année était cause d'inondations. La construction des autres tunnels a eu comme objectif de rendre plus facile l'accès routier à la ville, sans nuire à la vie quotidienne en surface. On compte aujourd'hui six tunnels principaux que l'on peut diviser en 23 segments, dont le tunnel *Ingeniero Tiburcio Alvarez* qui traverse le centre d'une extrémité à l'autre. Le premier tunnel fut ouvert en 1979 et le dernier segment a été ouvert à la circulation en 2006, d'autres constructions étant en cours. Le transport motorisé est *grosso modo* organisé selon que l'on va vers l'est – on passera alors dans des tunnels – ou vers l'ouest – le déplacement aura lieu en surface. Il faut ici souligner que les tunnels représentent bien davantage qu'une voie de transport, qu'un simple lieu de passage, qu'un non-lieu ou qu'un espace sans histoire. Au contraire, on y trouve des arrêts d'autobus, des toilettes publiques, un restaurant, des hôtels, des appartements et des espaces de stationnement. Bien que l'exercice ne soit pas au goût de tous, on peut y déambuler et intégrer la vie souterraine aux stratégies de déplacement et de consommation.

Contrairement à la rue souterraine, les tunnels ne sont pas gérés comme appartenant en tant que tels au domaine patrimonial, bien que dans l'esprit des étrangers l'on confonde l'un et l'autre. Ils relèvent plutôt des instances spécialisées en matière de transport. Quoi qu'il en soit, les vendeurs de tableaux de la *Plaza de la Unión* ont laissé aux représentations des tunnels une grande place de leur inventaire et on ne manquera pas de trouver des cartes postales à leur image, au même titre que l'on en trouve de la *Basilique de Nuestra Señora de Guanajuato*. On entend fréquemment, au gré des conversations, que certains de ces tunnels sont d'anciennes excavations minières alors qu'il n'en est rien. Qu'on le croit ou non n'est peut-être pas aussi important que le fait que les deux images, celle du passé minier et celle des tunnels, s'harmonisent facilement. Pour celui qui arpente les rues et ruelles de la ville, en effet, il est aisé de construire une image cohérente de la ville à partir de ces chariots à minerais servant maintenant de bacs à fleurs publics qu'on peut voir à l'est du *Palacio Legislativo*, à partir de cette rue souterraine sinueuse qui s'ouvre parfois et laisse entrevoir un flot de voitures en contrebas et à partir des escaliers à pic qui ponctuent le paysage de surface tout en offrant au marcheur l'alternative d'un voyage souterrain.

Ces observations sur les *callejones* et les tunnels ont pour but de souligner comment la pratique unique de l'espace urbain crée et diffuse une image de la ville elle aussi unique, sans réel direct avec l'architecture coloniale, avec le passé minier de la ville ni avec ce qui constitue le champ d'intérêt des acteurs patri-

Image de la Guanajuato souterraine
(cliché : Pierre-Mathieu Le Bel)





moniaux évoqués plus haut. Au-delà de l'expérience visuelle, c'est l'expérience particulière du corps qui déambule dans la ville qui fabrique et promeut une image unique de l'espace urbain. Il en va de même avec l'exemple suivant relevant d'un autre type de patrimoine, mais qui n'en a pas moins d'impact.

La Guanajuato cervantine

Guanajuato dispose du titre de ville cervantine d'Amérique (*ciudad cervantina de América*) qui intrigue au premier abord. L'origine de l'appellation relève presque du hasard, d'un hasard interagissant toutefois avec l'architecture. En 1952, l'Université de Guanajuato avait poussé un groupe d'étudiants à fonder un théâtre de rue. Ceux-ci, qui cherchaient à produire des pièces courtes qui s'adapteraient bien au décor de la ville – puisque le budget alloué était minime et ne permettait pas la conception d'une scénographie à grand déploiement – choisirent Cervantès et rendirent un court hommage à l'auteur en guise d'introduction. Le succès fut phénoménal : l'un des fondateurs du théâtre *cervantino*, Eugenio Trueba, explique ainsi que l'attention de la population et des touristes venus comme spectateurs ne fut pas seulement dirigée vers le théâtre, mais également orientée vers l'architecture de la ville. Dix ans plus tard, la renommée de ce qu'il convient maintenant d'appeler le *Festival Cervantino* déborde les frontières de la municipalité et l'État décide alors d'en faire un festival international dans le but de stimuler le tourisme.

Le *Festival International Cervantino* (FIC) est désormais l'événement culturel le plus important du Mexique et l'un des plus importants en Amérique latine. Il est membre de l'Association Européenne des Festivals (EFA), qui a pour objectif de promouvoir les festivals comme outils de la coopération culturelle internationale. Dans cette perspective, le FIC compte avec le financement du gouvernement fédéral, au travers du CONACULTA et du gouvernement de l'État de Guanajuato principalement. D'autres pays, invités régulièrement, versent également des fonds pour la réussite du festival. Même si Trueba ne croit pas qu'il faut voir dans le FIC la cause directe de l'accès de Guanajuato au sein du Patrimoine mondial de l'Humanité, il considère que cela a certainement attiré l'attention sur la ville et que c'est en partie pour cette raison, aussi, qu'Eulalio Ferrer a fait cadeau de sa collection à Guanajuato. Celui-ci est, en effet, un autre personnage responsable de l'étiquette ville cervantine : magnat de la publicité d'origine espagnole établi au Mexique, Ferrer a fait don en 1987 de plus de mille éditions rares de *Don Quijote* et d'autres œuvres de Cervantès ou sur Cervantès à la municipalité, qui a ainsi pu créer en 2004 le plus grand centre d'études au monde sur le sujet et le seul à compter un musée iconographique. Depuis lors, 17 colloques internationaux sur Cervantès ont eu lieu dans la ville.

L'étiquette cervantine de Guanajuato fait elle-même l'objet d'usages économiques par des industries qui ne sont pas associées au théâtre : bar La Mancha,

écoles de langues Don Quijote entre autres. Il reste que certains trouvent cette étiquette discutable : d'une part, un festival comme le FIC demande énormément de ressources de l'État alors qu'il bénéficie surtout à la municipalité, explique-t-on ; d'autre part, certains relèvent que le label n'a rien d'authentique puisque Cervantès n'est jamais venu au Mexique. Pourquoi ne pas faire plutôt la promotion de Guanajuato comme ville de Diego Rivera, qui y est né en 1886 ? C'est par exemple ce que propose le sénateur Francisco Agustín Arroyo Vieyra, constatant qu'on trouve bien un musée au nom de peintre muraliste dans la ville, mais peu de promotion publicitaire liée à son nom.

Il ne s'agit pas ici de porter un jugement sur la pertinence de ce que l'on inclut ou de ce que l'on exclut du domaine patrimonial, mais seulement de souligner l'absence de relation obligée entre la construction de ce domaine et l'histoire effective du lieu ou ce que ses habitants considèrent comme tenant du patrimoine. L'art public et la toponymie liés au Quijote et à Cervantès, en plus du FIC qui dure presque un mois en octobre, font que citoyens comme étrangers associent la ville à l'écrivain espagnol et à son célèbre chevalier et, surtout, que les premiers perpétuent par leurs actions en matière d'aménagement urbain ou de choix commerciaux une « mise en patrimoine » d'un passé que rien ne destinait à être leur¹². Soulignons toutefois que l'organisation du FIC gère un festival et non pas l'étiquette cervantine en tant que telle. Aucune instance ne prend d'ailleurs complètement celle-ci en charge : la *ciudad cervantina de América* existe comme opportunité à saisir ou à ignorer pour chacun des acteurs, comme le prouve l'INAH qui ne commente que rarement ce thème dépassant largement le cadre de ses compétences. Finalement, on peut se demander si la ville est devenue cervantine grâce à son centre ou si le centre patrimonialisé a vu le jour et prospère parce que la ville est devenue cervantine ? Comme un patrimoine qui serait en assez bonne posture pour ne pas avoir besoin de la protection de ses grands défenseurs habituels, il apparaît que l'image de Cervantès et Don Quijote prospère, se propage au fil des t-shirts et des concerts en plein air et vient teinter la ville du patrimoine mondial d'une atmosphère romanesque qui ne doit rien à l'UNESCO.

La Guanajuato universitaire

On l'a dit plus haut, l'Université de Guanajuato est un acteur patrimonial important de la ville : en sa qualité de lieu de recherches, elle participe à la planification urbaine et à la formation. Avec 29 866 étudiants et 128 programmes d'études (niveau technique, premier, deuxième et troisième cycle)¹³, la renommée de l'Université de Guanajuato déborde effectivement des frontières de l'État dans les domaines des arts, des sciences de la santé, des sciences économiques et

12. « L'appel au patrimoine invoque, secondairement, le passé, mais concerne, prioritairement, le présent et provoque, dans une certaine mesure, le futur. » [Lazzarotti, 2003, p. 693].

13. Données pour l'année académique 2006-2007.



administratives, des sciences sociales et humaines et du génie. L'établissement attire donc de nombreux étrangers que nous avons sondés afin d'essayer de saisir leur Guanajuato imaginaire.

Une recherche rapide sur Guanajuato à l'aide d'internet permet dans un premier temps de montrer que l'Université constitue l'image la plus diffusée de la ville à travers ce média. Plus concrètement, il s'agit des hauts escaliers de son édifice principal qui siège sur la rue Lascuráin de Retana. Et de fait, lorsque l'on interroge les étudiants étrangers pour savoir où ils ont trouvé de l'information sur Guanajuato avant leur arrivée, la moitié des répondants ont consulté la toile et 50 % de ceux-ci déclarent que ce fut leur seule source d'information. L'édifice construit en 1954 – relativement récent – a donc pris une place importante dans l'imaginaire sur la ville et, tandis que les installations actuelles de l'Université comptent quelques immeubles historiques comme le Convento de la Valenciana, la cour du Templo de la Compañía et le Mesón de San Antonio, c'est sa volée de marches qui semble s'inscrire dans le plus d'imaginaires.

Si l'Université est un acteur central de la préservation patrimoniale et du développement culturel de la ville, elle ne joue absolument pas cette carte dans son propre marketing. Aucun étudiant n'a mentionné l'appartenance de la ville au Patrimoine mondial de l'Humanité, ce qui est d'autant plus étonnant que nombreux sont ceux qui viennent étudier l'architecture. La raison évoquée le plus souvent pour expliquer la fréquentation de l'Université est celle d'un programme offert par leur institution d'origine. Et seulement 10 % des répondants savaient avant leur arrivée à Guanajuato qu'il s'agissait de la ville cervantine d'Amérique. L'Université ne stimule donc pas la perception de Guanajuato comme ville patrimoniale chez ses propres étudiants étrangers, pas plus qu'elle ne propage efficacement celle de Cervantès ou de Don Quijote. Interrogés sur leur impression de la ville après leur arrivée, les étudiants étrangers considèrent que les *callejones* sont ce qui distingue le plus Guanajuato des autres villes mexicaines (la moitié des répondants) ; l'aspect piétonnier et la petite taille de la ville, permettant des déplacements faciles, sont mentionnés aussi fréquemment que l'architecture parmi les caractéristiques que l'on apprécie le plus de la ville. Les espaces que l'on préfère sont les lieux de rassemblement – *Plaza de la Paz, Plaza de la Union ou Plazuela San Fernando* –, lorsque ce n'est pas le centre dans son ensemble pour l'animation qui y règne. En bref, ce qui laisse une impression durable sort du cadre patrimonial tel que celui classé par l'UNESCO ou tel que celui sur lequel planchent les experts de l'Université.

Conclusion

Dans un document disponible sur le site web de l'OVPM, l'ancien maire de Guanajuato, Arnulfo Vazquez Nieto, déclare que le tourisme culturel fait la différence entre ce qui est authentique et ce qui ne l'est pas. Pour nous, l'essentiel

L'édifice principal de l'Université de Guanajuato
(cliché : Pierre-Mathieu Le Bel)



n'est cependant pas là : sans porter de jugement sur l'authenticité, il est clair que les *callejones*, les tunnels, Cervantès et l'Université de Guanajuato sont bel et bien patrimoniaux au sens où ils sont autant de données qui sont perpétuées comme pratiques, comme références littéraires ou comme images de marque. On peut donc voir que des éléments importants qui produisent une image diffusée avec succès de la ville, des aspects qui sont à leur tour recherchés par les visiteurs, ne relèvent pas de ce pourquoi on a nommé la ville au Patrimoine mondial de l'Humanité. Au contraire, il s'agit d'un patrimoine sans cesse produit de façon indépendante vis-à-vis des autorités locales compétentes en matière de patrimoine.

Le patrimoine, celui qui façonne la perception de la ville à l'extérieur de celle-ci, n'est donc pas le patrimoine des acteurs de la conservation que nous avons identifiés. S'il est géré, c'est en tant que ressource économique par le ministère du Tourisme de l'État, non en tant que bien patrimonial à protéger. C'est en ce sens un patrimoine rebelle, créé par une dynamique urbaine allant de la pratique de la topographie jusqu'à la littérature, qui ne nie pas la place de l'architecture coloniale, mais vient teinter celle-ci de nuances et doter Guanajuato d'un imaginaire infiniment plus vaste.



BIBLIOGRAPHIE

- ASHWORTH Gregory J., TUNBRIDGE John E., *The Tourist-Historic City*, Oxford, Pergamon, 2000.
- CABRALES BARAJAS Luis Felipe, « El centro histórico de Morelia : gestion social y revaloracion del patrimonio », *Anales de Geografía de la Universidad Complutense*, n°22, 2002, p. 131-156.
- CABRALES BARAJAS Luis Felipe, « The Historic Center of Morelia: A Case of Successful Negotiation », *Journal of Latin American Geography*, vol. 4, n°2, 2005, p. 35-56.
- CABREJOS MORENO Jorge Enrique, *Hacia una gestión patrimonial, urbana y territorial integrada para la ciudad de Guanajuato patrimonio de la humanidad*, Guanajuato, Fundación Mexicana para el Desarrollo Municipal, 2003.
- FLORIDA Richard, *The rise of the creative class*, New York, Basic Books, 2002.
- GILBERT Richard, STEVENSON Don, GIRARDET Herbert, *Pour les villes durables. Le rôle des autorités locales dans l'environnement urbain*, Paris, FMCU, 1996.
- GRAHAM Brian, ASHWORTH Gregory J., Tunbridge John E., *A Geography of Heritage*, London, Arnold, 2000.
- GREGORY Derek, "Scripting Egypt: Orientalism and the cultures of travel", dans James DUNCAN, Derek GREGORY (éd.), *Writes of passage: reading travel writing*, Londres, Routledge, 1999.
- HARDOY Jorge Enrique, GUTMAN Margarita, *Impacto de la urbanización en los centros históricos de Iberoamérica*, Madrid, Mapfre, 1992.
- HIERNAUX-NICOLAS Daniel, « Tourisme et régulation urbaine : le cas de la mégapole de Mexico », *Espace et sociétés*, n°100, 2000, p. 99-124.
- LAZZAROTTI Olivier, « Patrimoine », dans Jacques LÉVY, Michel LUSSAULT (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 692-693.
- MELE Patrice, « La protección del patrimonio histórico en México : practicas locales y competencias federales », *Mexican Studies / Estudios Mexicanos*, vol. 14, n°1, hiver 1998, p. 71-104.
- NASH Catherine, "Performativity in practice: some recent work in cultural geography", *Progress in human geography*, vol. 24, n°4, 2000, p. 653-664.
- NEYRET Régis, *Le patrimoine, atout du développement*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1992.
- ORDAZ Zubia Velia, SALDAÑA GARCÍA Gloria, *Análisis y crítica de la metodología para la realización de planes regionales en el estado de Guanajuato*, édition électronique, 2006, www.eumed.net/libros/2006b/voz/
- VAZQUEZ NIETO Arnulfo, *El turismo cultural como alternativa de la Ciudad Patrimonial : Caso Guanajuato*, Organisation des villes du patrimoine mondial, 2005, www.ovpm.org

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

La ville de Guanajuato, capitale de l'état mexicain du même nom, fait, depuis 1988, partie de la liste du patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO. Cette étiquette constitue un outil de développement économique précieux. Néanmoins, cet article vise à montrer comment un autre type de patrimoine, bien différent des raisons pour lesquelles la ville a eu accès à la prestigieuse liste,

produit et diffuse avec succès une image de la ville qui déborde du cadre de l'architecture coloniale tout en relevant d'un autre type de patrimoine.

La ciudad de Guanajuato, capital del estado mexicano del mismo nombre, es, desde 1988, parte de la lista del patrimonio mundial de la humanidad de la UNESCO.

Esta etiqueta constituye un instrumento de desarrollo económico importante. Sin embargo, este artículo tiene por objetivo mostrar cómo un tipo diferente de patrimonio que se sitúa fuera de las razones por las cuales la ciudad tuvo acceso a la prestigiosa lista, y produce y difunde con éxito una imagen de la ciudad que desborda del marco de la arquitectura colonial.

The town of Guanajuato, capital of the Mexican state of the same name, has been part of the list of UNESCO's world heritage since 1988. This label constitutes an invaluable tool for economic development. Nevertheless, this article wants to show how another type of heritage, quite different from the reasons for which the city was included in the prestigious list, produces and successfully diffuses an image of the city that goes beyond colonial architecture.

MOTS-CLÉS

- Guanajuato
- Patrimoine
- Image
- Perception

PALABRAS CLAVES

- Guanajuato
- Patrimonio
- Imagen
- Percepción

KEYWORDS

- Guanajuato
- Heritage
- Image
- Perception

Un dialogue sur le Nouveau Monde



1492 : premier débarquement de Christophe Colomb aux Indes occidentales. Gravure du XVI^e siècle (DR)

René Ceceña*

Penser le Nouveau Monde

Histoire et modernité

M*undus Novus*, le Nouveau Monde. Le terme a été employé pour signifier et déterminer les nouvelles Terres découvertes dans le mouvement d'expansion européen. Il s'agissait, en forgeant cet outil conceptuel, de construire un support théorique capable de rendre compte de la nouvelle expérience historique, assimilant, à l'intérieur de l'horizon européen, les régions se trouvant par-delà les marges que les anciens avaient laissées par héritage comme mode premier de définition du lieu d'existence humaine. L'objectif de cet article est d'étudier le rapport entre l'établissement du concept de Nouveau Monde comme horizon renouvelé de délimitation du lieu d'existence humaine et le développement des nouveaux fondements pour le savoir occidental par le biais de la construction d'un discours historique qui s'assume comme différent par rapport à la tradition héritée, comme discours moderne.

Pour y parvenir, ce texte s'articule sur trois axes thématiques. Il montre premièrement la corrélation entre le discours historique et la découverte du Nouveau Monde, découverte qui vient modifier le mode de délimitation et définition de la réalité empirique de l'homme. Ce mouvement conduit – deuxième axe de notre recherche –, à la précision conceptuelle des notions cosmographiques des marges de la Terre que l'histoire traditionnelle avait laissées sans définition (*Inde, orbe, monde*). Cet article souhaite rendre compte du lien existant entre ces altérations dans l'ordre du savoir et le développement d'un esprit scientifique nouveau, qui se veut expressément moderne.

* Universidad Iberoamericana/Departamento de Filosofía. L'auteur remercie François Hartog et François Martinez pour leurs commentaires et suggestions.

La définition historique des Indes occidentales. Crise du discours historico-poétique et construction d'une histoire nouvelle

La découverte des Amériques implique une récupération critique du discours qui avait établi les limites que l'Occident s'était imposées depuis l'Antiquité par l'identification des termes de l'orbe de la Terre à l'étendue et aux projections représentationnelles de l'Empire romain. Arrivé au Nouveau Monde dès 1502, Bartolomé de Las Casas rend compte de cette configuration du savoir européen et confirme comment, aux premiers temps de l'expansion portugaise, les entreprises d'expansion au-delà des limites établies restaient sans réelle projection car ces Terres étaient considérées – comme pour l'Empire romain – inutiles, destinées aux bêtes : « ces critiques [de ceux qui s'opposaient à l'expansion] s'appuyaient sur l'argument que Dieu n'avait créé ces Terres que pour l'usage des bêtes » [Las Casas, 1994, p. 465]. Cherchant à surpasser cet obstacle épistémologique, Las Casas écrit son *Historia de las Indias* (1525-1561) et commence par un prologue où il fait une analyse des objectifs et des méthodes de l'histoire. Il s'agit, explique-t-il, de « poser les fondements et d'assigner les causes de tout ce que dans la chronique de ces Indes je me suis proposé de dire » [Las Casas, 1994, p. 337]. Dans ce schéma de représentation, l'histoire est un premier cadre général d'explication de la réalité humaine, le discours qui explique la condition de l'homme par le rapport ontologique constitué par les événements de la vie humaine dans sa projection temporelle : « Celui qui ignore les choses passées, comme incertain traverse les événements futurs » [Las Casas, 1994, p. 334]. Aussi dans le paragraphe relatif à « la grande utilité des choses passées » Las Casas définit-il l'histoire comme étant le récit de l'expérience humaine à partir duquel des enseignements moraux peuvent être tirés, de sorte que l'histoire est une éthique propédeutique, un savoir-guide pour la vie. L'histoire est donc nécessaire dans son enquête car elle traite des données premières de la réalité humaine (*res gestae, cosas acaecidas*), des faits réels vécus qui se constituent en premier élément de détermination de l'existence humaine. *Condición* est la catégorie qui vient signifier le cadre général d'explication visant à fonder la représentation du monde de ces historiens. Mais bien que la *condición* ainsi comprise soit caractérisée par le fait de souligner la réalité de l'homme comme rapport ontologique de son passé à sa projection comme événement futur, cette perspective temporelle n'épuise pas l'exercice historique des historiens des Indes occidentales. La *condición* est un cadre d'explication générale qui dépasse la temporalité de la réalité humaine. Il s'agit de décrire et de comprendre aussi le ciel et le sol, les bontés de la Terre et la disposition des régions [Las Casas, 1994, p. 451]. Effet de cette caractérisation épistémologique, l'histoire se cartographie et apparaît en corollaire de la cosmographie, pratique qui met en rapport le ciel avec la Terre et permet d'inscrire dans ses cartes les lieux dont les marins témoignent de l'existence.



L'histoire des Indes se développe ainsi en parallèle à l'essor nautique et cartographique du XVI^e siècle, de sorte que la cosmographie est le cadre de l'histoire. « La Cosmographie est la lumière de l'Histoire », explique à l'époque Gérard Mercator [Mercator, 1623, p. 30]. Écrire une histoire s'accompagne des descriptions par la ressemblance de la peinture : « *componer un libro y poner todo por el semejante de la pintura* », comme dit Las Casas [Las Casas, 1994, p. 528]. C'est dire que narrer l'histoire des Indes est le moyen premier pour décrire et comprendre la nature des Indes avec le dessein fondamental d'expliquer le monde, puisque le récit de l'histoire pose les fondements et montre les causes de la nouvelle réalité de l'homme représentée par les Indes.

Las Casas n'est pas le seul auteur à sentir le besoin d'histoire pour rendre compte du nouveau visage de la Terre et expliquer la nouvelle réalité à laquelle est confronté l'homme occidental. Une série de textes contemporains suivent cette perspective : c'est dans cette optique que Gonzalo Fernández de Oviedo écrit son *Sumario de la natural historia de las Indias* en 1526 et la première partie de son *Historia general y natural de las Indias* en 1535, et que Francisco López de Gómara publie son *Historia general de las Indias* en 1552. José de Acosta fait de même en 1589 avec son *De Natura Novi Orbis libri duo*, texte traduit en espagnol et complété par cinq livres une année plus tard sous le titre *Historia natural y moral de las Indias*. Deux historiens des Indes occidentales, deux penseurs qui ont pris en charge l'assimilation conceptuelle des nouvelles Terres dans la conscience européenne du XVI^e siècle.

Pour tous ces auteurs, l'histoire est le premier pas vers une compréhension de la réalité humaine et par conséquent, selon eux, le fondement de la philosophie et de la théologie. Ainsi José de Acosta écrit :

« Celui qui se plaira à comprendre les vrais œuvres de cette nature, si variée et si abondante, connaîtra le plaisir que donne l'histoire [...] Celui qui voudrait aller plus loin et parvenir à comprendre les causes naturelles des effets, pourra s'exercer à une bonne philosophie. Celui qui s'élèverait davantage dans sa pensée, et considérant au Grand et Premier Artisan de toutes ces merveilles, connaîtra le savoir et la grandeur de celui-ci, et nous pourrions dire qu'il fait de l'excellente théologie » [Acosta, 1985, p. 87].

Être le socle de cette pyramide est possible pour l'histoire car elle est la constatation directe du vécu, doctrine qui organise les connaissances empiriques. On passe par ascension successive de l'histoire à la philosophie, puis – pour cette conception – au champ dogmatique qui marque les limites de la connaissance humaine : la théologie. C'est la raison pour laquelle les historiens des Indes construisent en premier leur récit sur les Indes occidentales, sur des bases et selon des modes historiques.

La première tâche que se donnent les historiens des Indes est de récupérer le rôle fondateur que représente, pour le discours historique, le témoignage

direct. Par sa structure épistémologique, le caractère universel que ces historiens octroient à l'histoire ne correspond à leurs narrations que comme récit de vérité compris en tant que témoignage des choses expérimentées. Un historien est, pour reprendre l'expression de Fernández de Oviedo, un témoin direct (*testigo de vista*) [1944, tome I, p. 38-39]. D'où le premier obstacle que les historiens des Indes affrontent est le caractère contradictoire entre le discours historique hérité du Moyen Âge et les expériences tirées des voyages de découverte, notamment depuis la fin du XV^e siècle. Ils se donnent alors la tâche d'établir la distinction entre construction imaginaire et récit témoigné dans les enseignements hérités de la tradition par une confrontation entre les textes conservés et les faits témoignés dans les Terres nouvelles. Le problème de l'histoire ancienne fut, pour Acosta, de fondre jusqu'à confondre, poésie, histoire et cosmographie :

« [...] et tant dans les livres des poètes que dans ceux des historiens et des cosmographes antiques, la fin et les bornes de la Terre se situent à Cadix, en Espagne. C'est là qu'on édifia les colonnes d'Hercule ; c'est là que l'on fixe les termes de l'Empire romain ; c'est là que l'on dépeint les confins du monde » [Acosta, 1985, p. 30].

Des récits poétiques (les colonnes d'Hercule) et des faits historiques (l'Empire romain) sont, de la sorte, mis en parallèle jusqu'à en faire une identification complète dans le processus de délimitation du lieu d'existence humaine (les limites de l'Empire, les confins du monde). Tout commence, si l'on suit Las Casas, par Homère, qui dans ses vers invente des lieux et qualifie l'Espagne d'« extrémité de la Terre » [Las Casas, 1994, p. 455]. On a ainsi confondu, écrivent ces auteurs les récits d'Homère, César, Cicéron, Strabon, Pline, Mela, Marin, Ptolémée, Macrobe, Solin et Isidore de Séville.

Il faut donc, dans un premier moment de la construction d'un discours de vérité, « réduire la fable en histoire » [Las Casas, 1994, p. 419 et 425]. On vise, par cette réduction épistémologique, à obtenir un discours vrai, un discours adapté aux nouveaux faits constatés historiquement, par expérience. Ainsi, pour Acosta, l'histoire est un récit sur le cours des choses humaines, tandis que la poésie est une fabrique de fictions et de choses fantastiques [Acosta, 1985, p. 46]. En parlant du détroit de Gibraltar, Las Casas exemplifie : « [...] les poètes prétendent qu'il fut ouvert par Hercule, et que cela constitua l'un de ses travaux [...] » [Las Casas, 1994, p. 397]¹. Fernández de Oviedo, quant à lui, met en avant l'histoire face aux fables : ainsi, explique-t-il, plus importante que l'épisode d'Hercule ouvrant le détroit de Gibraltar et installant les colonnes qui portent son nom, a été la découverte des nouvelles Terres :

« [...] chose d'ailleurs plus digne et sans comparaison plus héroïque et plus grande que ce qu'a fait Hercule en ouvrant la mer Méditerranée à l'Océan, car les Grecs jusque-là n'ont jamais eu de connaissance ; et celui-ci est à l'origine de cette fable-là qui raconte

1. Dans ce même sens, Las Casas écrit : « De ces prés et de ces champs de délices [les Champs Élysées], les poètes prétendaient (*ingian*) ou pensaient vraiment qu'étaient dignes Minos, roi de Crète, et Rhadamante, roi de Lycie [...] » (*op. cit.*, p. 454).



que les monts Calpe et Avile [...] étaient joints et qu'Hercule les a ouverts, donnant par là l'entrée à la mer Océane et il a placé ses colonnes à Cadix et Séville [...] » [Fernández de Oviedo, 1996, p. 146-147].

Puis, López de Gómara :

« La navigation que firent les vaisseaux du roi Salomon était grande, mais celle des navires de l'empereur Don Charles est beaucoup plus grande. Le navire de Jason nommé Argos, tant réclamé des poètes et historiens, fit peu en comparaison de ce vaisseau, lequel devrait être mis pour triomphe et mémoire à l'arsenal de Séville. Les travaux et les dangers d'Ulysse ne furent rien par rapport à ceux de Jean Sébastien [Elcano] ; ainsi il mit dans ses armes la figure du monde et autour ces paroles : *Primus circumdeditime*, c'est-à-dire, tu m'as le premier environné, ce qui est bien conforme à sa navigation. » [López de Gómara, 1941, p. 236-237]

Comparaison, donc, au profit des faits historiques sur les récits mythiques car l'histoire se construit par le seul témoignage des faits réels qui n'acceptent plus les récits et les projections poétiques et leur approche de la condition de l'homme. En effet, les récits hérités de la fin du Moyen Âge décrivaient un horizon de délimitation de la réalité humaine qui s'est révélé faux. Le nouveau discours historique qui ressaisit le témoignage comme principe épistémologique de base acquiert sa caractérisation de discours renouvelé grâce à la constatation de l'existence des Indes occidentales, lesquelles viennent défaire l'horizon de délimitation de la réalité humaine transmis par le Moyen Âge tardif.

Inde, *orbe* et monde. Délimitation historique et précision conceptuelle de l'héritage du Moyen Âge tardif

Le manque de distinction claire entre histoire et poésie a donc été, à la base de la tâche inaccomplie de définition des contours de la Terre dans l'histoire héritée de la tradition ; c'est la raison pour laquelle les présupposés poétiques s'y sont instaurés comme des vérités historiques, géographiques et philosophiques. La grande rupture dans ce sens est l'incorporation des Indes occidentales à l'*orbe* de la Terre, c'est-à-dire l'existence de régions qui viennent bouleverser les fondements théoriques de la représentation du lieu de l'existence humaine.

Il faut bien comprendre l'ampleur de cette rupture. L'existence de nouvelles Terres non répertoriées ne questionnait pas forcément les fondements théoriques des limites hérités de la fin du Moyen Âge. Il suffisait alors de compléter les données quantitatives de sa représentation établie des Terres émergées. Les cartes géographiques de Ptolémée permettaient une telle possibilité ne montrant pas de limite concluante. Christophe Colomb est un cas exemplaire de cette possibilité. En effet, le navigateur s'inscrit directement dans la tâche d'une précision de l'idée tardo-médiévale des limites de la Terre cherchant à combler l'espace vide du côté de l'orient. « Car, écrit Colomb, ni Ptolémée ni ceux qui écrivent sur le monde ne savaient rien de cette moitié-ci, parce qu'elle était tout à fait ignorée. Ils ne se fondèrent (*hicieron ratz*) que sur l'hémisphère

sur lequel ils se trouvaient » [Colomb, 2000, p. 236]². Par ces mots, Colomb témoigne des limites du savoir géographique hérité par son siècle et à partir duquel il s'efforce d'organiser les connaissances dérivées de ses découvertes. Or, affirmer les limites de la connaissance de ceux qui ont écrit le monde témoigne d'un niveau épistémologique d'analyse d'après lequel, au moment de sa formulation, l'expérience d'appropriation du monde n'a pas été achevée de sorte qu'il reste des régions inexplorées. D'où, partant de nouvelles expériences de navigation océanique, ces régions demeurent sans représentation cartographique convenable. Colomb consigne donc son aventure dans la perspective d'un accomplissement épistémologique qui vient parachever l'image de la Terre. Il s'agit dans cette logique de compléter l'image de la Terre comprise comme représentation graphique du mode de définition du lieu de l'homme. C'est pourquoi, afin de compléter le profil de la Terre, Colomb s'est efforcé de bien délimiter l'Inde par son orient sans altérer le mode de définition de la *condición* de l'homme déjà établie par la tradition dont il est l'héritier.

Colomb cherche ainsi à donner une base historique aux limites orientales de l'Inde. Cette région orientale était en effet un lieu dont l'existence avait été attestée historiquement, mais dont la définition avait été posée par projection poétique. Pierre Martyr d'Anghiera la nomme « dernière limite du monde par l'orient », ou « ultime limite orientale » [Anghiera, 1990, p. 37, p. 55]. Et Las Casas écrit : « À la dite Inde aucun cosmographe n'a jamais marqué de limite avec aucune Terre ou province en direction de l'Orient, mais seulement avec l'Océan » [Las Casas, 1994, p. 370]. Acosta, quant à lui, affirme : « [...] dans notre langue vulgaire le vocable Indes est général, parce que l'usage et notre langage, en nommant Indes, signifie des Terres très éloignées, très riches et très étranges par rapport aux nôtres » [Acosta, 1985, p. 42]. Plus qu'un lieu faisant l'objet d'une cartographie avec des limites précises, *Inde* était un concept diffus. Ainsi, en tant que repère historique flou, *Inde* est un outil qui sert à Colomb à interpréter son entreprise sans entrer en contradiction avec son héritage. *Inde* est la projection spatiale d'un témoignage historique attendant patiemment sa délimitation cartographique :

« L'Amiral prétend, donc, qu'en allant à gauche vers l'occident, le territoire s'unit avec l'Inde Gangétique ; et que du côté du Septentrion, à droite, s'étend jusqu'à la mer Glacielles, au-delà des régions septentrionales et du pôle Arctique ; de sorte que les deux mers, à savoir, l'australe de là-bas et notre océan, se montrent dans les caps de cette terre-là, de la même façon que l'Europe est entourée par l'Hellespont et le Tanaïs et l'océan, ainsi l'océan Glacial comme celui de l'Espagne et le nôtre (d'Italie) » [Anghiera, 1944, p. 195, p. 31, p. 55 ; Fernández de Oviedo 1944, tome X, p. 280-290].

Mais *Inde* peut en même temps se poser à la base d'une définition entièrement historique et témoigner de la nouvelle circonstance de l'homme comprise comme dépassement des limites héritées. Ainsi, pour Anghiera,

2. Il s'agit en fait d'un extrait de Las Casas, fait sur un original perdu.



l'identification de ces terres à l'Inde faite par Colomb est problématique et reste ouverte à d'autres élaborations conceptuelles. Glosant les déductions colombines, Anghiera exprime : « je ne le nie pas dans sa totalité, mais la taille de la sphère paraît montrer autre chose » [Anghiera, 1990, p. 31].

Articulant lieu historique et espace projeté, témoignage et projection, d'un côté *Inde* est le lieu et le concept de confluence, des limites de la connaissance historique européenne de la Terre et, de l'autre, de ses projections visant la délimitation du lieu cosmographique général de l'homme. Autrement dit, *Inde* vient représenter les limites historiques et conceptuelles du mode de définition de la réalité humaine dont les historiens des Indes ont hérité de leurs prédécesseurs parce que s'y trouvent contenus deux concepts : *l'Inde*, en tant que lieu historique en quête de définition géographique, et *Inde*, comme espace de projection pour la réalité humaine en quête de détermination de sa circonstance. Ainsi, l'ouverture de l'horizon européen se fait sur le manque de définition de *Inde*, sur ses contours polysémiques, c'est-à-dire de *l'Inde* et d'*Inde*, de (*l'*)*Inde*. C'est donc par (*l'*)*Inde* que commence le processus d'assimilation conceptuelle et de définition historique des nouvelles terres ; des terres, elles aussi, qui doivent être répertoriées dans leur vérité historique et différenciées du niveau générique de définition qui les caractérise au niveau de leur description poétique.

Par là, la quête de la définition historico-conceptuelle de (*l'*)*Inde* met en cause les principes de définition du lieu de l'homme, c'est-à-dire des concepts d'*orbe* et de *monde*. *Orbe* est, en effet, à l'époque de la découverte du Nouveau Monde, le concept historique de définition de la réalité humaine selon le procédé historique romain de délimitation des Terres émergées et appréhendées conceptuellement (*orbis terrarum*), tandis que *monde* constitue le principe d'agencement permettant la définition conceptuelle des choses, et l'ordre que ces choses définies maintiennent entre elles. *Orbe* dessine de la sorte le premier horizon de délimitation de la réalité humaine qui se veut historique, mais que l'expérience n'a pas encore délimité de façon entièrement historique. Par son contour flou, l'*orbe* de la Terre s'inscrit dans un horizon plus large qui, le contenant, l'explique en dernière instance. Un horizon qui le fonde par un discours qui dépasse celui de l'histoire, constituant donc une projection discursive : *monde* est cet horizon, principe d'organisation permettant de saisir la circonstance de l'homme en dernier lieu et qui permet de trouver un espace général aux choses. Espace ouvert, sans limite historique de définition, sans besoin de définition historique, *monde* contient *orbe de la Terre* et peut, par là, offrir un cadre de définition général à des contours historiques flous. *Monde* et *orbe de la Terre* sont des concepts qui servent à définir et dont la propre définition reste dans l'état des connaissances du début des explorations transocéaniques, dans un lieu encore à définir dans les marges de la Terre, dans (*l'*)*Inde*.

C'est pourquoi, dans leur navigation qui prend le sens des marges de la Terre, de l'Inde historique, les marins de Colomb se pensent dans un autre monde, dans un espace dépassant leur réalité immédiate, franchit l'orbe de la Terre comme horizon de délimitation de sa circonstance : « Ils déduisaient [...] qu'ils devaient se trouver dans un autre monde et dans des régions distinctes de celles du leur » [Las Casas, 1994, p. 537]³. Colomb lui-même voit dans ces Terres un autre monde : « [...] nul Prince d'Espagne n'a jamais conquis de Terre hors de ses frontières excepté aujourd'hui, sauf maintenant que Vos Altesses ont ici un autre monde », puis il continue : « [...] Vos Altesses ont gagné ces Terres, si nombreuses qu'elles sont un autre monde » [Colomb, 2000, p. 242 et 265]. Cela n'implique cependant pas pour lui l'idée d'une entité séparée de l'orbe de la Terre de la tradition, mais une nouvelle démarcation par l'assimilation des terres ainsi découvertes. Comme il l'affirme lui-même, bien qu'il s'agisse de terres inconnues des Grecs et des Romains ce monde nouveau est un lieu assimilable aux régions de l'orbe de la Terre [Colomb, 2000, p. 225]. L'expérience historique de ces hommes est confrontée aux limites de leur horizon culturel ; autrement dit, ils se voient dans un autre monde, car l'élargissement de l'orbe de la Terre comme lieu d'existence de l'homme passe par l'appropriation historique des limites de représentation du monde en tant qu'espace général de l'existence humaine. Rappelons ce que Francisco López de Gómara écrivait : « De l'opinion des Philosophes est sorti le proverbe selon lequel quand on se trouve neuf en une chose, on semble être dans un autre monde » [López de Gómara, 1941, p. 9]. Pierre Martyr d'Anghiera parle ainsi d'Hernán Cortés comme « *conquistador* du Yucatán et d'autres mondes très neufs » ou de ses propres narrations comme traitant des « nouveaux mondes » [Anghiera, 1990, p. 122, p. 124]. Il s'agit donc de l'appropriation historique de l'horizon représentationnel de la réalité humaine, de nouveaux mondes qui font partie de la nouvelle réalité historique et donc, de « la moitié cachée du monde », « l'orbe inconnu ». Anghiera emploie, pour la description de l'ensemble de ces terres, le concept de nouvel orbe (*novus orbis*), c'est-à-dire qu'il le définit en fonction du principe de détermination historique de la condition de l'homme selon la tradition héritée (orbe) [Anghiera, 1990, p. 34, p. 55, p. 138, p. 164]. *Monde* acquiert de la sorte une signification historique qui l'identifie aux limites de représentation de la réalité humaine.

Cette définition historique de l'horizon mondain est accomplie par la construction du concept de *Nouveau Monde*, c'est-à-dire par son identification. Clairsemé dans les documents des explorateurs du XV^e siècle, le terme de

3. En outre, Las Casas affirme : « tous les marins eurent grand peur et devinrent tous très sombres, et recommencèrent à murmurer entre leurs dents, sans s'en ouvrir à Christophe Colomb, en voyant une chose si extraordinaire (*nueva*), qu'ils n'avaient jamais vue ni jamais observée (*experimentado*) et qui, par conséquent, leur faisaient craindre d'être dans un autre monde » ; « comme la Terre n'apparaissait jamais, ils ne croyaient plus rien de ce qu'ils voyaient, pensant que, puisque ces signes ne se concrétisaient pas, ils allaient à travers un autre monde d'où ils ne reviendraient jamais » (*op. cit.*, p. 533-534).



nouveau monde renvoie alors aux terres connues comme limites des lieux d'existence humaine qui, par leur précision, viendraient compléter l'image de la Terre déjà en place. Par contre, l'identification des terres découvertes par l'Occident à un monde historique désigné comme *Nouveau Monde* implique la définition historique des terres de l'orbe en même temps qu'un mouvement de dépassement de l'ordre épistémologique mettant en relation *orbe* et *monde*. Dans une lettre largement diffusée depuis son apparition (1503 ?), Amerigo Vespucci écrit :

« Ces régions nouvelles qu'il nous est permis d'appeler le Nouveau Monde, puisqu'on n'en eut chez nos ancêtres nulle connaissance, et que c'est là chose absolument nouvelle pour ceux qui en entendent parler, et qui dépasse les estimations de nos anciens, lesquels disent pour la plupart qu'au-delà de la ligne de l'équinoxe, et vers le sud, il n'y a pas de continent, mais seulement une mer qu'ils appelèrent Atlantique ; et s'il y en eut pour assurer qu'il y avait là un continent, ils refusèrent, pour bien des raisons, que ce fût une terre habitable » [Vespucci, 1986, p. 89].

Comme les nouveaux mondes qui l'ont précédé, il s'agit dans ces terres occidentales de « choses absolument nouvelles pour ceux qui en entendent parler », mais surtout il s'agit de terres qui dépassent les principes de définition des anciens, leurs « estimations ». Ce dépassement au-delà des lignes de l'équinoxe, comporte une historisation qui ne se limite pas à celle de l'orbe du monde dans ses contours flous ; la portée de ce dépassement rattrape les principes conceptuels sur lesquels *monde* s'est construit, l'espace de projection poétique pour le construire selon des principes historiques. Nouveau Monde, un autre monde, différent de celui de la tradition, objet nouveau, construit maintenant historiquement, comme lieu témoigné, menant à une nécessaire redéfinition du concept qui offre son espace au lieu historique de l'existence humaine.

L'utilisation subséquente des termes d'*orbe* et de *monde* par les historiens des Indes répond à cette identification historique, c'est-à-dire à l'assimilation en histoire de l'horizon représentationnel général de la réalité humaine, à l'incorporation des espaces construits par des projections discursives des lieux historiques qui sont maintenant déterminés de manière exclusive par des témoignages directs. À cet égard, le raisonnement de López de Gómara est très significatif pour parler des terres découvertes comme d'un nouveau monde, même si le monde, dit-il, n'est qu'un seul : « Bien que, quant à moi, explique-t-il, je crois qu'il n'y a qu'un monde, je nommerai toutefois souvent deux mondes dans cet ouvrage, pour changer les noms (*variar de vocablos*) en une même chose, et pour mieux m'entendre appelant nouveau monde les Indes d'où j'écris » [López de Gómara, 1941, p. 10]. López de Gómara est, dans la nouvelle situation à laquelle il est confronté, motivé pour *variar de vocablos* afin de distinguer les deux aspects qui s'y entrecroisent, espace projeté et lieu historique : il y a donc un monde en tant qu'espace général de définition de toutes les choses (« il n'y a qu'un monde », dit-il) et des mondes

comme limites historiques (« les deux orbes du monde ») [López de Gómara, 1941, p. 28].

C'est donc la raison pour laquelle la confirmation de l'Amérique comme entité différente et externe aux limites héritées par les explorateurs nécessite une nouvelle définition de la *condición* générale de l'homme, et donc d'une nouvelle histoire qui fait sienne la problématique de définition des contours de la Terre : le nouvel orbe, pensé dans sa différence face à l'orbe romain, vient modifier la représentation traditionnelle et actualise l'exigence d'une redéfinition historique du lieu de l'homme par un nouveau rapport entre ses concepts de détermination historique (*orbe de la Terre*) et de définition générique (*monde*). (*L'Inde*, marge de l'orbe de la Terre et début de l'espace général de toutes les choses, lieu ambigu de leur confluence, est le concept devant être défini comme réalité historique menant à la définition des concepts d'*orbe* et de *monde* et, ainsi, à la constitution historique des Indes occidentales, du Nouvel Orbe, du Nouveau Monde.

Le Nouveau Monde, la nouvelle histoire et la modernité. L'établissement des nouvelles limites de la réalité humaine dans le développement d'un nouvel esprit scientifique

Le nouveau discours historique ne se limite pas à la constatation de l'existence des nouvelles terres et de son insertion dans la représentation graphique de la terre, héritée à la fin du Moyen Âge. Il constitue un mouvement qui vient modifier le rapport de l'homme au réel par le biais d'un nouveau mode de détermination de l'horizon de définition des lieux d'existence humaine : par la découverte du Nouveau Monde et le développement du discours historique de son assimilation conceptuelle, on a outrepassé les concepts occidentaux de définition de la réalité humaine. De cette manière, les bases théoriques du savoir hérité sont bouleversées, et demandent une modification des méthodes de construction du réel. Il s'est créé de la sorte un mouvement de critique qui dépasse l'accomplissement épistémologique envisagé par les premiers explorateurs et pose de nouveaux fondements pour la connaissance. En effet, par le dépassement pratique et conceptuel des limites historiques et représentationnelles traditionnelles que ces nouvelles terres induisent, s'ouvre un nouvel horizon de réflexion pour déterminer la réalité humaine : « [...] s'agissant des terres nouvelles, elles donnent plus à considérer » [Acosta, 1985, p. 9]. D'après cet auteur, les limitations des descriptions de la Terre élaborées par les anciens, sont le résultat de l'expérience qui était la leur : l'élaboration des bases théoriques explicatives de leur monde correspondait à leurs connaissances empiriques [Acosta, 1985, p. 33]. Les développements théoriques des anciens étaient limités par leurs expériences géographiques, de telle sorte qu'Acosta doit interpréter correctement les enseignements de la tradition à la lumière des nouvelles découvertes pour en garder



la véritable doctrine⁴. Ainsi, la nouvelle expérience provenant des voyages d'exploration dicte une nouvelle approche pour la saisie conceptuelle de la rupture qu'elle signifie. La situation que les historiens des Indes doivent affronter est celle d'un obstacle géographique de délimitation historique de l'horizon de la réalité humaine constituant ainsi un obstacle au niveau des fondements du savoir européen et de sa conception du réel. Le résultat de la confrontation entre savoir hérité et témoignages des voyages d'exploration est une redéfinition des contours de la Terre ainsi que de son support conceptuel.

C'est pourquoi, depuis ses débuts, le mouvement d'expansion européen a affronté ses limites géographiques en tant qu'obstacle épistémique majeur, celui de l'horizon de délimitation de la réalité humaine au-delà de l'obstacle épistémologique qu'il représentait comme image inachevée des contours de la Terre. L'histoire nouvelle se construit, en effet, par un dépassement géographique qui rejoint le support conceptuel et l'emplacement précis que cette barrière occupe sur la face de la Terre : il s'appelle *Cap Non* (*Cabo de No*), limite pratique et conceptuelle de la réalité de l'homme occidental à l'époque. Las Casas écrit : « [...] de la côte d'Afrique et d'Éthiopie située le long de l'Océan on n'avait découvert que jusqu'au cap ou promontoire que l'on appelait jadis le Cap Non, ce qui voulait presque dire, qu'au-delà de ce point ou bien il n'y avait plus de terre, ou qu'il n'était pas possible de passer outre » [Las Casas, 1994, p. 459-460]. La constatation négative du lieu géographique qu'il est (*Cap Non*) vient signifier et rendre évidentes les limites de la connaissance humaine, de sa reconnaissance géographique de la planète, de ses fondements pour la conformation du savoir : *Cap Non* était l'expression empirique du problème ontologique de définition des limites du lieu d'existence de l'homme. Par conséquent, la connaissance de la *condición* de l'homme passe, comme l'un de ses axes prioritaires, par une rupture géographique, une rupture qui implique le dépassement des lieux connus et des limites reconnues, en même temps que l'élaboration d'un nouveau support conceptuel d'explication de la réalité humaine. Las Casas parle de la découverte qui a ouvert « les chemins de l'Océan » et l'emploie comme argument explicatif du nouvel essor scientifique : « il a été nécessaire d'ouvrir les portes que l'obscurité de l'oubli et le brouillard de l'antiquité avaient fermées, en découvrant ce qui restait inconnu et en cherchant des nouvelles de ce que l'on ne connaissait pas » [Las Casas, 1994, p. 335, p. 470, p. 495]. Il s'agit donc d'un vouloir-connaître, pour le dire avec les mots de Las Casas, les côtes et rivières de la Terre et la mer : une quête donc pour connaître, sans la contrainte des limites tant des connaissances acquises que des fondements théoriques médiévaux [Las Casas, 1994, p. 501].

Ce questionnement est cadré par des préceptes scolastiques et donc en concordance avec les traditions héritées de la fin du Moyen Âge et leurs repré-

4. « Il convient de pardonner au philosophe [= Aristote] d'avoir cru les historiens et les cosmographes de son temps » [Acosta, 1985, p. 33].

sentations du monde : le vouloir-savoir ou désir de connaître que ces auteurs revendiquent s'inscrit dans la droite ligne de l'interprétation scolastique d'Aristote, particulièrement du livre A de la *Métaphysique* : « par nature, tout homme désire savoir et l'entendement rationnel le fait et le rend plus excellent que nul autre animal » [Fernández de Oviedo, 1944, Tome I, p. 26]. En affirmant « le naturel désir de savoir », López de Gómara développe : « Certains, cependant, ont ce désir plus que d'autres, car ils ont réuni l'industrie et l'art à l'inclination naturelle de savoir ; et ceux-là obtiennent les meilleurs secrets et raisons des choses que la nature fait [...] » [López de Gómara, 1941, p. 7] C'est donc dans ce contexte représentationnel scolastique que le nouvel horizon historique et conceptuel est ouvert.

Mais on sait que le mouvement ici décrit se fonde sur « la réduction de la fable en histoire ». Cela veut dire qu'il pose ses fondations sur la nette séparation entre histoire et poésie. C'est en effet par ce biais que les historiens des Indes construisent l'élément caractéristique de leur méthode, ce en quoi consiste leur proposition épistémologique et le bouleversement épistémique qui en découle, venant s'opposer à la tradition qu'ils reçoivent en héritage : garder comme repères les doctrines héritées des philosophes, historiens et cosmographes anciens pour, à partir du témoignage direct des sens dans les nouvelles terres, se faire guider par la raison⁵. C'est à ce moment qu'une dislocation opère à l'intérieur des préceptes scolastiques de délimitation du lieu de l'homme et suscite une rupture majeure, une rupture qui dépassant le cadre épistémologique, au niveau de la représentation graphique des terres émergées, de manière à motiver une nouvelle formation épistémique et, donc, au niveau des fondements du mode de détermination du lieu de l'existence humaine sur lequel la représentation graphique de la Terre s'établit et se développe.

Rappelons que, dans le savoir hérité de la fin du Moyen Âge, la poésie se mêle à l'histoire et s'y constitue en mode d'appropriation des espaces se trouvant par-delà l'expérience historique européenne, le propre de la poésie étant d'embrasser toutes les possibilités de la réalité humaine. La réflexion rhétorique héritée par les historiens des Indes suit Aristote et considère la poésie comme plus universelle que l'histoire. Depuis cette perspective, la poésie offre un champ universel d'explication qui dépasse l'histoire et les faits mêmes qu'elle évoque : la poésie contemple et examine l'universalité du possible, tandis que l'histoire ne fait que s'occuper d'une partie, celle qui correspond aux événements. C'est pourquoi, en fait, la poésie s'est constituée en élément pour saisir les limites du monde par delà les constatations historiques : elle contient le

5. À ce propos Acosta écrit : « nous découvrons tant de propriétés admirables au sujet de cette ligne [= équinoxiale] que les esprits s'éveillent et travaillent à en rechercher les causes, se guidant, non tant sur la doctrine des anciens philosophes que sur la véritable raison et l'expérience. » [Acosta, 1985, p. 65] Puis, dans le livre III, chapitre 2, il procède « selon Aristote et la raison ». Las Casas parle d'un usage combiné des autorités et des raisons naturelles [Las Casas, 1994, p. 379].



champ du possible sur lequel une éventuelle constatation des limites pourrait s'inscrire, elle est l'espace général dans lequel les événements trouvent leur place particulière. La poésie est donc capable de compléter l'histoire et de construire l'espace dont cette dernière n'a pas les moyens d'offrir un témoignage. Le poète Lucain, atteste Acosta, critiquait Jules César dans son enquête visant à trouver les sources du Nil : « à quoi te sert, Romain de vouloir rechercher la naissance du Nil », écrit Lucain d'après la citation fournie par Acosta. Cette définition donc, la précision du lieu de naissance du Nil, est pour le poète et la poésie qu'il représente, une quête infructueuse si elle est menée par l'histoire. Pour le poète, cette quête fait partie de l'espace de la poésie car, d'après la citation que fait Acosta de Lucain qui s'adresse directement au fleuve, « ta naissance [du Nil] est si cachée, que le monde ignore tout ce que tu pourrais être (*ignora el mundo todo cuyo seas*) » [Acosta, 1985, p. 32]. Le Nil appartient, dans ce schéma représentationnel du monde romain antique attesté par Acosta, aux marges de la Terre ; il est donc espace de poésie. Dans cette perspective, dans l'appropriation des marges de la Terre par assimilation poétique, la détermination de sa place dans l'orbe de la Terre ne peut être qu'infructueuse. Autrement dit, le concept de *monde*, le concept poétique de *monde*, est la condition de possibilité de l'*orbe de la Terre* dans son manque de constatation historique. Ainsi, le lieu d'existence de l'homme était jusqu'alors déterminé dans ses confins les plus lointains par des projections poétiques tirées des récits hérités depuis l'Antiquité. Avec les voyages d'exploration européens dès le XV^e siècle, ce n'est plus à la poésie de décrire le monde dans ses confins. Cela relève du témoignage historique, l'expérience des explorateurs se substituant à la projection poétique.

Ce développement du discours historique est donc possible quand il s'approprie l'espace jadis projeté par le discours poétique, quand l'histoire reprend les espaces légendaires en les construisant de manière testimoniale, quand elle incorpore en son sein la problématique de la condition de l'homme et de ses limites. C'est ce qui se passe avec la conceptualisation comme *Nouveau Monde* des terres découvertes par l'Occident. L'histoire ouvre ainsi la détermination de la réalité humaine à tous les aspects de sa circonstance, ce qui élargit son horizon de manière à réincorporer les déterminations spatiales de l'être humain. Le discours historique est par là redimensionné à un niveau ontologique plus général que la seule temporalité, et se réapproprie la détermination de la *condición* de l'homme dans sa double condition d'espace général de l'être humain et de lieu concret de son existence. Il peut dès lors prendre en charge la délimitation de l'endroit qui signifiait le champ des projections poétiques : (*l'Inde*).

L'argument de Las Casas pour réfuter l'identification des Hespérides avec les terres récemment découvertes est ici éclairant. « Si les poètes les ont situées en Afrique, c'est-à-dire, près de la terre ferme d'Afrique, il est clair que les Hespérides n'ont pas été ces Indes-là » explique-t-il. Le lieu des Hespérides,

appartenant au discours poétique, est un lieu fictif, et les lieux sur lesquels l'histoire trace ses nouvelles caractéristiques est un lieu vérifié. Par cet argument, les historiens des Indes établissent (à la manière des historiens de l'Antiquité grecque) un principe épistémologique fondamental dans le processus de détermination de la nouvelle circonstance de l'homme : c'est la constatation topique d'un événement, l'identification entre lieu et fait, qui lui octroie sa condition historique, faisant l'objet d'un récit de vérité. C'est pourquoi le lieu, condition de la réalité des événements et dimension spatiale de la condition de l'homme dans sa détermination historique, se constitue comme un principe de structuration doctrinale des faits véridiques et donc en élément premier d'opposition à la projection et création d'espaces poétiques. C'est la structure même du discours sur la condition de l'homme, de la *condición* qui amène les historiens des Indes à dégager la poésie de l'histoire, à se défaire des espaces fantastiques pour se réapproprier les lieux historiques. C'est par le lieu que l'histoire et la poésie (y compris, par voie de conséquence, l'histoire fondée en poésie) se différencient : « une chose est que les poètes aient parlé des Gorgones femmes, une autre des Gorgones îles » [Las Casas, 1994, p. 422].

C'est pourquoi, bien que l'histoire comme fondement de l'éthique propédeutique soit présentée par les historiens des Indes comme repère premier pour la description et assimilation conceptuelle des Indes, ce sont ces dernières – une réalité spatiale nouvellement témoignée et conceptualisée comme Nouveau Monde, ouvrant un horizon plus large que l'orbe de la Terre – qui, s'incorporant à la représentation européenne du monde, constituent un fait nouveau questionnant les présupposés historiques de la civilisation européenne hérités de la fin du Moyen Âge. Il ne faut donc pas voir dans la description ainsi faite des Indes occidentales un témoignage des expériences dans les nouvelles terres, avec le seul objectif de les décrire par elles-mêmes et de compléter l'image européenne du monde : leur incorporation comporte une étude de leur *condición* menant à une redéfinition du mode de détermination de la réalité humaine telle qu'elle a été conceptualisée jusqu'alors dans l'Europe latine.

Il existe un rapport d'ordre épistémique entre l'*ouverture* de l'horizon du monde européen et le développement d'une nouvelle façon de scruter la nature : le renouvellement du mode de définition du lieu de l'homme induit des développements non seulement des contenus dogmatiques, mais aussi des méthodes d'élaboration de la connaissance, l'assimilation historique du Nouveau Monde impliquant une réélaboration conceptuelle des circonstances de l'existence humaine, contribuant par là à l'établissement d'un nouveau regard sur la nature. La rupture opérée par la détermination historique des lieux dans l'abandon de la poésie constitue ainsi un mouvement de nouvelle élaboration des fondements du savoir et du désir de savoir. « L'inclination pour rechercher (*inquerir*) » dont parlent les historiens des Indes, celle de l'Infant Henri le navi-



gateur et, en général, des explorateurs des nouvelles terres, se place sur ce nouveau support historique [Las Casas, 1994, p. 460]. Si, comme l'affirme Acosta, il se développe un nouvel esprit qui pousse à la curiosité et au *vouloir-connaître* des choses nouvelles, c'est dans ce cas-là, grâce aux possibilités que l'histoire offre comme savoir sur la *condición* de l'homme [Acosta, 1985, p. 87].

On trouve ici l'une des racines de l'importance croissante du témoignage comme base du processus de scrutation de la nature. L'élargissement de l'horizon de délimitation de la réalité humaine se fait par le biais de sa détermination historique qui se constitue en base de son approche de la réalité. En effet, dépasser de telles limites a été, dans la mouvance de dépassement des limites traditionnelles, une expérience historique, vérifiable et dont on pouvait et devait témoigner. La condition de possibilité de cette situation et de la rupture qu'elle suscite, est la récupération du besoin de détermination du lieu des faits pour le récit historique : la précision historique, attestée, des concepts de *monde*, *orbe* et *Inde*, et donc, leur analyse critique en partant des faits de l'expérience. Il s'agit de se trouver présent dans les lieux dont on rend compte pour voir par ses « yeux du corps (*vista corporal*) » [Las Casas, 1994, p. 345, p. 354 ; Acosta, 1985, p. 86]. La nouvelle histoire des Indes occidentales pose ainsi l'expérience comme une de ses méthodes fondamentales ; cette dernière, principe de connaissance « plus manifeste » que toute raison et démonstration philosophique est, en effet, le principe conducteur dans les affaires concernant les voyages [Acosta, 1985, p. 93]. C'est sur elle que reposent les principes de l'inférence [Acosta, 1985, p. 19]. Le lieu ainsi expérimenté et délimité, récupéré pour sa définition par le nouvel exercice historique, ouvre avec sa nouvelle condition les possibilités d'une nouvelle construction de l'expérience du monde. Ce mouvement épistémologique est un souci pour construire les catégories d'appréhension de la réalité par une adéquation aux faits de l'expérience.

Par cette nouvelle description des marges de délimitation de l'existence humaine, par la définition historique et conceptuelle de (*l'*)*Inde*, de *l'orbe de la Terre* et du *monde*, ces auteurs s'éloignent des doctrines dont ils sont les héritiers, c'est-à-dire, pour reprendre leur vocabulaire, des *anciens* et de *l'Antiquité*. Il naît de la sorte une opposition envers l'antiquité, la construction d'un orbe non-ancien défini historiquement, un monde nouveau qui est une *Inde* autre, des *Indes* autres, les *Indes occidentales*. Corollaire de cette approche, concevant leur savoir comme différent et nouveau, opposé à la tradition et aux anciens, les historiens des Indes se considèrent comme des auteurs *modernes*. Las Casas parle de « la modernité des connaissances que nous avons des secrets recelés par la mer Océane », tandis que Fernández de Oviedo qualifie de « moderne et expérimentée » la cosmographie développée à son époque, et appelle conséquemment modernes les nouveaux cosmographes, explicitant

leur opposition à « l'ancien Ptolémée » [Las Casas, 1994, p. 429 ; Fernández de Oviedo, 1944, tome I, p. 88, tome X, p. 279].

S'opposant à son héritage médiéval par le biais d'une appropriation attestée des terres récemment incorporées à l'horizon européen, l'historiographie du Nouveau Monde développe un discours fondé sur l'expérience directe, vécue dont on peut constater la véracité. Le nouveau discours historique est confronté au mode d'appropriation du Moyen Âge tardif des marges de la Terre, des régions jusqu'alors incorporées à la réalité européenne par des récits légendaires, par des projections poétiques, de manière à développer de nouveaux contenus épistémologiques (connaissances acquises) et à construire dans le même temps un nouveau socle épistémique (les fondements théoriques sur lesquels les connaissances acquises se développent). L'opposition ancien-modernité dont ces historiens des Indes participent constitue une rupture dans l'ordre du savoir qui a son fondement dans les modifications des modalités d'existence, de la *condición* de l'être humain, laquelle fixée dans ses limites historiques et conceptuelles depuis l'antiquité romaine, se voit modifiée dans sa représentation graphique et bouleversée dans ses fondements conceptuels par l'incorporation géographique, historique et conceptuelle du *Nouveau Monde*.

BIBLIOGRAPHIE

- ACOSTA José (de), *Historia natural y moral de las Indias*, México, Fondo de Cultura Económica, 1985, 444 p.
- ANGLERÍA Pedro Mártir (de), *Cartas sobre el Nuevo Mundo*, Madrid, Polifemo, 1990, 149 p.
- ANGLERÍA Pedro Mártir (de), *Décadas del Nuevo Mundo*, México, Porrúa, 2 vol, 1944.
- COLÓN Cristóbal, « Relación del tercer viaje », in *Los cuatro viajes ; Testamento*, Madrid, Alianza Editorial, 2000, 301 p.
- COLÓN Cristóbal, *Œuvres complètes*, édition établie et présentée par Consuelo VARELA et Juan GIL, traduit de l'espagnol par Jean-Pierre CLÉMENT et Jean-Marie SAINT-LU, Paris, La Différence, 1992.
- LAS CASAS Bartolomé (de), *Histoire des Indes*, traduit de l'espagnol par Jean-Pierre CLÉMENT et Jean-Marie SAINT-LU, Paris, Seuil, 2002.
- LAS CASAS Bartolomé (de), « Historia de las Indias », in *Obras completas*, Madrid, Alianza Ed., 1994, 824 p.
- FERNÁNDEZ DE OVIEDO Gonzalo, *Sumario de la natural historia de las Indias*, México, Fondo de Cultura Económica, 1996, 279 p.
- FERNÁNDEZ DE OVIEDO Gonzalo, *Historia general y natural de las Indias*, Asunción, Guaranía, 1994.
- FERNÁNDEZ DE OVIEDO Gonzalo, *L'histoire naturelle et générale des Indes, Isles et Terre Ferme de la Grand Mer Océane*, traduite de Castillan en François, Paris, Imprimerie de Vascosan, 1555.
- LÓPEZ DE GÓMARA Francisco, *Historia general de las Indias*, Madrid, Espasa-Calpe, 2 vol, 1941.
- LÓPEZ DE GÓMARA Francisco, *Histoire générale des Indes occidentales et Terres neuves, qui jusques à présent ont été découvertes*, Paris, chez Michel Sonnius, 1584.



- MERCATOR Gérard, *Atlas sive Cosmographicae Meditationes de Fabrica Mundi et Fabricati Figura*, Amsterdam, Sumptibus & typis aenis Henrici Hondii, 1623.
- MERCATOR Gérard, *Nouveau théâtre du monde ou Nouvel Atlas comprenant les tables et descriptions de toutes les régions [sic] de la Terre, divisé en deux tomes*. [L'Atlas de Gérard Mercator et

- d'Hondius, augmenté d'un Appendix] Amsterdam, chez Henry Hondius.
- VESPUCCI Amerigo, *Le Nouveau Monde, récits de Amerigo Vespucci, Christophe Colomb, Pierre Martyr d'Anghiera*, traduit et commenté par Jean-Yves Boriaud, Paris, Les Belles Lettres, 1992.
- VESPUCCI Amerigo, *Cartas de viaje*, Madrid, Alianza Editorial, 1986, 139 p.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

L'élaboration du concept de *Nouveau Monde* est directement liée au mouvement de renouvellement des fondements du savoir médiéval européen. La constatation de l'existence des terres au-delà des horizons imposés par les modes de construction du savoir hérités de la fin du Moyen Âge mène à une réélaboration du discours historique qui avait établi de telles limites. Cette réélaboration passe par la précision du discours historique et sa distanciation vis-à-vis du discours poétique de manière à rendre possible la délimitation historico-cosmographique de l'Inde et du Nouveau Monde. La pensée européenne établit alors les principes modernes de construction du savoir : la revalorisation du témoignage et sa confrontation à la raison.

La elaboración del concepto de *Nuevo Mundo* es directamente conectada con el movimiento de renovación de los fundamentos del saber medieval europeo. La constatación de la existencia de tierras mas allá de los horizontes impuestos por los modos de construcción del saber heredados del fin de la Edad Media conduce a la reelaboración del discurso

histórico que había establecido tales limites. Esta reelaboración pasa por la precisión del discurso histórico y su distanciamiento del discurso poético para hacer posible la delimitación histórico-cosmográfica de India y del Nuevo Mundo. El pensamiento europeo establece los principios modernos de construcción del saber: la revalorización del testimonio y su confrontación con el razón.

The articulation of the concept of *New World* is directly linked to the renewal of the foundations of European medieval knowledge. Realizing the presence of land beyond the horizons defined by modes of knowledge-construction inherited from the late Middle-Ages led to a reconsideration of the outdated historical discourses which had established such boundaries. This rearticulating entailed the elaboration of an accurate historical narrative, thenceforth distanced from poetic discourse so as to allow the historical and cosmographical delineation of India and the New World. European thought thus established modern principles of knowledge-construction: the re-evaluation of testimony and its rational analysis.

MOTS-CLÉS

- Nouveau Monde
- Inde
- *Orbe*
- Modernité
- Histoire

PALABRAS CLAVES

- Nuevo Mundo
- India
- *Orbe*
- Modernidad
- Historia

KEYWORDS

- New World
- India
- *Orbe*
- Modernity
- History

Penser le Nouveau Monde

L'antiquité de la Découverte

Une persévérante querelle des Anciens et des Modernes, cristallisée dans le découpage des périodes de l'histoire, continue de partager les historiens sur le sens qu'il convient de donner aux explorations atlantiques de la fin du Moyen Âge. Aujourd'hui encore, les Grandes Découvertes servent à distinguer deux linéarités chronologiques, rarement croisées, selon que le Vieux Continent ait connu, ou non, l'existence de l'Amérique. Faîte de cette persistante disjonction séparant histoire médiévale et histoire moderne, l'interprétation qui est donnée aux voyages de Christophe *Colon* – plutôt que *Colomb* – fait de ces derniers le point de départ de l'époque moderne¹ : l'entrée du Nouveau Monde dans le champ des savoirs géographiques aurait, disait-on, balayé la noire ignorance médiévale, qualifiée hélas bien plus souvent de « croyance », que de savoir méthodique. Par ce procédé, maintenu artificiellement par les découpages institutionnels de la communauté scientifique, l'histoire des voyages maritimes accrédite l'illusion selon laquelle il aurait existé une année zéro de l'Atlantique. Une telle assertion écarte logiquement toute interprétation dans la durée et, *in fine*, livre les voyages de Colon au flottement interprétatif. Entre pierre tombale du Moyen Âge et pierre de fondation de la modernité, les voyages du Génois sont devenus un fait hors du temps, d'origine aléatoire ou chaotique et, donc, support d'imaginaire.

Il tombe pourtant sous le sens qu'une découverte n'est jamais le fruit du hasard et le lecteur conviendra aisément que l'on ne trouve que ce que l'on cherche, sans quoi le fait nouveau ne s'intègre pas au savoir. Il tombe également sous le sens que la démarche de l'historien n'explique pas les faits par une

* Université de La Rochelle/OTÉLO/LAMOP.

1. Nous adopterons l'orthographe « Colon », plutôt que « Colomb », celle-ci se révélant plus proche du sens providentiel que l'Amiral avait voulu conférer à l'écriture castillane de son nom.

démarche régressive et que, pour reprendre les découpages de nos périodes de l'Histoire, les Grandes Découvertes sont l'évidente conséquence des évolutions du Moyen Âge européen plutôt que celle des siècles ultérieurs. Néanmoins, une relation cartographique des voyages conduit trop souvent à raisonner sur la mort lente des croyances et des géographies anciennes – se méprenant ainsi sur le sens médiéval de la *fabula* et du *mappa mundi* – en refusant d'observer les logiques des persistances mentales. La cosmographie chrétienne occidentale, que l'on se hâte de faire mourir au gré des Grandes Découvertes, avait pourtant aisément survécu au premier XVI^e siècle : plus d'un siècle sépare le franchissement de l'Équateur des premières remises en cause de l'ordonnement du monde. Nous ne sommes donc pas en face d'une résistance, mais d'une rémanence exceptionnelle. La représentation du monde ne doit pas être observée par le prisme de son lent reflux, mais par celui de sa longue stabilité. Existe-t-il une modernité dans les explorations maritimes de la fin du Moyen Âge ?

Nous soutiendrons ici l'idée inverse. L'explication de la modernité, concept historiquement daté qu'il convient d'écarter de notre contemporanéité passe nécessairement par sa construction médiévale, si bien qu'à notre avis, seule une conception régressive de l'histoire, alliée à la croyance en l'existence d'une année zéro de l'Atlantique, a pu voir une rupture dans les transgressions océaniques de la fin du XV^e siècle et du début du XVI^e siècle. En effet, un discours sur la genèse de l'Atlantique des Européens a conduit à appliquer à celle-ci une modernité des XVII^e et XVIII^e siècles, en gommant le contexte initial par la surimposition de données ultérieures. Afin d'écarter des spéculations de longue durée mal maîtrisées, nous ferons nôtre cette lapalissade selon laquelle quinze minutes avant d'être découvert, le Nouveau Monde était encore ancien. La Découverte, pensée et désignée comme telle, nous semble résolument et totalement médiévale puisqu'elle naît d'une époque exploratrice. En fait de voyages, le Nouveau Monde s'inscrivait sans faille aucune dans les sommes de savoirs issues des spéculations savantes engagées plusieurs siècles auparavant. Contre toute attente, la circulation des nouvelles a ensuite fait de la pensée de l'Amérique une occasion de restaurer les savoirs anciens de l'Occident européen car, en réalité, loin d'être rejetée par l'expérience des navigateurs, la cosmographie médiévale trouva là une splendide confirmation, plutôt qu'une invalidation. Au final, le Nouveau Monde fut d'abord pleinement intégré aux principes de la cosmographie chrétienne, ainsi régénérée, puisqu'elle avait démontré sa justesse. En ouvrant au regard de l'Européen l'horizon de ce qu'il connaissait de la Création et qui était issu du savoir méthodique médiéval, le Moyen Âge s'était réalisé pleinement dans sa découverte.



La Découverte dans les savoirs cosmographiques du Moyen Âge

Aucune carte issue de la géographie médiévale ne suffit à appréhender le sens que l'homme retirait de son existence sur la Terre. Première des certitudes du Moyen Âge, le monde est inconnu dans sa plus grande partie [Gautier-Dalché, 1996, p. 77-103]. L'Européen sait d'abord qu'il ne sait pas et cette conscience de son ignorance fonde son désir d'appréhender l'ampleur de l'œuvre du Créateur. Reprenons ici quelques fondements de la cosmographie médiévale à l'heure des Grandes Découvertes. L'existence humaine s'ébat sur une sphère, sphère bordée par la figuration d'une étroite marge océanique qui s'encastre dans une cascade de voûtes célestes et terrestres. Le Chrétien ne connaît qu'un quart du monde – l'*oikoumène* ou *Orbis Terrarum* – le monde connu où l'homme a échoué après la Chute et le Déluge. L'homme réside donc là où le Créateur l'a exilé en faisant pérégriner ce navire-monde qu'était l'arche de Noé². Les environs de ce centre du Monde qu'est Jérusalem furent alors peuplés et c'est dans cette ville que le Christ viendra faire s'achever l'Histoire des bannis. La représentation du monde en image, dite du T dans O, a conduit à bien des erreurs d'interprétation. Gardons à l'esprit que l'image n'a pas les fonctions de la carte mais celles de la didactique et de l'apprentissage [Carruthers, 1998, p. 197]. Elle n'est pas savante, mais destinée au vulgaire lettré ignorant en astronomie [Gautier-Dalché, 2002, p. 35-61]. L'océan qui y est représenté n'est pas l'anneau marginal étroit que la figuration laisse imaginer à un observateur de notre époque. Bien au contraire, c'est dans la marge que se rencontre le sens des choses et l'importance d'un fait représenté [Schmitt, 2002, p. 329-361].

Un type de représentation, dit du T dans l'O, se diffuse dans les manuscrits européens à la fin du Moyen Âge, sans doute à partir d'une interprétation des *Étymologies* d'Isidore de Séville. Ce *mappa mundi* n'est pas une carte terraquée mais un outil d'apprentissage destiné aux lettrés ignorants. Il représente les logiques de l'*oikoumène* ancien, le monde connu des Romains et la toponymie y est souvent latine. Jérusalem est souvent au centre du monde puisque c'est à partir de là que le retour du Christ sauvera l'humanité juste. Le Paradis Terrestre est régulièrement implanté au sommet de l'image tandis que trois espaces distincts sont séparés par les eaux des mers. Un ressenti médiéval fait penser que ces eaux s'écoulent depuis ce toit du monde sis en Asie et qui donne donc naissance aux circuits internes et externes des eaux, mers, océans et fleuves ainsi assimilés. En interpolant, on a pu voir les continents Asie, Afrique et Europe dans cet *imago mundi*. Toutefois, ce ne sont pas des continents qui sont figurés mais les logiques de leur répartition dans le monde, et non leur taille, fût-elle approximative. En marge, l'Océan inconnu se distingue des mers et encercle le monde connu. Face à lui, les dessinateurs indiquent parfois les

2. C'est dans l'histoire antédiluvienne que repose le cœur du système de pensée géographique médiéval. Le point de départ est le Déluge qui a englouti l'espace de la Chute de l'homme.

Figure n° 1 : L'orbis terrarum schématisé par le *mappa mundi*

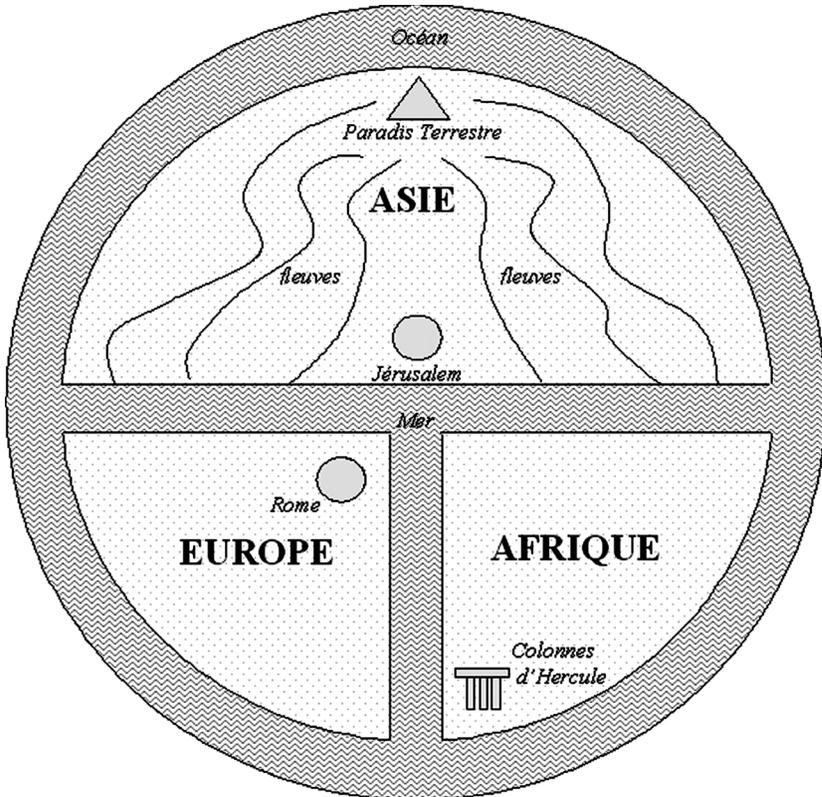


Schéma : Pierre Prétou.

colonnes d'Hercule, à la manière d'une ruine antique, afin de bien faire comprendre que la tradition latine rapporte l'idée et la possibilité du franchissement océanique que contient une lecture des aventures liées au Jardin des Hespérides. La lecture de cette bordure d'eau doit être comprise comme l'étaient les *marginalia* du Moyen Âge tardif : ni une limite, ni un extérieur étroit. En fait, l'Océan est perçu comme particulièrement vaste et difficile à franchir. Pour entrer dans la représentation, il faut avoir été sensibilisé à la singulière perception que le Moyen Âge avait des images. Par défaut, l'ignorance de nos contemporains a fait qu'ils ont parfois voulu y voir la preuve que le Moyen Âge avait cru que la Terre était plate et que les Européens s'étaient sentis prisonniers des eaux. Or, rien dans la documentation médiévale ne contient une telle absurdité, mais plutôt l'exact inverse : force démonstrations savantes de la rotondité de la terre, de la gravité terrestre et de l'étendue de la masse océanique. L'astronomie médiévale est en fait si détaillée, car si nécessaire au



comput, que seuls des scientifiques parviennent à appréhender ce qu'aujourd'hui les historiens, dans leur grande majorité, ne comprennent pas.

Il n'y a pas lieu de penser que la représentation du monde puisse être comprise différemment de l'interprétation que les médiévistes accordent aux *marginalia* des pages historiées des manuscrits enluminés de la fin du Moyen Âge. Par ailleurs, les textes associés aux *mappae mundi* indiquent clairement que l'homme médiéval considère l'Océan comme une étendue extrêmement vaste³. Cette étendue aquatique ne doit surtout pas être comprise comme une fin du monde car la représentation annulaire fonde plus l'idée du franchissement nécessaire que celle d'une limite incontournable. Il faut entrer dans l'esprit d'un observateur du Moyen Âge pour comprendre la vulgarisation scientifique qu'est la spatialisation dite du T dans l'O⁴.

C'est dans la marge que se loge le désir de savoir : pour l'homme du Moyen Âge, l'Océan est immensément vaste [Gautier-Dalché, 2002, p. 35-61]. Puisque la Terre est sphérique, il n'a pas été possible d'en connaître la surface au-delà des lignes équatoriales et australes mais l'on sait que, quelque part, se trouve encore ce Paradis Terrestre dont les descendants d'Adam et Ève furent autrefois chassés. Il est donc possible de retrouver le chemin des flancs du Paradis Terrestre et cette possibilité physique et bien réelle ferait que le voyageur remonterait ainsi le temps de la déchéance humaine, à la recherche de son rachat. La représentation du monde, stimulée par les « récits en archipel », était alors tout à la fois Pêché Originel, Géographie, Cosmogonie mais aussi Histoire [Lestringant, 2000]. Les Grandes Découvertes doivent être pleinement intégrées à la conception chrétienne du Monde et aux méthodes que l'homme de la fin du Moyen Âge jugeait raisonnables pour retrouver le chemin du Paradis Terrestre. La relecture et le succès des savoirs antiques à partir du XII^e siècle avaient en effet confirmé cette opportunité. Au XIV^e siècle, la géographie de Ptolémée était insérée dans une représentation lacunaire du Monde et les esprits savants devisaient sur l'utilité et la véracité des témoignages des latins, savoirs mis en doute par ce qui leur semblait être la lumière de la Raison chrétienne [Gautier-Dalché, 1999, p. 79-106]. À cet égard, ces héritages ne peuvent pas être qualifiés de croyance ou de fable médiévale et antique : il n'y avait aucun ressort humoristique ou poétique à l'affaire, réputée très sérieuse et mobilisant les plus doctes savants de ce temps. Tout ce qui touchait, de près ou de loin, au com-

3. L'image est indissociable du texte qu'elle enlumine. Le *mappa mundi* n'est donc pas une carte, ni une image singulière qu'il soit possible d'extraire totalement de son *codex*.

4. Ajoutons que ces images s'associent aux ouvrages de vulgarisation qui, comme le *De Proprietibus Rerum*, font florès dans les derniers siècles du Moyen Âge. Ces ouvrages ne sont pas destinés aux esprits scientifiques de leur époque mais à un public plus large de lettrés. Le *mappa mundi* est donc une présentation didactique du savoir, à visée mnémotechnique. Le savoir des astronomes ne saurait en aucun cas être contenu dans de si simplistes vulgarisations quelque peu similaires, si le lecteur nous pardonne cette analogie, à l'imagerie actuelle du « Big Bang » issue des travaux de Stephen Hawking.

put impliquait la raison mathématique expérimentale et spéculative. Relevons toutefois qu'une lecture des traditions latines établissait alors que trois continents avaient vraisemblablement surgi du Déluge. L'histoire des noms de l'Europe, l'Asie et l'Afrique avait ainsi été rattachée au Déluge et à la colonisation dirigée par la triple descendance de Noé. Restait à discerner où le Paradis Terrestre serait un jour redécouvert. Puisqu'il n'était pas dans le monde connu des Européens, il se trouvait certainement au loin, vers cet Orient que les infidèles tenaient trop fermement pour permettre une meilleure connaissance que celle rapportée par Marco Polo au XIII^e siècle. Opportunément, les récits relatifs au jardin des Hespérides où Hercule avait cueilli les pommes d'or, étaient interprétés comme une possibilité de rejoindre le Paradis terrestre par l'ouest, à l'occasion d'une navigation atlantique⁵. Ainsi christianisé, le motif des Îles fortunées avait fait de ces dernières une porte d'entrée vers ce monde perdu [Lestringant, 2002]. La localisation de ce passage-archipel vers le Paradis Terrestre demeurait incertaine [Bouloux, 2004, p. 47-62] : Açores, Cap Vert ou Canaries, au gré des navigations et du merveilleux de la *fabula* médiévale. À cette tradition s'était ajoutée l'hagiographie de la navigation de saint Brendan [Severin, 1978], un moine marin qui s'était élevé spirituellement en cherchant le Paradis Terrestre vers l'ouest maritime⁶. Ces récits imbriqués formaient, à la fin du Moyen Âge, une matière nautique et spirituelle qui faisait de la transgression atlantique une possibilité sérieuse de Découverte que l'éveil océanique des littoraux européens pouvait à tout moment confirmer [Gil, 1989]. À partir du XIII^e siècle, au succès des spéculations relatives à la représentation du monde s'ajoutait l'essor portuaire et naval. Dans la seconde moitié du XV^e siècle, les Portugais avaient enfin franchi l'Équateur, rencontré l'habitabilité de la zone torride, puis validé la rentabilité des voies maritimes atlantiques. Avec Michel Mollat, nous pouvons avancer qu'en 1492, le discours de la représentation du monde et le succès des réinterprétations des traditions latines sont en phase avec la grande fébrilité de l'Europe littorale atlantique, fébrilité que l'historien lisait dans l'évolution des techniques navales, l'essor des pêches hauturières et les intérêts monétaires et commerciaux du grand négoce [Mollat, 1993, p. 90 et suiv.]. Partir vers l'ouest n'était pas alors une idée folle, mais une alternative sérieuse, bien que dangereuse, à la circumnavigation portugaise.

5. Au XV^e siècle, le savoir méthodique incite fortement le lettré médiéval à considérer que les terres inconnues peuvent être découvertes. *Terra incognita* apparaît sur l'*imago mundi* et l'on se met à douter de l'étendue des zones réputées pour ne pas être habitables. Progressivement, les espaces inconnus sont nommés et la démonstration de l'habitabilité de cet inconnu s'impose, bien avant que les voyages de Découverte équatoriaux ne viennent l'attester.

6. La *Navigatio Sancti Brendani Abbatis*, composée au VIII^e siècle et transmise par une version française du XII^e siècle, était issue d'une matière hagiographie nordique du VI^e siècle. Très recopié, ce manuscrit fonde la tradition de la *peregrinatio* maritime médiévale. Îles fortunées, Paradis Terrestre, récit en archipel s'y joignent pour convaincre l'homme du Moyen Âge qu'il existe une voie de navigation dans l'Océan ténébreux.

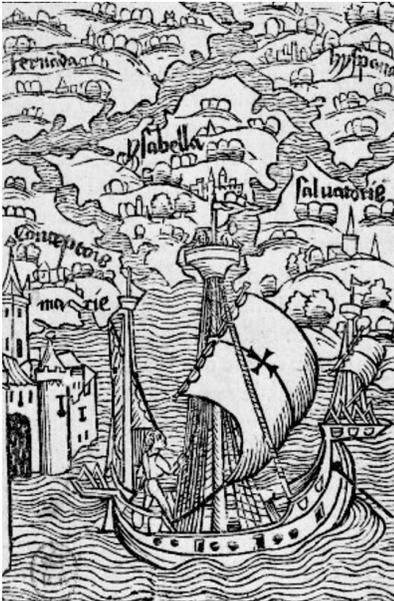


La régénération de la représentation du Monde

Les gravures qui accompagnaient la lettre de Santángel – ou *Epistola de insulis nuper inventis* – illustrent clairement l'état d'esprit européen vis-à-vis de la Découverte. L'Europe est la Cité de l'homme, identifiée par ses murs côtiers, et l'océan est une marge, un fleuve à franchir. La représentation des Antilles est conforme aux vulgarisations cosmographiques du XV^e siècle : une terre policée par les clochers à peine subdivisée par les circuits internes et externes des eaux marginales. La fondation de Colon reprend sans hésitation les éléments graphiques de l'imagerie du *Ab urbe condita* qui enlumaient les très nombreux manuscrits à peinture de la traduction de Tite Live par Pierre Bersuire au XIV^e siècle : murailles, engins de levage, soldatesque surveillant des montagnes sauvages. Il ne manque à l'image qu'une audace folle : le nom de « Nouvelle Rome » en lieu et place d'*Insula Hyspana* ou de « Nouveau Monde ». Ces représentations autorisaient que les Rois Catholiques s'affirment en successeurs des Troyens, comme inventeurs du Nouveau Monde qui allaient conduire l'Europe vers le rachat de l'homme, soluble dans l'ascension des pentes de la Chute d'un Paradis Terrestre perdu, mais pourtant si proche.

Les Grandes Découvertes, à l'instant de leur diffusion comme nouvelle, ne mirent pas en défaut les spéculations intellectuelles élaborées par l'Occident médiéval. Bien au contraire, elles accréditèrent et validèrent la cosmographie

Figure n° 2 : La pérégrination troyenne des Espagnols aux Amériques



Gravures du *Epistola de insulis nuper inventis*, 1494 (numérisation BNF, Gallica).

médiévale. À trop vouloir suivre l'évolution de la seule cartographie, on rate l'essentiel, c'est-à-dire le discours sur l'ordonnement du Monde⁷. Il est faux d'avancer que l'esprit médiéval confiait à la poésie antique la connaissance des confins du monde. En réalité, c'était là une fonction majeure de l'astronomie savante : un art rendu impératif par les nécessités du comput et dont l'étendue des connaissances surprend encore aujourd'hui nos astronomes contemporains. Au début du XV^e siècle, les esprits savants sont depuis longtemps dégagés intellectuellement des relations de la poésie latine et c'est sous la forme d'anciennes ruines que le *mappa mundi* représente désormais les colonnes d'Hercule. Pour les lettrés, ces ruines symbolisent la vétusté, et donc la désuétude, des limites que les Anciens s'étaient fixés dans leur appréhension du monde. La démonstration de l'habitabilité des terres inconnues, australes ou équatoriales, était faite dans l'esprit avant que les voyages océaniques des Portugais ne l'attestent dans les faits. La critique des Latins n'est donc pas moderne et l'esprit de découverte est bien présent, cette fois en phase avec l'essor atlantique. Les illustrations qui accompagnèrent le récit des voyages de Christophe Colon démontrent que la relation de l'aventure fut lue à la lumière d'autres traditions anciennes que celles contenues dans l'*imago mundi* [Balard, 1992, p. 48]. Seize éditions de la lettre à Santángel reproduisirent deux images sur lesquelles nous allons nous attarder. En naviguant dans les Antilles, l'Amiral génois pensa trouver là une porte vers le Paradis Terrestre et, par voie de conséquence, la véritable localisation des Îles fortunées. Pourtant, l'imagerie insiste sur une autre tradition, inspirée du succès princier des manuscrits à peinture de type *Ab urbe condita*⁸. L'Europe est une Cité et l'océan un fleuve qui s'écoule de ce toit du monde qu'est le Paradis Terrestre. Colon a franchi ce grand fleuve à la manière d'une autre *peregrinatio* antique, celle des fugitifs de Troie conduits par Enée. L'ascendance troyenne attribuait alors à qui l'invoquait les vertus politiques et providentielles du peuple romain qui avait gouverné le monde [Raynaud, 1993, p. 253]. Un tel discours allait de pair avec la régénération charismatique des Rois Catholiques à l'heure de l'expulsion des Juifs et de la prise de Cordoue. Les souverains d'Espagne avaient fait le nécessaire pour précipiter le Jugement Dernier et le fait qu'ils allaient à la redécouverte du Paradis Terrestre allait magnifiquement dans le sens des discours souverains de Castille et d'Aragon [Gruzinski, 2004]⁹. Seul un roi,

7. Rappelons ici que même ce que nous nommons aujourd'hui « portulans » ne constitue pas des cartes réalistes pouvant assister les marins. Comme le note Patrick Gautier-Dalché, les *portulani* n'indiquent la route que si on la connaît. Là encore, le livre ou la carte concentrent les savoirs et les expériences humaines de leur temps. En ce sens, ils sont un miroir du monde : c'est une époque qui s'adresse à un ouvrage car le livre n'est pas destiné à un lecteur isolé. Ce type de document dit « cartographique » reflète plus le savoir mis au jour par les marins que l'inverse [Woodward, 1987].

8. La relation de la fondation de Rome sous la plume de Tite Live connaît un grand succès à la fin du Moyen Âge, sous le titre *Histoire Romaine*. La traduction de Pierre Bersuire est recopiée en de nombreux exemplaires, comme autant d'occasions de déployer l'art de la miniature occidentale. La Cité était alors assimilable au royaume et l'image venait conforter l'essor des royautés modernes qui puisaient dans l'Antiquité une ancienne histoire, nouvelle source de légitimité charismatique.

9. Rappelons que la conversion du dernier juif signe la venue de la fin des temps selon l'*Apocalypse* de Jean.



un lieutenant de Dieu sur terre, guide de l'humanité pécheresse, pouvait découvrir et faire connaître la Découverte, tant et si bien que le titre de Vice-Roi accordé à Colon se révélait être un préalable nécessaire à l'aventure. La fondation d'Española était alors logiquement représentée comme l'était la fondation de Rome. Española était une Nouvelle Rome, le Génie du peuple romain reposant, dans l'esprit du christianisme, sur le fait que c'est ce peuple qui étendit la nouvelle du rachat de l'Homme par le sacrifice du Christ. Colon était ce vice-roi providentiel qui ne renonça jamais à sa recherche du Paradis Terrestre. En 1498, face aux bouches de l'Orénoque, il hésita devant le débit du fleuve, pensant avoir trouvé là une Terre Ferme vaste. Pour certains historiens prompts à élever l'Amiral tout en le débarrassant de ce que notre contemporanéité ne comprend plus, le Génois avait découvert l'Amérique. On fit mine d'écarter de l'interprétation cette phrase pourtant si claire : « je crois qu'ici se trouve le Paradis Terrestre, que nul ne peut atteindre sans être conduit par la volonté divine »¹⁰ [Varela, 1982, p. 218]. Tout s'emboîtait parfaitement, la férocité des indigènes résultait logiquement du fait que le navigateur remontait aux sources de la Chute de l'homme : des Amazones vivaient sans mariage et des cannibales rappelaient le motif des atrocités de la Genèse [Lestringant, 1994]. Ici, l'humanité était naïve ou se consommait elle-même et il ne restait plus à Colon qu'à trouver l'or tant attendu pour sauver la monarchie espagnole des famines monétaires du Moyen Âge tardif [Spufford, 1988, p. 339 et suiv.]. Là encore, la quête aurifère s'engouffrait dans celle du Paradis Terrestre, s'échouant sur une analogie entre Or et Paradis [Ramos, 1988]. En effet, le savoir médiéval avait désigné les montagnes comme un lieu où l'interpénétration du ciel et de la terre faisait naître l'or et l'érosion fluviale livrait aux hommes le métal précieux. Nulle part sur Terre, il n'était d'endroit plus propice à la découverte de l'or que ne l'étaient les flancs du Paradis Terrestre : le toit du monde, la source des fleuves océaniques [Prétou, 2007]. En toute logique, si les Îles fortunées étaient la porte du Paradis, l'or s'y trouvait en abondance. Loin de contredire la cosmographie médiévale, la nouvelle de la Découverte validait donc absolument et totalement l'ancienne représentation de l'ordonnement du Monde. Le rêve de Christophe Colon s'était logé dans le désir médiéval de redécouverte du Paradis Terrestre : il ne venait pas briser l'inconnu ou franchir l'infranchissable. L'Amiral avait réalisé ce qui était attendu et ses prétentions confirmaient pleinement l'actualité des anciens savoirs, ici propices à la majesté des Rois Catholiques. C'est sur une splendide figure de la tyrannie d'exercice médiévale que s'était pourtant échouée la tentative de colonisation initiée par Colon. La *pesquisa* de Bobadilla ne laisse à ce sujet, aucun doute [Varela, 2006, p. 237 et suiv.] : c'est bien l'avenir politique et économique de l'Occident européen qui se jouait dans le Nouveau Monde, tout inspiré qu'il était de la providence et du rachat de l'homme.

10. « *Creo que allí es el Paraíso Terrenal, adonde no puede llegar nadie salvo por voluntad divina* ».

La persistance de la cosmographie chrétienne

Les traditions médiévales furent aussitôt renforcées par l'ouverture de l'Atlantique, si bien que la représentation du monde héritée du Moyen Âge, loin d'être brisée, fut au contraire augmentée du témoignage nautique. L'expression Nouveau Monde fut affichée dès 1493, dans « l'Autre Monde » décrit par Colon dans la lettre à Santángel puis dans les armoiries de l'Amiral, inventeur du « Nouveau Monde »¹¹. Amerigo Vespucci reprit ces termes mais ils n'avaient pas pour effet de nier les fondements de l'Ancien Monde. En réalité, *Mundus Novus* se greffait parfaitement sur les traditions du *Ab urbe condita*, de l'*Énéide* de Virgile et d'une interprétation occidentale de la Genèse, par laquelle tout bon cosmographe se devait de commencer son ouvrage. Toutefois, l'exploration géographique ne parvenait pas à venir à bout des immenses attentes européennes. Le fait de nommer les lieux témoigna alors de la persistance occidentale à voir dans le Nouveau Continent la confirmation des succès des spéculations cosmographiques médiévales. Amérique, Indes occidentales, Nouveau Monde, ne sont pas des termes venant sonner le glas du Moyen Âge et l'éveil de la modernité. Nous y voyons l'inverse : une persistante volonté de maintenir la représentation chrétienne du monde inspirée des Pères de l'Église. Jusque dans les années 1550, la représentation de l'Amérique est systématiquement insularisée. De même, ainsi que le démontre la cosmographie de Pierre Apian, le *mappa mundi* est désormais terraqué et toponymé. Cet éclatement géographique n'est pourtant pas encore le signe d'une recomposition de l'espace, ni de l'émergence de cette dissidence de pensée qui se loge dans le temps des îles selon Frank Lestringant. En associant lieux et détails cartographiques à la représentation du monde, le XVI^e siècle tente la synthèse savante et entreprend donc de valider la représentation médiévale par une démonstration positive. En revanche, la contestation de l'ordonnement du monde se fait sensible sous la plume humaniste dans la seconde moitié du XVI^e siècle : la pulvérisation géographique est alors clairement le signe d'une modernité [Jeanneret, 1997]. En 1507, l'introduction du mot *America* dans la cartographie de l'école de Géographie de Saint-Dié illustre la détermination européenne à vouloir valider les principes anciens. *Europa*, *Asia* et *Africa* venaient de trouver une nouvelle compagne antique, une quatrième fille et une nouvelle descendance de Noé qui n'était pas connue des Anciens [Duviols, 2005, p. 46-47]. Cette addition par création, loin de balayer la tradition chrétienne, la renforçait en sauvant l'essentiel, c'est-à-dire les fondements doctrinaux. *America* était alors cette accessoire modification qui permettait aux géographes de maintenir le système cosmographique médiéval. Restait à en investir l'histoire et à proposer quelque origine mythique à cette quatrième fille, car rien n'inter-

11. Dans l'imagerie de la lettre de Santángel, Ferdinand le Catholique est *Insulis in mari Indico nuper inventis*. Ces îles des Indes, sont alors un « autre monde » sous la plume de Colomb qui obtient les armoiries faisant de lui un « inventeur du Nouveau Monde ». L'expression a donc surgi de la fin du XV^e siècle avant d'inspirer le titre que l'on associe aux relations d'Amerigo Vespucci.



disait aux commentateurs de modifier et de réinterpréter la tradition latine. Amazones, cyclopes, sirènes vinrent logiquement se loger dans ce Nouveau Monde, preuve que celui-ci était devenu le nouveau support d'un merveilleux antique et médiéval alors en plein essor, et non en recul. Le témoignage et l'expérience des navigateurs ne vint pas contredire ces élaborations avant la seconde moitié du XVI^e siècle, parfois au-delà. Par conséquent, le rythme des découvertes n'est pas une chronologie à suivre pour observer les mutations du savoir géographique. Au XVI^e siècle, l'esprit humaniste conduisit certainement à la vigilance scripturaire, mais à l'heure des Découvertes, la spéculation médiévale autorisait parfaitement de telles innovations, tant que l'esprit chrétien y résidait. Le savoir antique païen n'était qu'une inspiration qu'il fallait remodeler à la lumière du christianisme [Gautier-Dalché, 1991, p. 143-179]. Il importait peu que le Paradis Terrestre fût cerclé de flammes ou d'eau selon les commentateurs : les modalités pouvaient bien varier. « Amérique » n'avait donc pas surgi d'une modernité naissante mais d'une adaptation de la géographie chrétienne, finalement prompte, souple et particulièrement endurente face à l'ampleur de ses Découvertes. L'Amérique, par définition, était un fruit des savoirs méthodiques de la fin du Moyen Âge et des fondements du christianisme européen. Une remarque similaire doit être faite autour des spéculations qui firent naître les Indes occidentales. Au début du XVI^e siècle, le Paradis Terrestre était encore dans toutes les réflexions. Bartolomé de Las Casas corrigeait alors, puis amendait les visions de Colon, avant de réfuter cette proposition du navigateur selon laquelle le Déluge avait probablement ennoyé le toit du monde [Las Casas, 1957, p. 377]. L'intellectuel recherchait toujours la localisation de la Chute, puisque Terre Ferme n'avait pas encore livré ce lieu mythique¹². Il fallut alors se résoudre à découper les Indes, réceptacle incontestable du Paradis Terrestre, en Indes occidentales et Indes orientales. Si une telle distinction devait ensuite être validée par les circuits maritimes du commerce international, au XVI^e siècle, c'est bien la représentation chrétienne du Monde qui avait prévalu. Puisque le Paradis Terrestre n'était pas sur les terres découvertes, celui-ci était nécessairement au-delà de ces Indes-là. Quelque part, un chemin menait d'une Inde à l'autre et ce schéma maintenait l'essentiel de la trajectoire du voyage : franchir le fleuve Océan, atteindre les Îles fortunées, rejoindre les Indes occidentales, passer de celles-ci aux Grandes Indes, et enfin, trouver le Paradis Terrestre [Lestringant, 2004, p. 113-122]. Une fragmentation salvatrice de l'espace avait augmenté et détaillé les savoirs qui, finalement, maintenaient ici leur ordonnancement médiéval. L'esprit de la représentation du monde n'était donc pas réfuté par les voyages atlantiques. Ajoutons que les récits des explorateurs de l'Asie s'observent en parallèle. En 1507, Ludovico di Varthema rapportait qu'on lui avait fait voir la maison maudite où avait résidé Caïn, dans les Grandes Indes, au plus proche du Paradis Terrestre [Baert et

12. « *Cuanto a sospechar que podía ser que el Paraíso Terrenal estuviera en aquella región, tampoco el Almirante opinaba fuera de razón* ». [Las Casas, 1957, p. 377].

Huetz de Lempis, 1999]. Il devint alors traditionnel de guider les explorateurs du XVI^e siècle vers une mesure qui avait prétendument survécu à la Genèse et au Déluge. Le Paradis Terrestre n'était pas une fable amusante, ni une allégorie, mais une affaire extrêmement sérieuse qui justifiait qu'un Bartolomé de Las Casas y consacre de longs efforts. Que le même auteur soit un théoricien de l'État et du gouvernement juste ne doit pas étonner : la Raison ne commandait pas autre chose que de lire l'exploration dans les desseins de la Providence médiévale.

Au début du XVI^e siècle, nous ne voyons pas de « modernité » dans les Grandes Découvertes. Les voyages atlantiques avaient été mus par un désir médiéval de redécouverte de l'Histoire chrétienne. À cet égard, l'annotation de l'*Imago Mundi* de Pierre d'Ailly demeure sans aucun doute le meilleur journal de bord que Christophe Colon nous ait légué [Cesare de Lollis, 1892]. C'est encore le Paradis Terrestre qui commande l'interprétation des témoignages et très peu remettent en cause cette lecture. Si Bernal Diaz del Castillo introduit sa relation d'une contestation directe des héritages antiques, il le fait en 1568 pour mieux rompre avec un procédé littéraire qui était encore systématique à son époque. « Ce ne sont pas là de vieux contes et vieilles histoires de Romains de plus de 700 ans » nous dit le *conquistador*, qui faisait ainsi entrer le Nouveau Monde dans l'ère du « Très véridique » [Díaz del Castillo, 2003, p. 32]. Le fait de ne pas avoir retrouvé le Paradis Terrestre ou d'avoir abordé un nouveau continent ne déstabilisa ni la cosmographie chrétienne, ni une quelconque *auctoritas* des traditions latines païennes. Que le Paradis échappe aux explorateurs était, en toute logique, le dessein du Créateur. Quant à l'écriture des Latins, elle n'était pas perçue comme un bloc monolithique et invariable du savoir. L'on aurait tort de penser que les intellectuels du Moyen Âge ont vu dans la lettre de la poésie latine une autorité morale incontestable. La représentation du Monde pouvait au contraire se renforcer de nouveaux détails qui validaient le schéma initial, confirmaient la certitude de l'ignorance européenne sur les détails, ou démontraient la supériorité des souverains européens qui avaient fait reculer les colonnes d'Hercule. Nous dirons donc que les Découvertes furent *ab initio*, et *in fine*, issues des réflexions spéculatives du Moyen Âge. La modernité, si elle doit être recherchée dans l'histoire des voyages atlantiques, ne se trouve pas dans la naissance cartographique de l'Amérique. Du point de vue européen, les évolutions de la doctrine chrétienne, ainsi que l'humanisme dévot et la réflexion protestante, entamèrent bien plus profondément la cosmographie chrétienne que ne l'avaient fait les explorateurs : seule une spéculation religieuse pouvait alors prévaloir sur une autre doctrine, avant de logiquement faire varier les lignes de l'*Imago Mundi* [Cassagnes-Brouquet, 2003]. Telle est sans doute la valeur du *De Natura Ovi* ou de l'*Historia natural y moral* du jésuite Acosta à la fin du XVI^e siècle, c'est-à-dire une nouvelle vision américaine procédant des mutations de l'esprit et non des témoignages consécutifs aux explorations géographiques. Si



un voyage a pu déstabiliser le savoir, nous proposerions les pérégrinations de Pantagruel et de Panurge en lieu et place de celles de Colon, de Vespucci, ou de Magellan. Les héros de Rabelais qui empruntaient les chemins spirituels balisés par les traditions de la navigation de saint Brendan, revus par le comique déployé par Lucien de Samosate au II^e siècle, firent éclater les schémas anciens, de rire comme d'esprit. Là nous semble être la seule fable chrétienne et latine dont le comique ait pu introduire un changement mental. S'il n'est de modernité que lorsque celle-ci se pense comme telle, alors nous dirons également que du point de vue américain, cette modernité réside sans doute bien plus dans l'émergence des nations d'Amérique que dans les explorations européennes [Gruzinski, Wachtel, 1996]. Avec Voltaire dans *Les Satires*, répétons : « le Paradis Terrestre est là où je suis ». Projeté dans l'Allégorie, le péché originel s'était dématérialisé au XVIII^e siècle. Il ne faut toutefois pas oublier que des générations ont cru dans son existence physique et matérielle. Le nom Amérique lui-même en est le parfait témoin.

En guise d'épilogue

Les voyages atlantiques furent l'aboutissement d'un vieux rêve médiéval qui se réalisait dans son exploration du Monde. La Découverte avait magnifié et consolidé une cosmographie chrétienne tout à fait capable, au moins jusqu'au milieu du XVI^e siècle, d'appréhender et d'embrasser l'ampleur des changements que supposait l'arrivée des nouvelles. La connaissance du monde, grâce à l'invention des mondes océaniques, n'était pas alors en pleine transition, mais en cours de validation. Puisque les savoirs anciens avaient été confortés grâce à leur projection dans l'Amérique, nous ne pouvons soutenir l'idée selon laquelle l'expérience du voyage aurait provoqué un divorce entre l'image théologique du monde et sa représentation scientifique. L'exploration n'est pas une source qui s'impose, sa lecture et son écriture dépendent des systèmes de pensées : cause et conséquence doivent être nettement séparées. La géographie du monde ne saurait être réduite à un catalogue de découvertes et de voyages. Nous regretterons donc que l'on persiste encore à poser une rupture dans l'exploration et qu'une certaine modernité vienne encore puiser dans le Moyen Âge sa justification. Notre pratique de l'histoire ne pourra éternellement perpétuer nos certitudes angoissées de postmodernes dans la destruction et la mise à l'écart des systèmes de pensée européens des XV^e et XVI^e siècles.

BIBLIOGRAPHIE

- BAERT Annie, HUETZ DE LEMPS Christian, *Le Paradis terrestre, un mythe espagnol en Océanie, les voyages de Mendaña et de Quiros*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- BALARD Michel, *Christophe Colomb : journal de bord 1492-1493*, Paris, Imprimerie nationale, 1992.
- BOULOUX Nathalie, « Les îles dans les descriptions géographiques et les cartes du Moyen Âge », *Médiévales*, n° 47, Paris, PUV, automne 2004, p. 47-62.
- CARRUTHERS Mary, *The Craft of Thought: Meditation, Rhetoric and the Making of Images*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, éd. française, Paris, Gallimard, 2002.
- CASSAGNES-BROUQUET Sophie, *L'image du monde, un trésor enluminé de la bibliothèque de Rennes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003.
- COLON Hernando, *Historia del Almirante*, Madrid, Dastin, 2000.
- DE LOLLIS Cesare, *Scritti di Cristoforo Colombo*, in *Raccolta di documenti e studi pubblicati dalla R. commissione Colombiana nel quarto centenario della scoperta dell'America*, Roma, 1892, 14 vol. in folio.
- DIAZ DEL CASTILLO Bernal, *Histoire véridique de la conquête de la Nouvelle Espagne*, Paris, La Découverte, tome I, 2003.
- DUVIOLS Jean-Paul, *Le Nouveau Monde : les voyages d'Amérigo Vespucci (1497-1504)*, Paris, Chandeigne, 2005.
- GAUTIER DALCHÉ Patrick, « Le temps et l'espace », in Jacques DALARUN (dir.), *Le Moyen Âge en lumière*, Paris, Fayard, 2002, p. 35-64.
- GAUTIER DALCHÉ Patrick, « Le souvenir de la Géographie de Ptolémée dans le monde latin médiéval (VI^e-XIV^e siècle) », *Euphrosyne*, n° 27, 1999, p. 79-106.
- GAUTIER DALCHÉ Patrick, « Pour une histoire du regard géographique. Conception et usage de la carte au XV^e siècle », *Micrologus*, n° 4, 1996, p. 77-103.
- GAUTIER DALCHÉ Patrick, « La *Descriptio mappe mundi* de Hugues de Saint-Victor : retractatio et additamenta », in Jean LONGÈRE (dir.), *L'abbaye parisienne de Saint-Victor au Moyen Âge*, Turnhout, (Bibliotheca Victorina, 1), 1991, p. 143-179.
- GIL Juan, *Mitos y utopiàs del Descubrimiento*, 1, Colon y su época, Madrid, 1989.
- GRUZINSKI Serge, *Les quatre parties du monde : histoire d'une mondialisation*, Paris, La Martinière, 2004.
- GRUZINSKI Serge, WACHTEL Nathan, *Le Nouveau Monde – mondes nouveaux, l'expérience américaine*, Paris, EHESS, 1996.
- JEANNERET Michel, *Perpetuum mobile : Métamorphoses des corps et des œuvres, de Vinci à Montaigne*, Paris, Macula, 1997.
- LAS CASAS Bartolome (de), *Historia de las Indias*, Pérez de Tudela, Biblioteca de autores españoles, tomo XCV, I, Madrid, Atlas, 1957, p. 377.
- LESTRINGANT Frank, « La voie des îles », *Médiévales*, n° 47, Paris, PUV, automne 2004, p. 113-122.
- LESTRINGANT Franck, *Le livre des îles – Atlas et récits insulaires [XV^e-XVIII^e siècles]*, Paris, Droz, 2002.
- LESTRINGANT Franck, *L'atelier du cosmographe ou l'image du monde de la Renaissance*, Paris, Albin Michel, 2000.
- LESTRINGANT Franck, *Le cannibale, grandeur et décadence*, Paris, Perrin, 1994.
- MOLLAT DU JOURDIN Michel, *L'Europe et la mer*, Paris, Seuil, 1993, p. 90 et suiv.
- PRÉTOU Pierre, « Colon entre el fraude y el furor : nacimiento del mal gobierno del oro en las Antillas », *Anuario americanista europeo*, n°4, 2007.
- RAMOS Demetrio, *El mito de El Dorado*, Madrid, Istmo, 1988.
- RAYNAUD Christiane, *Images et pouvoirs au Moyen Âge*, Paris, Le Léopard d'Or, 1993.



- SCHMITT Jean-Claude, « L'univers de marges », in Jacques Dalarun (dir.), *Le Moyen Âge en lumière*, Paris, Fayard, 2002, p. 329-361.
- SEVERIN Tim, *The Brendan Voyage : A Leather Boat Tracks the Discovery of America by the Irish Sailor Saints*, Londres, McGraw-Hill Book Company, 1978. Éd. française : *La navigation de saint Brendan*, Champion classiques, Paris, 2006.
- SPUFFORD Peter, *Money and its use in Medieval Europe*, Cambridge, 1988, p. 339 et suiv.
- VARELA Consuelo, *Cristóbal Colón. Textos y documentos completos*, Madrid, Alianza Universidad, 1982, p. 218.
- VARELA Consuelo, *La caída de Cristóbal Colón : el juicio de Bobadilla*, Madrid, Marcial Pons, 2006.
- WOODWARD David (dir.), *The History of Cartography : Cartography in Prehistoric, Ancient and Medieval Europe and the Mediterranean*, Chicago, University Of Chicago Press, t. 1, 1987.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

La persistance de la représentation médiévale du monde au XVI^e siècle relativise la place qu'il convient d'accorder à l'expérience positive des navigateurs océaniques. Si une lecture régressive de l'histoire considère la mort d'un système de pensée dans l'évolution de la cartographie, elle ne parvient pas à rendre compte de la rémanence d'une vision de l'espace issue du Moyen Âge chrétien, celle qui justement avait engendré les Grandes Découvertes. Loin de mourir, d'être dépassée, ou même contestée, la cosmographie médiévale trouve une nouvelle fraîcheur aux sources du *Mundus Novus*. L'*Imago Mundi* s'adapte, se régénère, triomphe même. De Colón à Las Casas, le Paradis Terrestre était physiquement là et sa disparition du champ des savoirs résulte plus des mutations de la religiosité européenne que de la chronologie de l'exploration américaine. Jusqu'au milieu du XVI^e siècle, la connaissance du monde, grâce à l'invention des mondes océaniques et américains, n'était pas alors en pleine transition, mais en cours de validation.

La persistencia de la representación medieval del mundo relativiza la significación de la experiencia de los navegantes oceánicos. Si una lectura regresiva de la historia considera el fin de

un sistema de pensamiento en la evolución de la cartografía, no puede restituir la herencia de una percepción del espacio heredera de la Edad Media cristiana que ha generado los Grandes Descubrimientos. Lejos de morir, de ser obsoleta o contestada, la cosmografía medieval vive un renacimiento al contacto del *Mundus Novus*. La *Imago Mundi* se adapta, se regenera y triunfa. De Colón a Las Casas, el Paraíso Terrestre estaba físicamente presente y su desaparición de los campos del saber resulta de las mutaciones de la religiosidad europea más que de la cronología de la exploración americana. Hasta el medio del siglo XVI, el conocimiento del mundo, gracias a la invención de los mundos oceánicos y americanos, no conocía una fase de transición, sino de validación.

The persistence of medieval representations of the world in the sixteenth century puts into perspective the significance of the experience of oceanic navigators. Where a regressive understanding of history sees in the emergence of modern cartography the demise of a system of thought, it does not account for the persistence of a vision of space inherited from the Christian Middle Age; the very vision which had led to the Great Discoveries. Neither dead nor

outdated or even contested, medieval cosmography was rejuvenated at the sources of *Mundus Novus*. *Imago Mundi* adapted to, regenerated and triumphed over the new circumstances. From Colon to Las Casas, the Garden of Eden was physically present and its disappearance from the field of knowledge resulted from

the transformations of European religiosity; more so than it resulted from the chronology of the exploration of the Americas. Until the mid-sixteenth century, the knowledge of the world was not going through a transitory phase thank to the invention of the oceanic and American worlds but was rather validated.

MOTS-CLÉS

- **Grandes Découvertes**
- *Mundus Novus*
- *Imago Mundi*
- **Cosmographie**

PALABRAS CLAVES

- **Grandes descubrimientos**
- *Mundus Novus*
- *Imago Mundi*
- **Cosmografía**

KEYWORDS

- **Great Discoveries**
- *Mundus Novus*
- *Imago Mundi*
- **Cosmography**

INFORMATION SCIENTIFIQUE



Laurent Vidal (dir.), *La ville au Brésil (xviii^e-xx^e siècles). Naissances, renaissances, Paris, Les Indes Savantes, 2008, 402 p.*¹

*Aqui tudo parece
Que é ainda construção
E já é ruína²*

Encore inachevée et déjà en ruine, la ville brésilienne – chantée ici par Caetano Veloso – oscille entre modernité en devenir et souvenir emprunt de nostalgie. C'est à cette équation paradoxale que le livre dirigé par Laurent Vidal nous invite à réfléchir en posant la question de la naissance, de la renaissance et, en contrepoint, de la mort des villes au Brésil. Le champ lexical ne laisse que peu de marges d'interprétation au lecteur : au travers des 25 articles réunis ici, c'est bien la dynamique historique des villes et des identités urbaines, pensées sur le mode organique, qu'il s'agit d'analyser. Anthropologues, géographes, historiens, sociologues et urbanistes s'y emploient à travers des études de cas couvrant un large spectre de l'échelle urbaine (des villes moyennes, comme Açú dans le Rio Grande do Norte ou Marabá dans le Pará, jusqu'aux grandes métropoles de Rio de Janeiro et São Paulo) et de l'histoire brésilienne. Nombre d'auteurs privilégient, en effet, la longue durée pour « appréhender la ville en ses commencements ». Certains remontent à l'époque coloniale : Mauricio A. Abreu retrace ainsi la morphologie primitive de Rio de Janeiro, tandis que Cláudia D. Fonseca

et Renato P. Venâncio interrogent la prospérité et le déclin des villes de l'or du Minas Gerais à travers l'exemple de Vila Rica. D'autres s'intéressent aux créations urbaines du XIX^e siècle : Maria E. B. Sposito, entre autres, analyse la genèse du réseau urbain de l'État de São Paulo, dont les axes ferroviaires constituent les principales artères au seuil du XX^e siècle. Le rôle joué par le chemin de fer apparaît également dans les études consacrées à Anápolis, ville de sédimentation croissant au rythme de la construction du réseau ferré dans l'État de Goiás, et à Porto Velho, *company town* fondée par la *Madeira-Mamoré Railway Company* entre 1907 et 1912.

Outre le temps de la genèse, la longue durée permet d'étudier les phénomènes de déclin et de renaissance des villes. L'analyse du déclin, dont on peut regretter qu'il soit qualifié indifféremment de « décadence » sans que la valence de la notion ne soit précisée, est menée de manière particulièrement convaincante par Tânia R. de Luca à partir de *Villes mortes*, un recueil de nouvelles publié par Monteiro Lobato en 1919. L'historienne montre que l'écrivain, loin de restreindre sa réflexion aux seules villes de la vallée de Paraíba fréquentées au temps de sa jeunesse, dresse un portrait métaphorique du Brésil et mène une critique acerbe de ses élites. À travers la notion de « progrès nomade », il décrit un développement économique prédateur, conduisant dans un même mouvement à la fortune et au déclin des centres urbains du pays.

1. Laurent Vidal est membre du comité de rédaction des *Cahiers des Amériques latines*.

2. Caetano Veloso, *Fora da ordem* © Uns Produções Artísticas Ltda, 1991.

À ce sombre constat, la deuxième partie du livre oppose pourtant des dynamiques de renaissance envisagées d'un point de vue économique, urbanistique ou culturel. Les réformes urbaines initiées au XIX^e siècle font l'objet de plusieurs articles, associant étroitement réalisations et discours : l'étude des plans d'aménagement successif de Niteroy, Rio de Janeiro et São Paulo invite ainsi à réfléchir sur l'appropriation de « modèles » européens – notamment français – dans l'élaboration de la pensée sur la ville au Brésil. À cet égard, Maria S. M. Bresciani met en garde contre les interprétations simplistes niant « le processus conflictuel qui précède et régit le choix parmi les options disponibles » lors de la « refonte des villes » (p. 263). Les phénomènes de renaissance dépassent, cependant, le cadre des réformes urbaines : certaines villes connaissent une fortune littéraire bien après leur mort annoncée, à l'instar de Canudos revisitée par l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa dans son roman *La guerre de la fin du monde* ; d'autres parviennent à échapper à un « processus de semi-abandon » grâce aux politiques de valorisation du patrimoine colonial et à « l'invention » de fêtes traditionnelles très prisées des touristes, à l'image de Goiás.

La dernière partie du livre, consacrée aux débats sur la ville contemporaine, fait également la part belle à l'approche culturaliste. La géographie offre ainsi des pistes nouvelles pour penser l'espace public, qu'il s'agisse de l'occupation différenciée des plages de Rio de Janeiro, du message contestataire dont sont porteurs les murs de la ville, des usages du

centre-ville par les acteurs du commerce informel ou des « itinéraires sécurisés » empruntés par les enfants vivant dans des quartiers fermés. La ville contemporaine apparaît alors sous un jour contrasté, marquée par une impression d'anarchie et d'insécurité croissantes mettant en péril l'idée même d'urbanité. C'est à cette question de la violence et de l'anomie que s'attachent les deux dernières contributions de l'ouvrage. D'une part, Dominique Vidal interroge l'horizon démocratique de la ville à partir de l'utilisation de la notion de respect dans les favelas de Recife et des « réparties imaginaires » des domestiques de Rio de Janeiro – critiques fantasmées, mais jamais adressées à leurs employeurs. Sa contribution permet de nuancer le sentiment de déception qui domine au Brésil face à la recrudescence de la violence urbaine depuis la transition démocratique : elle souligne, à travers l'analyse du discours des classes populaires, « l'affaiblissement des logiques inspirées d'une représentation hiérarchisée du social et la poussée de l'idée d'une égalité fondamentale de tous les individus » (p. 360), deux éléments nécessaires à l'émergence d'une « ville démocratique ». D'autre part, James Holston étudie la question de la citoyenneté au Brésil à partir du langage des gangs : après avoir rappelé que la question sociale fut longtemps considérée comme une simple « question de police » par les dirigeants brésiliens, il affirme que la violence et la terreur dans laquelle vivent les pauvres en milieu urbain ne sont pas nouvelles. « La nostalgie couramment répandue de la civilité de l'espace public brésilien, précise-t-il, passe à côté d'un



point crucial : [...] elle ignore que 'la paix de la rue' n'a été possible que parce qu'elle a été maintenue par un régime de citoyenneté discriminatoire et répressif qui veillait à ce que chacun sache où était sa place » (p. 368).

Ces conclusions stimulantes, étudiées principalement à partir de la ville de São Paulo, mériteraient sans doute de plus amples développements. En effet, que dire de la violence urbaine en tant que telle, de ses formes actuelles comme de son impact sur les espaces et les pratiques de la ville ? Si le lecteur averti apprécie les contradictions entre les différents auteurs, signe de la vitalité de la question urbaine au Brésil à l'aube du XXI^e siècle, la dimension pédagogique de l'ouvrage – adressé au public français – en pâtit quelque peu. La sociologie et l'anthropologie de la ville, deux champs disciplinaires pourtant en plein essor au Brésil, sont particulièrement sous-représentées dans ce livre dédié en premier lieu à l'histoire urbaine. Logiquement, les principaux apports de l'ouvrage concernent donc la genèse des villes, dont on démontre ici que, contrairement à l'hypothèse lancée en son temps par Sérgio Buarque de Hollanda, elle n'est ni le produit du hasard ni le fruit d'une spontanéité propre à l'Amérique lusophone. La réflexion sur les dynamiques urbaines est, par ailleurs, servie par de nombreuses illustrations, dont des plans et photographies nécessaires pour comprendre la mise en récit de la ville. On regrettera pour finir que la langue n'ait pas toujours été traitée avec autant d'égard et que le présupposé de départ, selon lequel « le Brésil s'offre comme un terrain d'étude particulière-

ment fertile pour penser les dynamiques historiques de la ville », ne soit pas étayé par des comparaisons avec d'autres espaces nationaux. Tout cela ne doit pas conduire à minimiser l'intérêt de cet ouvrage qui propose des approches différenciées, dresse un bilan de la recherche en histoire urbaine et offre des pistes de réflexion fructueuses pour penser l'horizon démocratique de la ville brésilienne. À ce titre, il ne saurait être question de la mort des villes comme le souligne Alain Musset en guise de conclusion. Entreprise sur la longue durée, l'étude des naissances et renaissances dessine plutôt l'image d'une « ville chrysalide, dont la forme jugée obsolète à un moment donné de son histoire contient tous les germes de sa résurrection » (p. 377).

Anaïs Fléchet

(Université Paris IV Sorbonne /
UMR IRICE)

Gérard Collomb et Marie-José Jolivet (coord.), *Histoires, identités et logiques ethniques. Amérindiens, Créoles et Noirs marrons en Guyane, Paris, CHTS, 2008, 221 p.*

Les sept textes rassemblés dans cet ouvrage ne proposent rien moins qu'une rapide remontée du Maroni, ce fleuve qui dessine une frontière poreuse entre Guyane et Surinam. Plus d'un siècle après Jules Crevaux et Henri Coudreau, le lecteur quitte le littoral des Créoles et des Kali'na pour atteindre les sources du Marouini où Indiens Wayana (autrefois Roucouyennes) et Noirs marrons cohabitent selon des modalités originales. En

toile de fond, l'esclavage, le bagne, les « nègres rebelles » qui, dans la forêt « ont reconstitué un étonnant bout d'Afrique », ou encore la ruée vers l'or de la fin du XIX^e siècle : il est des terrains moins romanesques. Le choix d'une échelle temporelle et spatiale aussi vaste permet en outre de réunifier dans un même ouvrage des populations que les découpages de l'ethnologie du continent séparent souvent (« Amériques noires » *versus* « Amérindiens »). Mais il est vrai que les Guyanes se prêtent traditionnellement et presque naturellement à ces approches multi ou pluri ou inter ethniques / culturelles / raciales / linguistiques (toutes les combinaisons sont possibles et représentées dans le livre). À la suite de Jean Hurault, qui déjà sur le même territoire, ne cantonnait pas ses enquêtes à un seul groupe, et dans le courant initié par Fredrik Barth qui a donné à la notion d'ethnie sa signification relationnelle, les contributeurs du livre entendent se pencher sur les relations et les frottements entre les groupes.

L'angle choisi dans l'introduction, signée des deux coordinateurs, entend situer les enjeux contemporains de « l'identité guyanaise ». Jadis construite par la « double polarité de la créolisation et de l'appartenance à la nation française », celle-ci se trouve aujourd'hui inapte à unifier une population plus nombreuse (multipliée par quatre en 40 ans) et plus hétérogène qu'alors (nouveaux migrants venus de Guyana, Haïti, du Brésil, du Surinam, Hmong du Laos, etc.) Ces dernières décennies ont en parallèle vu le déclin de l'idéologie de la créolité au profit de celle du multiculturalisme. Alors

que, dans les années 1970, le débat public était centré sur la question de l'indépendance (les Créoles, alors majoritaires et politiquement dominants, ne questionnaient pas la « guyanité »), il s'est déplacé vers la question du vivre ensemble et de l'unité de ce qui est désormais vécu comme un ensemble d'« ethnies » hétérogènes. Le texte de G. Collomb montre le rôle qu'ont joué les Indiens Kali'na au cours des années 1980 dans le refus de la créolité, en s'inscrivant dans un mouvement autochtone à l'échelle du continent. La question de l'unité de la Guyane est d'ailleurs très officiellement posée dans le débat public. En 2001, le « projet d'accord relatif à l'avenir institutionnel de la Guyane » propose la notion de « communauté de destin » comme ciment identitaire des trois populations « natives » (*sic*) que sont les Créoles, les Noirs marrons – de l'espagnol *cimarrón*, employé pour désigner un animal revenu à l'état sauvage – et les Amérindiens. Mais, comme le remarque G. Collomb, « les histoires particulières résistent » à cet « effort pour construire une histoire commune ». Un passé d'esclave affranchi n'est pas un passé d'esclave rebelle et, chez les Kali'na, c'est l'autochtonie qui est brandie comme critère définitoire.

Ces histoires singulières sont ainsi convoquées au fil des contributions, le plus souvent dans une perspective *emic* : quels usages du passé les vivants font-ils pour se définir et pour s'opposer ou se lier aux autres ? Dans le bourg de Mana, Marie-José Jolivet examine les évolutions en 30 ans de souvenirs historiques à valeur identificatoire pour les Créoles. En 1970, on voue un culte à la mère Jahouvey, qui recueillait les esclaves



« libérables » au début du XIX^e ; en 1990, on invoque l'effervescence qu'a connue la ville pendant la ruée vers l'or ; en 2000, toute référence au passé a disparu pour laisser place à l'inquiétude face à l'arrivée des « étrangers ». Jean-Yves Parris livre une analyse très précise de l'utilisation politique qui est faite de l'histoire des « Premiers Temps » (l'époque du marro-nage) au sein du groupe Ndjuka (Marrons habitant le Lawa, cours moyen du Maroni). Dans le débat sur la ré-officialisation de la pratique de l'interrogatoire du cadavre, les positionnements individuels sont fonction de l'affiliation clanique et les arguments invoqués font toujours référence à l'histoire de l'arrivée dans la région de tel ancêtre et de sa rencontre avec une divinité instauratrice de telle pratique. La relation entre deux groupes marrons, les Aluku (aussi appelés Boni, en référence à un de leurs chefs historiques) et les Ndjuka, fait l'objet de deux contributions. L'une, très historique, de W. Hoogbergen, relate en détail les deux guerres qui les ont opposés et qui ont contribué à fonder leur séparation politique stricte. L'autre est signée de M.-J. Jolivet et se penche sur différentes variantes de cette histoire mouvementée, afin d'en analyser les enjeux pour les relations actuelles entre les deux groupes. La conclusion en est assez pessimiste, qui cite un jeune Ndjuka incapable de restituer même sommairement les récits dans lesquels s'origine son groupe.

L'article de Francis Dupuy sur les rapports entre les Indiens Wayana et les Marrons Aluku, qui clôt le livre, montre la fécondité de ces approches croisées. En situant à la suite de F. Barth l'inter-

ethnicité au centre de son enquête, il expose comment ces deux groupes entretiennent depuis 200 ans d'intenses relations commerciales au point d'avoir inventé un *pidgin* commun, en dépit de différences culturelles maximales. Les discours mutuels révèlent une tentative symétrique d'accéder à une domination symbolique sur l'autre. Les Wayana regardent les Boni comme les descendants d'une seule femme, survivante de la seconde guerre Aluku et alors enceinte. Le mythe raconte qu'elle a été recueillie par les Wayana qui l'ont cachée des Ndjuka ; puis qu'elle accoucha d'un fils qu'elle épousa et que leurs enfants se marièrent entre eux. Ce serait à partir de ce noyau incestueux que le groupe Boni s'est reconstitué : sans les Wayana, il n'y aurait plus de Boni du tout. De leur côté, les Aluku n'appellent jamais les Wayana par cet ethnonyme, mais « Alukuyana » – donc en référence à eux-mêmes. Au cours du temps, leur position intermédiaire entre Indiens et Blancs, ainsi que la compatibilité de leur système politique avec les cadres coloniaux, leur ont permis de construire un ascendant, une « domination douce » sur les Wayana, sur les plans économiques, administratifs et politiques. Ils les regardent donc avec paternalisme comme des Indiens sortis de la sauvagerie grâce à eux. L'auteur analyse ensuite rapidement les évolutions contemporaines de cette cohabitation. Alors que, par le passé, leurs territoires respectifs se superposaient largement (le lieu le plus sacré des Aluku se trouve au plus profond du pays Wayana), des conflits – parfois armés – sont récemment apparus avec le développement du tourisme et de l'orpaillage.

L'article laisse un peu le lecteur sur sa faim, néanmoins, vu l'intérêt de l'objet. Que les échanges intenses et durables entre les deux communautés ne s'étendent pas – d'un commun accord – à la sphère matrimoniale méritait peut-être davantage de développements. F. Dupuy remarque en conclusion que le fait contredit la théorie de Claude Lévi-Strauss de la superposition des trois types d'échange (des biens et des services, des signes et des femmes), sinon pour les relations intra-ethniques, du moins pour les relations interethniques. Alors que, sur le terrain commercial et politique, les Boni s'identifient aux Wayana contre leurs frères ennemis Ndjuka, sur le terrain des mariages les associations s'inversent. Culture et Histoire sont donc pris dans des rapports de primauté très contextuels. Si cette conclusion est intéressante, elle laisse peut-être dans l'ombre la question de l'ethnogenèse, ou du moins du maintien dans un temps long de totalités ethniques très tranchées. La « réification » à laquelle l'auteur reconnaît sacrifier au début du texte, en rappelant avec vigueur les traits principaux des deux sociétés, ne doit pas nécessairement apparaître comme une faiblesse théorique ; elle est clairement un fait ethnographique, qui mériterait une description plus poussée. Ainsi, les modalités précises des relations interethniques justifieraient de plus amples analyses. Elles épouseraient largement les cadres de l'amitié cérémonielle amazonienne, nous dit l'auteur. Mais du point de vue Boni, c'est – semble-t-il – sur le rituel d'échange du sang *sweli* que ces relations se développent. Bref, quelle solution rituelle est-

elle ici inventée ? Est-elle passible des mêmes lectures de part et d'autre ? Quelle place les Boni occupent-ils dans la cosmologie wayana ? Sur quel type de relation de parenté les rapports avec eux sont-ils modélisés ? S'agit-il, comme souvent en Amazonie, d'une affinité potentielle et, si oui, comment ses deux issues, l'affinité effective et la guerre, sont-elles neutralisées ? On attend donc la suite...

En somme, l'ouvrage, bien illustré et mis en page, est un beau livre d'histoires. Sans prétendre à l'exhaustivité ethnographique (seules cinq ethnies sont considérées) ou à une théorisation définitive et abstraite, il fournit les éléments essentiels à la compréhension de la Guyane contemporaine.

Emmanuel de Vienne
(LAS / Musée du Quai Branly)

Pierre-Olivier Pilard, Jorge Ricardo Masetti, *Un révolutionnaire guévarien et guévariste de 1958 à 1964*, L'Harmattan, 2007.

Les études cubaines – et encore moins ce que l'on pourrait appeler les études guévariennes – ne constituent ni en France ni aux États-Unis un champ disciplinaire à part entière. Seules, au fond, quelques biographies souvent journalistiques nous donnent accès à cette histoire. Pierre-Olivier Pilard ne déroge pas à la règle et nous livre la biographie de l'un des plus proches collaborateurs et amis du Che, Jorge Ricardo Masetti, journaliste latino-américain et révolutionnaire guévarien. Ce dernier terme lui permet de penser en deçà ou au-delà de l'homme politique l'individualité de



Masetti comme « emblème du guévarisme [...], prototype de l'*Homme nouveau* dont rêve déjà le Che ». C'est là l'une des thèses de l'auteur, qui lui permet de projeter « une lecture radicalement nouvelle de l'histoire du guévarisme » et qui peut expliquer la dimension parfois psychologisante de l'analyse. La distinction nous rappelle pourtant – et c'est là l'un des enseignements majeurs de ce travail – que le guévarisme comme posture politique et doctrine révolutionnaire implique d'abolir toute distinction entre sphère publique et privée. En somme et comme le dit l'auteur, si « la révolution guévariste est bien une histoire d'individus », elle est une histoire d'individus publics entièrement soumis à la cause révolutionnaire. S'en trouve ainsi justifié le parti pris de n'appréhender que la vie publique de Masetti. Le fait est que le vide biographique de sa vie pré-révolutionnaire fut aussi celui du Che – rappelons-nous son errance latino-américaine. Il y a là comme une disponibilité biographique propice à toutes les conversions et à tous les engagements.

C'est en quelque sorte cette conversion que décrit la première partie de l'ouvrage, intitulée « Les sentiers de la Sierra Maestra ». Né en 1929, d'un an le cadet du Che, Jorge Ricardo Masetti n'est en 1958 qu'un journaliste *porteño* bénéficiant d'une certaine stabilité professionnelle. Proche d'une sensibilité « nationaliste-populaire » et « classiquement » anti-impérialiste, il a quitté depuis longtemps l'*Alianza Libertadora Nacionalista*, mouvement péroniste d'extrême droite, et semble avoir renoncé à tout engagement militant. Parallèlement

à ses activités de journaliste politique, il écrit quelques contes et textes littéraires et fréquente alors le café *La Paz*, cœur de la bohème intellectuelle de Buenos Aires, ainsi que Rodolfo Walsh, figure du journalisme et de la gauche argentine. Rien ne semble donc le préparer à un quelconque engagement révolutionnaire. Si l'on peut d'ailleurs savoir gré à l'auteur de ne pas céder à une vision linéaire ou téléologique de cet itinéraire, reste que l'on peut s'en étonner. Une analyse plus systématique de la vie *porteña* de Masetti et des différents textes qu'il produit jusqu'en 1958 ne pourrait-elle pas éclairer cette trop brusque conversion ?

C'est donc comme journaliste qu'il quitte Buenos Aires fin mars 1958, avec pour projet d'interviewer les leaders de l'insurrection cubaine alors en cours. Cette exclusivité radiophonique va changer le cours de sa vie : le périple insulaire de Masetti est interprété comme un chemin initiatique. Plus encore que son parcours au sein du réseau urbain du M-26 de La Havane jusqu'à Santiago de Cuba ou que son ascension du *llano* à la *sierra*, c'est en tout premier lieu l'entrée en clandestinité de Masetti qui constitue la rupture biographique fondamentale. Il revêt la *guayabera* typique de l'*Oriente* cubain, puis l'uniforme vert-olive que lui offre l'armée rebelle, et se laisse enfin pousser la barbe. La transformation vestimentaire et physique du journaliste n'est pas anodine et témoigne selon l'auteur de l'empathie qu'il développe progressivement pour tous ceux qui l'accompagnent dans son ascension vers la *sierra*. Le charisme du Che et de Fidel achève enfin « la conversion de Masetti en fidéliste ».

Son retour à Buenos Aires consomme définitivement cette conversion. Il connaît alors une première déception professionnelle, puisque son reportage est en partie censuré, et lance alors dans l'écriture de *Los que luchan y los que lloran. El Fidel Castro que yo vi*. Le récit est autobiographique, la thèse manichéenne oppose ceux qui luttent et ceux qui pleurent, la révolution armée et l'attentisme politique des mouvements de masse : « je me sentais froid, ridicule, en accomplissant ma mission de journaliste. Qu'est-ce que je faisais ici, le crayon à la main, au lieu d'être en train de presser la détente d'une mitrailleuse ? ». Il trouvera bien vite l'occasion de réconcilier l'écriture journalistique et l'action révolutionnaire : le 9 janvier 1959, il débarque à La Havane avec femme et enfants à l'invitation du Che. C'est le début de son engagement « au service de la Révolution cubaine » – selon le titre de la deuxième partie. Il est en effet chargé par le nouveau régime de fonder l'agence de presse *Prensa Latina*, destinée à briser l'« impérialisme journalistique » et le monopole de l'information dont bénéficiaient les agences de presses nord-américaines. Masetti en devient le directeur général et projette d'en faire un outil de construction de l'unité latino-américaine, de diffusion de la révolution. En ce sens, l'entreprise est guévariste. Elle l'est aussi parce que le Che s'y implique directement et supervise officieusement les principales nominations. C'est d'ailleurs l'amitié qui les unit qui explique l'étonnante promotion d'un étranger au cœur de la révolution. Gabriel García Marquez, qui rejoint *Prela* à cette époque, constate ainsi que

« les choses [s'y] faisaient comme si on se trouvait encore dans la *sierra* ». Il y a là le signe d'un « guérillérisme journalistique » au sens où le guérillérisme, forme de personnalisation anarchique du pouvoir, répète et reproduit l'expérience de la lutte armée dans les différentes organisations administratives du nouveau régime. Mais « les hommes du Che », dont Masetti, vont vite buter sur l'évolution interne du régime. En même temps que *Prela* devient une pièce essentielle du système révolutionnaire cubain, elle est logiquement érigée en un enjeu de pouvoir et de rivalités internes. Les partisans de la ligne soviétique – dont le très influent Carlos Rafael Rodríguez, directeur du journal communiste *Hoy* – critiquent ainsi la tendance guévariste de l'agence. Les démissions de protestations se multiplient, Masetti présente la sienne et quitte l'agence en mars 1961. Ici se joue la deuxième rupture biographique fondamentale.

Dès lors, les engagements extra-journalistiques de Masetti se multiplient : il participe à différentes brigades de travail volontaire, se fait alphabétiseur et rejoint enfin les brigades anti-guérillas de l'Escambray destinées à mater les derniers foyers de résistance anti-castristes. Si, pour Masetti, travailler au sein de l'agence était déjà « occuper un poste de combat », il semble qu'il lui manquait encore pour se penser authentique révolutionnaire de faire la révolution. Il est alors associé de plus en plus étroitement aux différents projets révolutionnaires du Che, se fait ambassadeur officieux du régime et organise la première livraison d'aide cubaine aux combattants de l'indépendance algérienne, obtenant à son



retour le grade de capitaine de l'armée rebelle. Dès la fin 1961, Masetti et Guevara projettent la création d'un *foco* guérillero dans la province nord-argentine de Salta. En juin 1963, une troupe d'une trentaine d'hommes armés, emmenée par Masetti *alias* Commandante Segundo, pénètre en Argentine. *L'Ejercito Guerillero del Pueblo* s'enferme vite dans un « huis clos désertique » et est démantelée avant même d'avoir pu livrer sa première bataille ; Masetti disparaît en avril 1964 sans avoir combattu. Itinéraire tragique dont le Che ne tirera pas les enseignements et dont il répètera les erreurs, trois ans plus tard, en Bolivie. On aurait aimé à ce stade que l'analyse prolonge le récit. Non, l'échec de la guérilla saltègne n'est pas conjoncturel : il répète – voire exemplarise – les multiples échecs des guérillas latino-américaines des années 1960 et renvoie au fétichisme latino-américain de la lutte armée, au mythe tiers-mondiste ou guévariste de l'invincibilité de la guérilla. C'est là où apparaît une certaine naïveté de l'écriture historique qui colle à son objet, mais semble trop souvent se refuser à l'analyser. Manque peut-être une analyse plus systématique et approfondie du discours politique de Masetti et de ses écrits littéraires. Le très important travail de documentation dont témoigne la bibliographie ne semble pas suffisamment exploité. L'analyse apparaît parfois trop

générale et l'important travail de contextualisation éclaire peu l'itinéraire de Masetti, qui semble parfois n'évoluer que dans l'ombre du Che. Moins que le contexte ou les événements qui jalonnent la vie d'un homme, ce sont les résonances qu'ils trouvent en lui qui devraient nourrir l'écriture biographique. Reste que cette histoire croisée de la presse argentine, cubaine et latino-américaine de la révolution cubaine et d'un engagement révolutionnaire latino-américain fournit un point d'observation privilégié. Elle nous amène à penser la communication comme l'un des enjeux fondamentaux de ce qui fut, bien avant la « cyber-guérilla » zapatiste de l'EZLN, la « première guérilla médiatique » du continent. Elle ouvre aussi quelques questionnements fondamentaux sur le statut du journalisme engagé et révolutionnaire, sur ces zones d'ombre où l'engagement du journaliste dissimule une mise au pas de la presse et une instrumentalisation de celle-ci à des fins de propagande. Le devoir d'un journaliste – même révolutionnaire – était-il de faire la révolution ? Ironie tragique de l'histoire, Masetti, de l'avoir pensé, meurt en révolutionnaire, dépouillé de moyens d'information et de propagande, cédant au fétichisme de la lutte armée en oubliant les moyens de sa médiatisation.

**Alexis Anagnan (Université Paris I
Panthéon-Sorbonne)**

LES AUTEURS



Tito ALEGRIA est docteur en planification et développement urbain de l'Université du Sud de Californie (Los Angeles) et architecte de l'Université nationale d'ingénierie de Lima. Depuis 1987, il est professeur de planification, économie et sociologie urbaine au département des études urbaines et de l'environnement du Colegio de la Frontera Norte, à Tijuana. Ses recherches portent sur les villes, particulièrement sur le développement urbain frontalier, l'emploi transfrontalier, les usages du sol et les sous-centres de commerce et services, la ségrégation socio-résidentielle, la régularisation foncière et l'intégration urbaine des étrangers. Il a publié deux livres et de nombreux articles scientifiques dans divers pays, a réalisé des séjours de recherche au Pérou et aux États-Unis et a été consultant pour des gouvernements locaux mexicains et pour le programme Habitat de l'ONU.

Francisco BELAUNDE est avocat et dirige à Lima la revue *Testimonio*, produite par l'Instituto de Estudios Social Cristianos (IESC) du Pérou. Il commente fréquemment la politique péruvienne et l'actualité internationale dans la presse, à la radio et à la télévision.

Jorge CARRILLO est docteur en sociologie du Colegio de Mexico et chercheur au Colegio de la Frontera Norte depuis sa fondation en 1982. Auteur de sept livres, de 15 ouvrages en coordinations, de plus de 80 chapitres et 70 articles scientifiques en espagnol, anglais, allemand, portugais et japonais, il a réalisé des séjours de recherche en Espagne, en France, au Japon et aux États-Unis. Ses intérêts de recherche actuels portent sur l'emploi, l'innovation et les chaînes de valeur dans les entreprises multinationales au Mexique. Parmi ses dernières publications : Jorge Carrillo et Rosio Barajas (coord.) *Maquiladoras fronterizas. Evolución y heterogeneidad en los sectores electrónico y automotriz*, Mexico, Ed. Miguel Angel Porrúa/COLEF, 2007 ; Jorge Carrillo et Claudia Schatán (comp.), *El medio ambiente y la maquila en México ; un problema ineludible*, México, CEPAL, 2005.

Docteur en histoire et civilisations de l'École des hautes études en sciences sociales, **René CECEÑA** est professeur et chercheur à la Universidad Iberoamericana de Mexico (département de philosophie). Son principal axe de recherche concerne la thématique de l'espace et ses modes historiques d'appropriation en Occident et il travaille actuellement sur un projet intitulé « Fondements topologiques des structures politiques et économiques de l'espace-monde européen aux origines de la modernité ». Il a notamment publié *La idea moderna de mundo. Un estudio de los fundamentos topológicos de los orígenes de la mundialización* (Mexico, Universidad Iberoamericana, 2007).

Docteur de l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense, **Marie-Laure COUBÈS** est démographe et enseignante-chercheuse au département d'études de population du Colegio de la Frontera Norte depuis 1995. Ses recherches portent sur l'emploi, particulièrement sur les trajectoires professionnelles et les différenciations de genre, et les études biographiques à partir d'une perspective socio-démographique. Elle a

notamment coordonné (avec María Eugenia Cosío et René Zenteno) *Cambio demográfico y social en el México del siglo xx : una perspectiva de historias de vida en coordinación* (Mexico, Ed. Miguel Angel Porrúa/COLEF/ITESM, 2005).

Docteur en géographie culturelle de l'Université d'Ottawa, **Pierre-Mathieu LE BEL** est chercheur post-doctoral à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal et au Centre d'études et de recherches internationales (CERIUM) de l'Université de Montréal. Après une thèse consacrée aux représentations romanesques de la métropolisation, il s'intéresse désormais au patrimoine urbain et, plus particulièrement, aux processus par lesquels des éléments conçus d'emblée comme symboliques du « local » participent au contact de l'urbanité vécue au quotidien avec le « global ».

Docteure en géographie, urbanisme et aménagement de l'Université Paris III – Sorbonne Nouvelle, **Marie-Carmen MACIAS** a enseigné dans plusieurs universités françaises (notamment Marne-la-Vallée, Lyon III, Paris XII, Paris III – IHEAL) et est actuellement chercheuse pensionnaire au Centre d'études mexicaines et centro-américaines de Mexico. Ses recherches portent sur les mutations de la distribution de détail en Amérique latine et sur les dynamiques socio-spatiales à la frontière mexicano états-uniennes. Elle a notamment publié *Le commerce au Mexique à l'heure de la libéralisation* (Paris, L'Harmattan, coll. Recherches Amériques latines, 2006).

Pierre PRÉTOU est maître de conférences en histoire médiévale à l'Université de La Rochelle, membre du laboratoire OTELO (JE 2433) et associé aux travaux du LAMOP (Université de Paris I, UMR 8589). Il enquête sur la genèse des encadrements normatifs dans le sud-ouest atlantique du royaume de France et poursuit désormais des travaux sur les tyrannies d'exercice à la fin du Moyen Âge, tant en Europe occidentale que dans sa projection dans le Nouveau Monde.

Luzma Fabiola NAVA est doctorante à l'Institut québécois des hautes études internationales (HEI) de l'Université Laval, chercheuse étudiante à l'Observatoire de recherches internationales sur l'eau (ORIE) et auxiliaire de recherche pour le Programme paix et sécurité internationales (PSI). Ses domaines de recherche sont la géographie et les relations internationales et elle s'intéresse notamment à la gouvernance, à l'environnement et au patrimoine.

Achevé d'imprimer : Belle Page
Dépôt légal n° 91270
décembre 2009